

هكذا من ريميل

« L'Économie » : le référendum et la Bourse

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14803 7 F

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les Islamistes hors jeu en Tunisie ?

Le sang des « extrémistes terroristes islamistes » ne coulera pas en Tunisie comme on pouvait le redouter. Mais les deux chambres du tribunal militaire de Tunis qui, pendant cinquante jours, ont jugé parallèlement les 279 dirigeants, militants ou dissidents du mouvement clandestin Ennahdha, accusés d'atteinte à la sécurité de l'État, n'en ont pas moins fait preuve d'une grande fermeté.

Le verdict rendu dimanche 30 août à l'encontre des 108 membres des « commandos du sacrifice » a été à l'image de celui prononcé quarante-huit heures plus tôt dans l'affaire dite du « complot » : aucune peine de mort, mais 11 peines de prison à vie. De l'un et de l'autre procès, inexplicablement disjoint, on retiendra qu'aucune preuve supplémentaire n'est venue élever les accusations mises sur la place publique. Il y a plus de quinze mois par le gouvernement. C'est ainsi que le projet d'attentat contre l'avion du chef de l'État, qui devait être abattu par un missile Stinger, demeure toujours aussi nébuleux que la provenance de certaines pièces à conviction des plus sophistiquées.

Au fil des audiences, dont avec beaucoup de sérénité en présence de la presse, de plusieurs diplomates étrangers et de représentants d'organisations humanitaires, il est apparu que la procédure avait été entachée d'une succession de graves irrégularités : dépassements du délai de garde-à-vue, recours à la torture, difficultés pour les avocats d'assister leurs clients devant le juge d'instruction et de rendre connaissance des dossiers bien avant l'ouverture des procès.

Il reste que les proclamations d'innocence des prévenus, souvent déjà condamnés dans de précédentes affaires en 1981 et 1987, n'ont pas toujours été convaincantes, relevant à l'évidence d'une tactique concertée. Il est difficile, par exemple, de considérer les manifestations violentes d'hommes violemment entraînés et strictement encadrés, dont Tunis et plusieurs villes de province ont été le théâtre pendant l'hiver 1990-1991, comme étant d'expression spontanée de quelques jeunes impétueux, ainsi qu'il a été expliqué dans le prétoire.

De même, les appels à l'insurrection contenus dans les tracts et les cassettes diffusés, sous le manteau à cette même époque cadrent mal avec la « simple » activité politique légitime dont se réclame Ennahdha. Les dirigeants tunisiens peuvent, aujourd'hui, se féliciter d'avoir bousillé à moins de frais, hors de la scène politique - et de la rue - les éléments les plus radicaux de la mouvance islamiste puisqu'au total 48 islamistes ont été décapés d'une peine de prison à vie. Des condamnations à mort auraient, en effet, gravement nui à l'image « civilisée » que cherchant à donner de la Tunisie le président Ben Ali et les siens.

L'opinion publique, qui a manifesté une surprenante indifférence tout au long de ces procès, n'aurait sans doute pas apprécié que des têtes tombent. Si, malgré tout, la procédure judiciaire de l'insurrection au verdict, a été menée en dépit du bon sens, et du droit tout court, il n'est pas interdit de penser que, dans une affaire si hautement politique, viendra, un jour, la temps de l'apaisement.

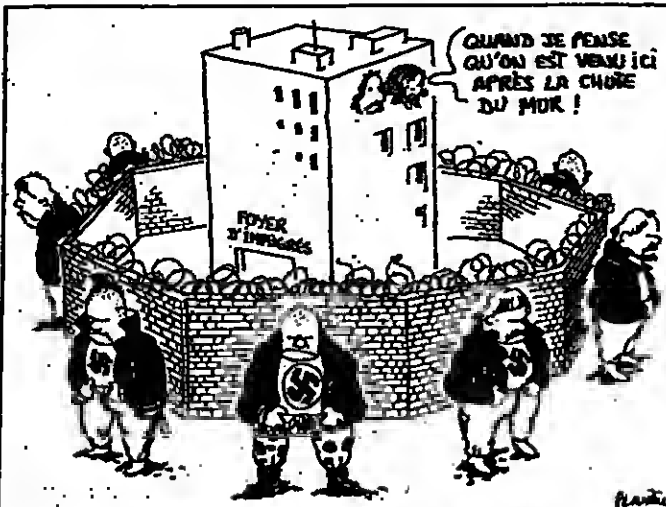
M0147 - 0901 0 - 7.00 F



Incidents dans plusieurs villes de l'Est

Les violences xénophobes s'étendent en Allemagne

L'Allemagne a connu ce week-end un nouvel accès de violences xénophobes dans plusieurs villes de l'Est. Des foyers de demandeurs d'asile ont été la cible d'attaques d'extrémistes de droite. A Rostock, théâtre des premiers incidents racistes, une manifestation a réuni, samedi 29 août, quinze mille personnes qui ont dénoncé ces violences. Cette montée de l'intolérance inquiète et divise les milieux politiques de l'Ouest et relance, chez les sociaux-démocrates et les libéraux, le débat sur une réforme constitutionnelle visant à limiter le droit d'asile.



Lire page 4 les articles d'YVES DE BRESSON et de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Nouveau bombardement sur Sarajevo

Les combats se poursuivaient lundi 31 août dans l'ex-Yougoslavie. Un obus a explosé, dimanche, dans le centre de Sarajevo, faisant huit morts et de très nombreux blessés alors que l'incertitude demeure quant à la levée du siège de Gorazde.

Lire pages 3 et 4 nos informations, la correspondance de FLORENCE HARTMANN, l'entretien avec M. Mazowiecki et l'article de BERTRAND POHROT-DELPECH « La fin des excuses »

L'ÉCONOMIE

Monnaies en pagaille à l'Est

Les bouleversements politiques à l'Est ont provoqué une floraison de nouvelles monnaies. Symboles d'indépendance, le zlotar, givina, litas et autres unités aux noms étranges n'ont pourtant le plus souvent de monnaie que le nom.

Lire également : les pages Mode d'emploi, Opinions, Conjoncture, Maastricht, la Bourse et les Jours ; Les privatisations de masse à l'Est ; la chronique de Paul Favier. Pages 26 à 32

Alors que les Verts ne donnent pas de consigne de vote

Le PS s'efforce de rassembler la gauche en faveur de Maastricht

Le débat sur la ratification du traité de Maastricht se double désormais d'un affrontement de politique intérieure entre le pouvoir socialiste et une partie de l'opposition. En attendant l'intervention télévisée du chef de l'État, jeudi 3 septembre, les dirigeants du PS, réunis à Avignon pour leur université d'été, tentent de rassembler les électeurs de gauche en faveur du « oui » au référendum. La décision

des Verts de ne pas donner de consigne de vote complique encore leur tâche. De leur côté, les partisans du « non » demandent, s'ils l'emportent, une dissolution de l'Assemblée nationale. M. Pierre Bérégovoy a reconnu, dimanche, que son gouvernement connaîtrait des « difficultés » en cas de victoire du « non », tout en affirmant que l'opposition en aurait encore plus.

Décomposition

par Patrick Jarreau

Maastricht redessine les frontières de la politique française. Non pas comme on l'envisageait avant l'été, lorsque socialistes et libéraux se côtoyaient sur les tréteaux du « oui », par une recomposition d'abord pour élargir une majorité « européenne », mais par une décomposition pénible.

On se sait que c'est le plus atteint, de l'extrême gauche, qui cherche une nouvelle voie dans un national-populisme initié de certains de ses homologues de l'Est ; des Verts, qui se représentent que la moitié des suffrages écologistes et que hrisse la tension entre le désir du pouvoir et la

peur de l'assumer ; de l'UDF, qui voit une partie de son électorat s'échapper vers les « valeurs » de M. de Villiers ; du RPR, qui n'est plus qu'une signature au bas de deux discours inconciliables ; du Front national, sans prise sur une situation pourtant conforme à ses vœux ; ou des socialistes, paralysés, isolés, piégés par ce référendum qui devait être un coup d'éclat et qui menace de se transformer pour eux en coup de grâce. La décision des Verts de ne pas donner de consigne de vote accentue le désarroi du PS, qui s'était pas ménagé ses efforts pour chercher, de ce côté, le moyen de mettre fin à son isolement.

Lire la suite page 10

D'un départ à l'autre

par Alain Minc

Scrutons-nous, une fois de plus, victimes de cette pulsion suicidaire qui nous conduit, deux ou trois fois par siècle, à l'irrationalité ? Laissons-nous la cohorte des frustrations, des corporations et des angélismes fixer pour des décennies le sort de la France, la reléguant dans cette position qu'elle a si souvent connue d'homme malade de l'Europe ?

Accepterions-nous, au-delà de notre propre suicide, d'être les assassins du dynamisme espagnol, du sursaut italien, de la modernisation allemande ? Allons aussi, les foyers de régression réent : nos voisins ont leurs extrémistes, leurs protectionnistes, leurs égoïstes. S'ils triomphent chez nous, ils triompheront ailleurs.

L'Europe aura été, pour l'Espagne, le prétexte de la modernisation : au nom de quel autre

mythe, après notre « non », continuera-t-elle ? Elle aussi mettra croc en l'air. Les exigences de la monnaie unique sembleraient pour la première fois pousser l'Italie à la rationalité et à la rigueur : imaginons que, forte de notre rejet de Maastricht, l'Italie, clientéliste et archaïque, ne relâche pas la tête ?

Et ces Allemands, si nombreux à considérer que la nouvelle Allemagne doit aller son chemin démocratiquement mais impérieusement, pense-t-on qu'ils ne tiront pas parti de ce miracle, pour eux, d'un « non » français ? Quel avenir restera-t-il aux Belges, aux Luxembourgeois, qui jouent de l'influence française pour limiter la toute-puissance allemande ? Livrés à eux-mêmes, ils pourront, au mieux, capituler avec élégance et devenir des ducs d'un nouveau Saint Empire romain germanique.

Lire la suite page 10

La mort de Félix Guattari

Avec Félix Guattari, psychanalyste et philosophe, mort d'une crise cardiaque samedi 29 août à l'âge de soixante-deux ans, disparaît le goût des effervescences caillottes, des aventures subversives... bref, des espoirs d'après mai 68. De son travail avec Jean Oury à la clinique psychiatrique de La Borde à ses engagements aux côtés des écologistes, en passant par ses livres avec Gilles Deleuze, Félix Guattari n'a cessé d'expérimenter d'autres façons de soigner, de théoriser, de militer.

Lire page 11 l'article de ROGER-POL DROIT et le témoignage de JEAN OURY

La « rentrée » des sans-logis

Quatre cent familles en attente d'un logement campent toujours dans la région parisienne. Des solutions ont été proposées à certaines d'entre elles, mais le problème des mal-logés est loin d'être résolu.

page 12

Le premier Paris-Moscou-Pékin

Cent cinquante-quatre équipages en autos, camions et motos prennent, mardi 1^{er} septembre, le départ d'un nouveau raid-maratheon de 16 000 kilomètres sur les traces du Pékin-Paris de 1907 et de la Croisière jaune de 1931-1932.

page 15

Le quatrième pouvoir, c'est l'information

Il aura fallu une guerre pour redécouvrir une évidence : les sources ne s'ouvrent aux médias que si elles y ont intérêt...

par Yves Mamou

Y a-t-il un pouvoir des médias ? Si oui, est-il si exorbitant qu'il faille instaurer des contre-feux ? Pour M. Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture, le doute n'est pas permis. La « crise de folie », selon ses propos dans l'Express du 27 février, qui s'est emparée des médias au moment de l'affaire Habache par exemple prouverait que « l'horlogerie de notre système démocratique, qui repose sur un équilibre entre les pouvoirs, s'est détraquée ».

Et le ministre de la culture de rêver d'un nouveau Hubert Beuve-Méry qui s'écrierait : Ça suffit ! Pour l'honneur de notre métier, nous devons nous auto-organiser. Quelques jours après,

ravant, M. Georges Kiejman, à l'époque secrétaire d'État à la communication, affirmait sur France-Inter : « Tout pouvoir tend à devenir exagéré ; celui des journalistes doit donc connaître sa contrepartie ». En août 1990 déjà, dans la revue le Débat n° 40, M. Kiejman expliquait que la liberté de la presse donnait lieu à des abus « parce que les lois qui la limitent ne sont pas appliquées ».

La rancœur de monde politique envers les médias n'a rien de très surprenant, ni de très neuf. Pierre

Vianasson-Ponté notait déjà dans le Monde du 13 février 1974 que chaque régime politique, chaque État, éprouve régulièrement le besoin « de resserrer son emprise sur la puissance informative, moyen de commandement essentiel dans une nation moderne. (...) Tous les dirigeants des grands pays démocratiques (...) s'efforcent actuellement de mieux contrôler, de pénétrer davantage le quatrième pouvoir qui n'est pas la presse, mais l'information ».

Lire la suite page 17

L'Université d'été de la communication

■ Un entretien avec M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État
■ La division internationale du télétravail

Lire pages 16 et 17

MALIKA
WAGNER
TERMINUS
NORD

L'ADOLESCENCE
AU FÉMININ DANS
L'UNIVERS DES CITÉS

COLLECTION « GÉNÉRATIONS »
LES ROMANS
ACTES SUD

DIDIER-GEORGES
GABILY
L'AU-DELÀ

DANS L'AU-DELÀ
DES MISÉRABLES
DE PARIS

COLLECTION « GÉNÉRATIONS »
LES ROMANS
ACTES SUD

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.R., 55 \$; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Japon, 2,200 ¥ ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,30 FS ; USA (NY), 2,3 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Gilles-Gaston Granger

« Il est possible de constituer une connaissance scientifique des faits humains »

« Commençons par une question massive. Comment concevez-vous le rôle du philosophe ? Pour le dire brutalement, à quel sert-il à l'égard des sciences comme de la société ? »

— Je suis tenté de vous répondre, d'une manière relativement provocante, que la philosophie ne sert à rien. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il est vain de philosopher, ni que la philosophie n'a jamais eu de conséquences indirectes dans l'histoire des hommes. Mais c'est une erreur, à mes yeux, de faire croire qu'il est possible d'introduire directement des idées philosophiques dans une pratique quelconque, de proposer des dogmes en vue de l'action, ou même de formuler des règles de valorisation à l'usage de certaines connaissances.

— Faut-il en conclure que l'activité du philosophe ne s'exerce que dans une sorte de ciel des idées, sans rapport avec les conduites humaines ?

— Je ne crois pas qu'il faille en tirer cette conclusion et je ne la tire pas moi-même. Pour vous répondre plus précisément, il faut distinguer les domaines. En ce qui concerne, par exemple, la connaissance scientifique, le rôle du philosophe n'est pas de dire au savant ce qui doit être fait. En revanche, il peut interpréter ce que font les scientifiques, sans doute mieux qu'eux-mêmes, qui sont engagés dans leur pratique. D'autre part, le philosophe peut montrer, en examinant l'histoire et le développement des différentes connaissances scientifiques, certaines lacunes apparues après coup ou bien suggérer certaines directions susceptibles de se montrer fécondes. Vous voyez qu'en ce sens la philosophie n'est pas du tout inutile, mais qu'elle n'a pas une action directe : le philosophe n'est ni l'instituteur ni le juge des connaissances.

« Sur la possibilité, pour la philosophie, d'organiser rationnellement la vie politique, je suis très pessimiste. »

— En ce qui concerne les pratiques, par exemple la politique, c'est la même situation transposée. On pourrait croire que le philosophe a vocation à donner des directives, à indiquer ce qui est bon et mauvais, proposer des systèmes meilleurs que d'autres. Bien entendu, cela a eu lieu ; mais je crois que ce fut à la faveur sinon d'une imposture, du moins d'un malentendu. Lorsqu'un philosophe comme Platon, pour prendre un exemple loin de nous, propose une

Professeur honoraire au Collège de France, où il enseignait l'épistémologie comparative, Gilles-Gaston Granger est l'auteur d'une œuvre imposante et notoire, dévouée tout entière à la philosophie des sciences. Depuis ses thèses intitulées, l'Une Méthodologie économique (PUF, 1955), l'autre la Méthodologie sociale du marquis de Condorcet (PUF, 1955), il s'est particulièrement attaché à la méthode des sciences humaines, pour lesquelles il a été l'un des premiers en France, et longtemps l'un des seuls, à revendiquer la capacité à être authentiquement des sciences.

Cette focalisation sur les problèmes de la science n'a jamais empêché sa pensée d'être de plein droit philosophique, comme en témoignent tous ses ouvrages, et notamment, dans les années récentes, un livre important intitulé Pour la connaissance philosophique (Odile Jacob, 1988).

Il vient de publier chez le même éditeur un ouvrage appelé à devenir un classique, la Vérification (1). S'attaquant de front à cette question en effet centrale, Gilles-Gaston Granger procède à une étude minutieuse des processus de vérification en mathématiques et dans les sciences de l'expérimentation. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il s'explique sur son rapport à la science, mais aussi au politique, dont ce spécialiste de la rationalité ne parle pas volontiers.

politique, il ne le fait pas véritablement le mot de « vérité », mais en tant que philosophes, un effort d'interprétation cohérente du sens de notre expérience et, en l'occurrence, de la vie politique. Ils tirent de la suite des recettes qui sont censées permettre d'introduire une certaine rationalité dans l'organisation de la vie politique.

« Sur cette possibilité pour la philosophie d'organiser rationnellement la vie politique, je suis très pessimiste. Du reste, malheureusement, l'histoire semble bien me donner raison. Lorsqu'on a voulu tirer d'une philosophie une application politique, les résultats n'ont guère été probants. C'est le moins que l'on puisse dire. »

— Il semble que vous assigniez à l'activité philosophique un rôle strictement interprétatif, jamais moteur.

— Ce rôle ne devient moteur que lorsque la philosophie se transforme en idéologie. C'est le cas dans le domaine politique. Mais cela existe aussi pour la pensée scientifique. Prenez l'exemple du positivisme, apparu dans sa forme brutale au cours du dix-neuvième siècle. Ce qui était à l'origine une interprétation philosophique des sciences, avec Auguste Comte, une idéologie qui a tenté d'intervenir dans le développement de la connaissance scientifique. Je ne dis pas que cela soit toujours négatif, mais je pense que c'est un détournement de la philosophie proprement dite.

— La philosophie proprement dite, telle que vous l'entendez, n'a donc de retentissement que lorsqu'elle cesse d'être elle-même ?

— Le philosophe cesse d'interpréter le monde et de donner une cohérence à l'ensemble de ses interprétations. Lorsqu'il publie le résultat de ses tentatives d'élucidation, cela a-t-il un retentissement ? Cela dépend beaucoup de la réceptivité de ceux qui décident de ceux qui ont une action effective : les hommes politiques et les tribunaux. Sous la Révolution, c'est Robespierre et quelques autres qui donnent aux idées de Rousseau la très considérable influence qu'elles ont. L'influence des idées philosophiques n'est jamais directe ; elle passe toujours par l'intermédiaire d'hommes d'action qui, eux, sont des idéologues au sens que j'ai défini.

— La philosophie, dans son histoire, a eu également d'autres visées. En particulier, celle de la sagesse, de la conduite de soi, des « exercices spirituels ». Que faites-vous de cette dimension ? Trouvez-vous qu'elle doit être exclue de la philosophie, qu'elle est désuète ?

— Pas du tout. Même si je ne m'intéresse qu'à un certain aspect de l'expérience humaine — la connaissance scientifique —, je ne peux pas ignorer la grande tradition morale de la philosophie, pour laquelle le philosophe est d'abord agir sur soi-même. Mais c'est une tout autre chose. Dans ce domaine, interprétation et action se trouvent d'ailleurs confondre. L'interprétation philosophique est alors en même temps une action. Les meilleurs exemples de cette coïncidence, les moines trompeurs peut-être, sont Spinoza et Wittgenstein, qui n'ont eu, pourtant, ni l'un ni l'autre aucune action politique.



— Vous n'avez pas encore prononcé le mot de « vérité ». Pensez-vous que l'usage doive en être réservé à la seule science ?

— Le mot de « vérité » est utilisé dans la langue usuelle de manière extrêmement large. On parle aussi bien de vérités morales, de vérités religieuses, que de vérités scientifiques. Il est clair que, pour le philosophe, c'est à noyer le poisson. Pour s'entendre de manière précise, je propose de réserver le nom de « vérité » à une certaine propriété des énoncés scientifiques. Car la connaissance scientifique comporte des caractères tout à fait spécifiques par rapport aux autres domaines de connaissance. La bonne philosophie, celle qui n'est pas une contrepartie, est une connaissance authentique, mais ce n'est pas une connaissance vraie. Ce que Spinoza, par exemple, appelle une démonstration n'aboutit pas à une vérité proprement dite, selon moi.

— On va probablement vous accuser de dogmatisme.

— Vous voulez dire : de dogmatisme scientifique. Aussi faut-il ajouter aussitôt que les vérités scientifiques sont toujours provisoires. Quand elles ne le sont pas, comme c'est le cas des mathématiques, ce sont des vérités nécessaires liées à un système initial qu'il faut énoncer. Que la somme des angles d'un triangle soit égale à deux droits, cela n'a pas changé depuis Euclide, mais à condition que l'on ne modifie pas les prémisses dont dépend cette vérité.

— Done les vérités scientifiques sont à la fois absolues, en ce sens que l'on n'a ni contrôle sur les énoncés que l'on dit vrais et que l'on peut tomber d'accord si on discute assez longtemps ; et par ailleurs, elles sont des énoncés provisoires, dépendant d'un certain état de notre connaissance et de certains présupposés.

— Estimez-vous que des vérités de ce type soient constructives dans les sciences de l'homme ?

— Cette question est l'une de celles avec lesquelles je me suis battu pendant toute ma carrière. J'ai commencé par un livre intitulé Méthodologie économique et, par la suite, j'y suis souvent revenu.

« Nous ne sommes pas très nombreux à faire l'effort de nous instruire dans une discipline scientifique. »

— Ma réponse est beaucoup plus optimiste que celle de certains de mes collègues. Je pense qu'il est possible de constituer une connaissance scientifique des faits humains. Nous en avons des fragments locaux, par exemple en économie politique. Il y a des petits morceaux de comportement humain qui sont connus d'une manière qu'il est permis d'appeler scientifique. Peut-être y en a-t-il

aussi en sociologie et en psychologie, certainement en linguistique.

— Si ces connaissances se développent de manière à constituer des ensembles cohérents comme ceux des sciences de la matière, leur scientificité sera-t-elle identique ?

— Je crois que oui, sinon elles ne seraient pas des connaissances scientifiques. Pour l'heure, en ce qui concerne les faits humains, nous avons surtout des connaissances que j'appelle « cliniques », c'est-à-dire qui se rapportent à des situations individuelles et qui dépendent largement du talent du clinicien. Ce clinicien peut être un sociologue, un psychologue, un linguiste. Mais ce sont des connaissances empathiques, où celui qui connaît s'identifie à ce qu'il connaît. Je me refuse à les appeler des « vérités scientifiques » ; car elles ne possèdent pas certains des caractères qui sont indispensables à la scientificité. Un grand pan de la clinique, cette fois en sens médical strict du mot, relève de la connaissance scientifique, mais il y a tout un aspect qui dépend étroitement des aptitudes personnelles du clinicien.

— Est-ce qu'un jour viendra où une vérité de type scientifique pourra être conférée à la connaissance des faits humains ? Je fonde mon espoir notamment sur ceci : l'histoire des sciences de la nature montre bien qu'il y a eu une période protocientifique, où la situation était très comparable à celle qui prévaut maintenant dans la connaissance des phénomènes humains. Il y avait de petits morceaux de connaissances qui méritaient déjà le nom de scientifiques, et le reste était pour une large part livré aux systèmes imaginés. Dans la phase protocientifique, il y avait plusieurs manières de concevoir la connaissance des faits de la nature, jusqu'à ce que l'on découvre une manière unifiée de définir l'objet scientifique.

— Est-ce cela qui nous manque aujourd'hui ?

— Cette révolution n'a pas encore eu lieu pour les sciences de l'homme. On a cru à plusieurs reprises qu'elle était opérée avec Marx pour les sciences économiques, avec Freud pour la psychologie. Mais on s'est aperçu que

c'était insuffisant, et que les catégories constitutives de l'objet scientifique n'avaient pas encore été mises au jour d'une façon satisfaisante.

— Comment passez-vous de cette analyse de la science à ce que vous appelez une « philosophie du style » ?

— C'est que l'étude interprétative que j'ai faite de la science se veut une analyse du détail. Je reprends là une expression de Wittgenstein : « La philosophie est affaire de détail. » Une épistémologie ne peut pas singuler les connaissances scientifiques, ou alors ce n'est plus une philosophie de la science. Elle doit examiner le détail de la construction conceptuelle de telle science, à telle époque. Cela m'a amené à me rendre compte de l'importance des particularités que pouvaient revêtir des connaissances scientifiques qui, dans leur fond, sont pourtant identiques, structurellement les mêmes. Par exemple en mathématiques, il y a eu plusieurs manières de découvrir certaines structures sensitives. C'est cette pluralité des modes d'approche d'une même réalité découverte par la science que j'appelle le « style ».

— En somme, il y a d'une part des éléments qui sont indispensables aux structures fondamentales dont il s'agit, d'autre part des éléments qui se situent au-dessus de ces structures, qui apportent quelque chose de neuf et dont l'organisation est le style. C'est évident en littérature, mais ce n'est pas moins vrai en science, et même en mathématiques.

— Tout cela vous assigne dans la philosophie française une place singulière. Vous ne vous inscrivez dans aucun des courants qui constituent la majorité. Vous définites-vous comme un philosophe analytique ?

— Je me sens, en fait, et d'ailleurs je ne suis pas, rattaché à la philosophie française. En particulier à cause de l'importance que j'attribue à l'histoire dans l'analyse de la pensée scientifique. Il y a de très bons historiens des sciences chez les Anglo-Saxons, mais les philosophes analytiques, quand ils parlent de la science, en parlent comme de quelque chose de désemparé. De ce point de vue, je me considère bien plutôt comme un disciple de Cavallotti et de Bachlerard, qui, en aucune manière, ne peuvent être considérés comme des philosophes analytiques. D'autre part, j'accorde moins d'importance que ceux-ci à l'analyse du langage ordinaire.

— Minutaire ? Oui, sans doute. Mais ce n'est pas voulu ! Je préférerais ne pas l'être.

— Il faut ajouter aussi autre chose : l'usage des notions qui font que, peu de monde, en France, s'intéresse à la philosophie des sciences est que, pour en faire, il faut consacrer l'effort de l'analyse scientifique dans une discipline scientifique. J'ai choisi les mathématiques, d'autres se sont intéressés à d'autres sciences. Mais nous ne sommes pas très nombreux à avoir fait cet effort.

Propos recueillis par
FRANÇOIS AZOUVI
et ROGER-POL DROIT

(1) Ed. Odile Jacob, 314 p., 180 F.

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.A.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco**, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ **Filière d'admission : 3^e CYCLE :**
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ **Programme américain de 12 mois**
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailloc, 75116 Paris
Tél.: (1) 40 70 11 71

Contraté par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asia : IUA HONG KONG

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Freppart, directeur de la rédaction
Jacques Gèle, directeur de la publicité
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferec, Philippe Herremans, Jacques-François Simon

Daniel Vovrier
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bouve-Méry (1944-1963), Jacques Fauriol (1963-1982)
André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40 65 25 25
Télégramme : 40 65 25 25

ADMINISTRATIF :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94822 MARY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40 65 25 25
Télégramme : 40 65 25 25

سكزا من راييل

ÉTRANGER

En dépit des recommandations de la conférence de Londres

De violents combats se poursuivent dans l'ex-Yougoslavie

Trois jours seulement après la clôture de la conférence de Londres, les combats ont redoublé d'intensité dans l'ex-Yougoslavie. Huit personnes ont ainsi été tuées, dimanche 30 août, par un obus tombé sur un marché très fréquenté de la banlieue de Sarajevo, où que de violents affrontements se sont poursuivis autour de la capitale bosnienne et sur les principales routes de Bosnie-Herzégovine. Selon la télévision serbe, l'obus est tombé sur le quartier d'Alipaz Polje, dans l'ouest de Sarajevo, peu après midi. Explosion, suivie d'une heure d'effluence, a fait 10 blessés, dont beaucoup sont dans un état grave et ne survivront pas, selon des médecins

de l'hôpital de France. Le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a accusé les musulmans bosniaques d'être à l'origine du tir d'obus dans l'intention de saboter les accords de Londres.

Au nord de Sarajevo, de violents combats ont opposé Serbes et Bosniaques dans la zone industrielle de Vogosca (à 2 km de la capitale), contrôlée par les forces serbes. Des combats pour le contrôle du faubourg d'Ilijas (à 15 km au nord de la ville), ont également fait rage samedi et dimanche. Alors que Radio Sarajevo qualifie cette opération d'« offensive impossible à arrêter », l'agence yougoslave Tanjug, citant des sources serbes, a affirmé que les forces

serbes avaient « défendu avec succès toutes leurs positions et causé de fortes pertes à l'ennemi ».

L'incertitude demeure quant à la levée du siège des villes de Bosnie, une des mesures urgentes décidées jeudi par la conférence de Londres, et notamment de Gorazde, un bastion musulman situé à 80 kilomètres de Sarajevo, assiégé par les Serbes depuis quatre mois. « Conformément à nos obligations découlant de la conférence de Londres, j'ai ordonné la levée du siège de Gorazde. Toutes les unités doivent cesser les combats », a déclaré M. Radovan Karadzic en précisant qu'un millier d'hommes avait été démobilisés. A Sarajevo, le vice-président

bosniaque, M. Ejup Ganic, a démenti cette information en précisant, samedi, que de violents combats se poursuivaient à Gorazde et dans d'autres villes. Dimanche, Radio Sarajevo, citant des sources militaires bosniaques, affirmait que les forces bosniaques avaient par elles-mêmes « libéré 80 % du territoire de la ville » au cours d'une contre-offensive. Cette affirmation qui n'a pas été confirmée de source serbe.

Le départ de Sarajevo pour Gorazde d'un convoi humanitaire conduit par la FORPRONU (Force de protection de l'ONU) a été reporté, ce qui pourrait contredire les informations sur la fin du blocus et l'arrêt des combats à Gorazde. (AFP, Reuters, AP.)

Les nationalistes serbes entrent en campagne contre M. Milan Panic

Les premiers signes d'une campagne contre le chef du gouvernement de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Milan Panic, sont apparus dans les milieux officiels de Belgrade.

BELGRADE

de notre correspondant

Les médias officiels de Belgrade et ont particulièrement la télévision ont critiqué le « jeu dangereux » de Milan Panic qui, contrairement à « l'implicite » président de Serbie, Slobodan Milosevic, aurait « vendu » des intérêts serbes aux puissances étrangères ». Les premières critiques à l'égard de M. Panic avaient été entendues la semaine passée lorsque le Parlement fédéral yougoslave débattait de la politique à suivre à Londres. Le député ultranationaliste Vojislav Seselj, leader du Parti radical serbe (SRP), avait ensuite qualifié le premier ministre de « personnage de plus en plus comique » qui allait bientôt « devoir partir » de la scène politique.

Ce qui irrite le plus les adversaires de M. Panic, les Serbes de la République serbe de Krajina, autoproclamée sur les territoires occupés de Croatie, résumant bien, dans un communiqué publié dimanche 30 août, le chef du gouvernement yougoslave d'avoir « directement négocié » avec les Croates et leur président Franjo Tudjman, avec « la ferme intention d'accepter les propositions de M. Tudjman relatives à la reconnaissance de la Croatie dans ses frontières administratives imposées par Tito, remettant ainsi en cause le destin et l'avenir des Serbes de la Krajina ».

Le Parlement, dominé par les opposants à M. Panic, a, à savoir les socialistes (ex-communistes) de M. Milosevic et les ultranationalistes de M. Seselj, devra voter cet automne une série de lois proposées par le premier ministre, notamment sur la liberté et la privatisation de la presse et la politique monétaire, deux secteurs que les présidents de Serbie et du Monténégro voudraient garder sous leur férule.

M. Panic, à qui l'on reproche dans les milieux occidentaux de ne jamais

avoir été averti de promesses non tenues, a voulu relever le défi, précédemment à Londres, d'où il a demandé la démission du ministre adjoint de l'Intérieur, Mijack Kertes, un proche de M. Milosevic, qui refusait de se plier à la politique du nouveau gouvernement fédéral. Selon la presse indépendante, M. Kertes est impliqué dans la mise en œuvre d'une politique de « nettoyage ethnique », principalement dans son fief, la Voïvodine (région du nord de la Serbie), et il est lié au trafic d'armes et au convoiement de volontaires serbes dans les zones de conflit. Son limogeage a soulevé la colère des ultranationalistes.

Futur

bouc émissaire

Une épreuve de force s'annonce aussi à propos du Kosovo. M. Panic a en effet annoncé qu'il entend renvoyer le 15 septembre l'université de Pristina aux Albanais (90 % de la population) qui n'y ont plus accès depuis un an. Courant 1991, près de 6000 membres du personnel scolaire et universitaire du Kosovo, Albanais de souche pour la plupart, avaient été démis de leurs fonctions pour avoir refusé d'appliquer les nouveaux programmes fixés par Belgrade, favorisant l'enseignement en serbo-croate et l'inscription de Serbes. Faut-il, de conséquence, les Albanais, avaient organisé pour l'année scolaire 1991-1992, un enseignement parallèle clandestin.

Chroniqueur politique de la revue indépendante belgradoise Vreme, Dragan Veselinovic, également leader du Parti paysan de Serbie, écrivait, le 30 août : « Les nationalistes de la guerre se servent de Milan Panic pour se décharger du poids de leurs erreurs (...) et en faire un bouc émissaire idéal s'ils doivent se défendre d'avoir renoncé à la Grande Serbie. » Dragan Veselinovic estime que le président Slobodan Milosevic préférerait « miner silencieusement » les efforts de M. Panic et les accords de Londres et laissera ainsi au leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, le temps d'achever son « nettoyage ethnique » et de se présenter « à la prochaine conférence de Londres avec une nouvelle carte ethnique de la Bosnie-Herzégovine ».

FLORENCE HARTMANN

M. Mazowiecki préconise l'élargissement du mandat de la FORPRONU

M. Tadeusz Mazowiecki, l'ancien premier ministre polonais chargé par les Nations unies d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, a ramené lundi 31 août son rapport sur la mission qu'il a effectuée sur place, du 21 au 28 août, rapport dont nous publions les principales recommandations. Dans un entretien accordé au Monde, M. Mazowiecki évoque les conditions dans lesquelles il a enquêté.

Rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme des Nations unies, M. Tadeusz Mazowiecki n'a pu visiter aucun camp de détention en Bosnie-Herzégovine. « Banja Luka a été une des étapes les plus difficiles de notre mission », a déclaré dimanche 30 août au Monde l'ancien premier ministre polonais. « A la frontière entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, nous avons été arrêtés par les gardes serbes, qui n'ont accepté qu'un blindé sur trois. Le commandant français du contingent de la FORPRONU qui nous escortait a refusé de descendre, ses hommes et s'est proposé comme otage ». Un garde serbe répondit qu'il ne prenait jamais d'otages mais tint à ceux qui refusaient d'obéir. Il devait avoir dix-huit ans.

« Arrivé à la porte du camp de Manjaca, à quelques kilomètres de Banja Luka, le commandant du camp nous a accueillis au garde-à-vous et nous a conduits vers une sorte de salle de conférence. Il s'adressa à M. Mazowiecki : « Je vous connais bien, M. Mazowiecki (sic). Je sais que vous avez défendu les droits de l'homme en Pologne, je pourrais être votre élève. Moi aussi, je défends les droits de l'homme. Si mes soldats manquaient d'autorité, les prisonniers, ils seraient contents. Pourquoi ne faites-vous pas un rapport sur la situation des militaires serbes ? Ici, dans le camp, il y a beaucoup d'assassinats ».

L'homme est suffisant, grossier et violent. M. Mazowiecki lui répondit : « Ce n'est pas avec vous que je tiens à mener une discussion politique. J'ai

été interné et je sais que la vérité derrière les barreaux est différente de celle des autorités qui vous enverment. Je vous demande donc l'accès au camp ». Réponse : « Ce n'est pas possible, il n'y a pas d'électricité ». Les négociations se prolongèrent une quinzaine de minutes. Brusquement, le commandant élève le ton et se fait menaçant. La tension est palpable, la haine se lit sur le visage des gardes qui voient dans la délégation de l'ONU plus un ennemi qu'un médiateur. La délégation doit rebrousser chemin.

Le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme des Nations unies a rencontré, outre les présidents serbe, croate et bosniaque (M. Milosevic, Tudjman et Izetbegovic), les représentants du « gouvernement serbe » de Bosnie, les leaders de la minorité hongroise de Voïvodine, des Albanais du Kosovo et les représentants du Sandjak. Si aucun accord n'intervient rapidement, estime M. Mazowiecki, le conflit ris-

que fort de s'étendre à ces trois régions. Pour lui, les Serbes n'ont pas le monopole des atrocités : « Les autorités serbes sont les principales responsables, estime-t-il, mais les victimes sont aussi bien serbes, croates que musulmanes et des crimes sont perpétrés de tous côtés ; cependant, les musulmans ont le sentiment d'être menacés d'extermination ». Les témoignages de réfugiés musulmans recueillis en Croatie confirment les craintes d'un accord entre Croates et Serbes aux dépens des Musulmans.

Lors de sa rencontre avec des représentants d'organisations non gouvernementales serbes, croates et musulmanes, sur fond de tir d'artillerie, la délégation de l'ONU a entendu des propositions portées d'espoir. « Ces organisations nous ont lancé un véritable appel pour faire de Sarajevo une ville multinationale », dit M. Mazowiecki. « Sarajevo fait partie du patrimoine européen ; nous voulons promouvoir notre histoire », déclare l'un d'eux. Le lendemain, la

bibliothèque nationale de Sarajevo était bombardée et des archives datant de l'empire ottoman partaient en fumée. A Vukovar, en Krajina, seul un quartier, celui probablement des Serbes, n'a pas été détruit. Sur environ 70 000 personnes (chiffre donné par les autorités serbes locales), seules 15 000 seraient encore sur place. « J'ai eu la même impression qu'à Varsovie en 1945 : un tas de ruines, des restes de murs, la destruction ».

M. Mazowiecki s'est déclaré prêt à poursuivre sa mission à condition que son rapport « soit suivi de décisions concrètes et rapides. Je refuse de faire enquête sur enquête pour que celles-ci soient empièchées dans un tiroir. Je veux aider les gens que j'ai rencontrés ». Invité à la conférence de Londres deux heures avant sa clôture, il n'a pas pu s'y rendre.

EUSABETH KULAKOWSKA

Les recommandations du rapport

Le rapport élaboré par M. Mazowiecki recommande d'abord diverses mesures déjà préconisées par d'autres instances, telles que la regroupement des armements lourds en Bosnie-Herzégovine sous l'autorité de la FORPRONU, le désarmement des forces irrégulières ou les appels aux « autorités compétentes » pour qu'elles mettent fin à la politique de « punition ethnique ».

Constatant « une réelle possibilité d'extension des formes les plus violentes de nettoyage ethnique au Kosovo, au Sandjak et à la Voïvodine », le rapporteur demande ensuite la « création immédiate d'un mécanisme international pour surveiller la situation des droits de l'homme sur ces territoires ».

M. Mazowiecki considère d'autre part « indispensable non seu-

lement d'accroître la taille de la FORPRONU, mais aussi d'élargir son mandat dans trois secteurs : premièrement, le mandat devrait couvrir la totalité du territoire de Bosnie-Herzégovine ; deuxièmement, le personnel de la FORPRONU devrait avoir le droit de réagir directement aux violations des droits de l'homme commises en sa présence et de prêter assistance aux victimes ; troisièmement, le personnel de la FORPRONU devrait être mandaté pour recueillir l'information et recevoir les plaintes concernant des violations des droits de l'homme commises sur des territoires qui jusqu'ici n'étaient pas du ressort de la FORPRONU ».

M. Mazowiecki évoque ensuite « la nécessité urgente d'une commission d'enquête sur le sort de milliers de personnes disparues après la prise de

Vukovar ainsi que des autres disparus ».

Enfin, le rapporteur, impressionné par le degré d'endoctrinement des populations et la manipulation des médias, préconise la création d'une « agence d'information indépendante », financée par les gouvernements européens.

L'ancien premier ministre polonais recommande par ailleurs une « meilleure coordination » entre les diverses institutions de l'ONU et les organisations humanitaires présentes dans l'ex-Yougoslavie, et considère comme indispensable à la poursuite de sa mission la création d'une infrastructure sur place chargée de coordonner les activités de l'enregistrement des violations des droits de l'homme.

GÉORGIE

Les forces géorgiennes ont lancé une offensive en Abkhazie

MOSCOU

de notre correspondant

Les forces géorgiennes ont lancé dimanche 30 août une attaque d'envergure dans la région de Gagra, dans l'extrême nord-ouest de l'Abkhazie et à proximité de la « place forte » abkhaze de Gudauta. Selon les responsables géorgiens, l'offensive, qui aurait fait plusieurs dizaines de tués et blessés, serait une réaction à une attaque lancée contre la ville de Gagra par des détachements de combattants abkhazes et surtout de volontaires de la Confédération des peuples des montagnes du Caucase du Nord. D'autres affrontements se sont produits en divers points de l'Abkhazie, y compris dans les environs de la capitale, Soukhoumi.

Tous ces combats ont eu lieu au lendemain d'une entrevue du ministre géorgien de la défense, le général Kizviani, et du président du Parlement abkhaze, M. Vladislav Ardzimba. Les deux hommes, qui s'étaient rencontrés à Sotchi, c'est-à-dire en territoire russe, avaient conclu un accord de cessez-le-feu devant théoriquement entrer en vigueur lundi 31 août.

A Tbilissi, le numéro un géorgien Edouard Chevardnadze a laissé entendre, dans un entretien à l'Agence France-Presse, qu'il

n'avait pas été tenu informé des négociations qui avaient conduit à cet accord. Le général Kizviani est l'un des hommes qui avaient mené la lutte pour la destitution de l'ex-président géorgien Zviad Gamsakhourdia - bien avant le retour à Tbilissi de M. Chevardnadze, - et il semble avoir largement contribué à la décision d'intervenir militairement pour « pacifier » l'Abkhazie.

M. Chevardnadze avait de son côté invité le dirigeant abkhaze Vladislav Ardzimba, dont les Géorgiens ont exigé en vain la démission, à venir négocier à Tbilissi. M. Ardzimba a refusé, et le meilleur espoir d'une solution réside donc toujours dans la rencontre prévue jeudi 3 septembre à Moscou, à l'initiative du président russe Boris Eltsine. Certaines difficultés d'organisation subsistent

En au moins trente-huit morts en deux jours dans le Haut-Karabakh. Une trentaine de soldats azerbaïdjanais et deux Arméniens ont été tués, samedi 29 août, au cours de combats près du village de Verinoragat (district de Maraghet), dans le nord-est du Haut-Karabakh, a annoncé dimanche Radio-Russie, citant l'agence de presse du Karabakh et captée par le service des échos de la BBC à Londres. Par ailleurs, une personne n'a été tuée et

deux autres ont été blessés dans différents villages arméniens situés « loin de la frontière » et bombardés par un avion azerbaïdjanais, selon la même source. De son côté, l'agence Interfax a annoncé que cinq personnes ont été tuées et seize autres blessées au cours du week-end lorsque les localités d'Agdam et de Fizuli (est du Haut-Karabakh) ont été soumises à des tirs de missiles et d'artillerie depuis les positions arméniennes. - (AFP)

JAN KRAUZE

PASCAL BRUCKNER



PASCAL BRUCKNER

Le Divin enfant

ROMAN

EDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

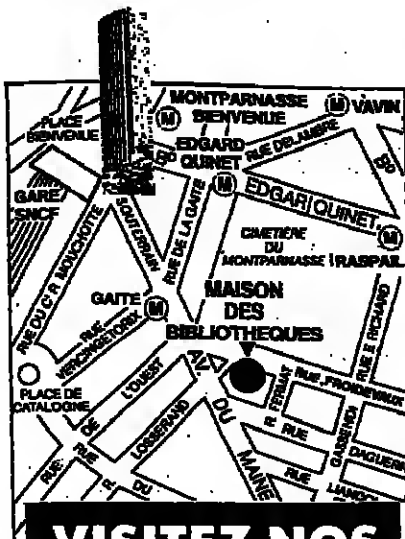
سكذ (من زيوهل)

(Publicité)

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS

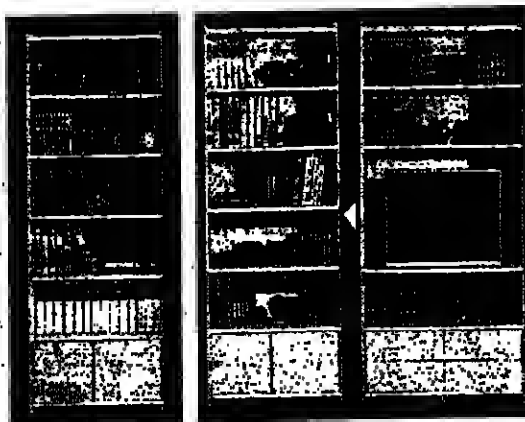
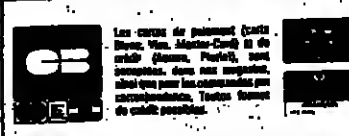
61, rue Froidevaux - 75014
"en Montparnasse" (à 300 m de la gare)
Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et
du mardi au samedi inclus de
9 h 30 à 19 h 30 sans interruption.
RER : Denfert-Rochereau-Métro : Denfert-
Rochereau - Galté - Edgar-Quinet. Bus : 28-
38-58-68 - SNCF : Gare Montparnasse.

RÉGION PARISIENNE :
ARPAJON 91290 : 13, Route nationale 20 (200 m
avant la sortie Arpaçon-centre). Tél. : 84.90.05.47.
VERSAILLES 78000 : 64-70, rue des Chantiers.
Tél. : 39.53.66.09.

PROVINCE :

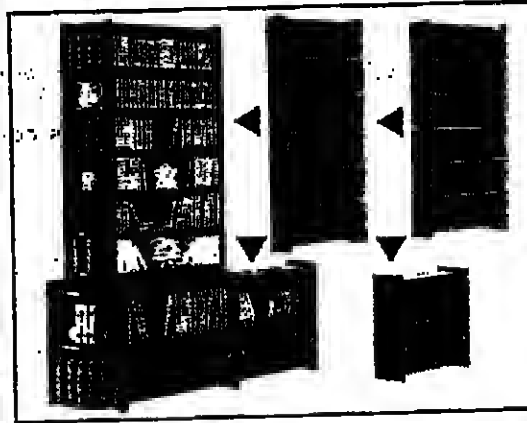
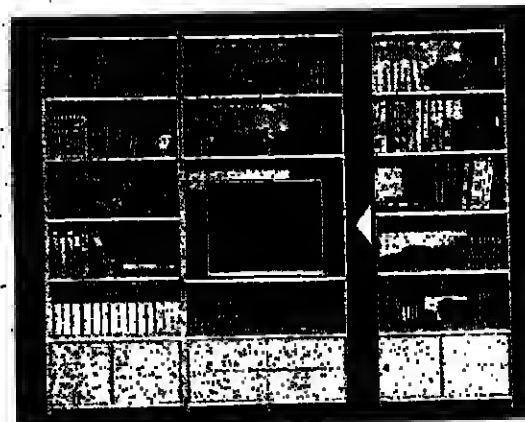
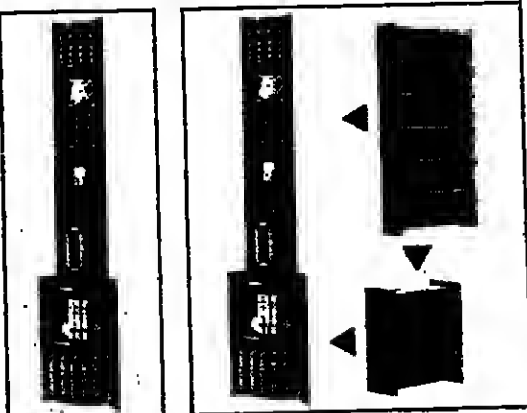
ANGERS 49000 : Espace Saini, 82, avenue du
Général-Paillou. Tél. : 41.48.44.99 - BIAHRTZ
64200 : 11, rue des Halles. Tél. : 59.24.08.74 -
BORDEAUX 33000 : 10, rue Bouffard.
Tél. : 56.44.39.42 - BRIVE 19100 (Point Expo) :
30, rue Louis-Latrade. Tél. : 55.74.07.32 -
CLERMONT-FERRAND 63000 : 22, rue
G.-Clementeau. Tél. : 73.93.97.06 - DIJON
21000 : 100, rue Monge. Tél. : 80.45.02.45 -
DRAGUIGNAN 83300 (Point Expo) : ZAC de
St-Hermentaire. Tél. : 94.67.33.19 - GENEVE
38000 : 59, rue Saint-Laurent. Tél. : 76.42.55.75
LILLE 59000 : 88, rue Esquermoise.
Tél. : 20.55.69.39 - LIMOGES 87000 : 57, rue
Jules-Nuyse. Tél. : 55.79.15.42 - LYON 69001 :
9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/
Louis-Pasteur). Tél. : 78.28.38.51 - MARSEILLE
13006 : 109, rue Paradis (métro Estrablin).
Tél. : 91.37.60.54 - MONTPELLIER 34000 :
8, rue Sérané (près gare). Tél. : 67.58.19.32 -
NANCY 54000 : 8, rue Saint-Michel (face St-
Epvre). Tél. : 83.32.84.84 - NANTES 44000 :
2 bis, rue du Château. Tél. : 40.47.73.39 - NICE
06000 : 2, rue Offenbach. Tél. : 93.89.84.55
PAU 64000 : 27, rue Henri-Falsans.
Tél. : 59.30.20.41 - PERPIGNAN 66000 :
17, cours Lazare-Escarguel. Tél. : 68.35.51.54
POITIERS 86000 : 42, rue du Moulin-à-Vent.
Tél. : 49.41.68.46 - QUIMPER 29000 (Point
Expo) : 17, av. de la Libération. Tél. : 98.90.63.33
RENNES 35100 : 59, bd de la Tour-
d'Auvergne. Tél. : 99.30.56.07 - ROUEN 76000 :
43, rue des Charrettes. Tél. : 35.71.96.22 - SAINT-
ETIENNE 42100 : 40, rue de la Montat.
Tél. : 72.25.91.46 - STRASBOURG 67000 : 11, rue
des Bouchers. Tél. : 88.36.73.78 - TOULOUSE
31000 : 1, rue des Trois-Perrons (près place St-
Sernin). Tél. : 61.22.92.40 - TOURS 37000 : 5, rue
Henri-Barbousse (près des Halles). Tél. : 47.38.63.00.

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.
• CREDITS PERSONNALISES (après acceptation du client)
• REVIS GRATUITES • EXPEDITIONS FRANCO DANS TOUTE
LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE



PAR SIMPLES
JUXTAPPOSITION
ET
SUPERPOSITION

SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMENAGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD".
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en ac-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.



DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
☎ (1) 43.20.73.33

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma
part votre catalogue : 98 pages toutes en couleurs, avec photos,
dimensions, teintes et essences, la contenance et la prix précis de
chaque modèle. Merci.

☐ M. ☐ Mlle ☐ Mlle ☐ Mlle
NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
PROFESSION TEL.

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

EUROPE

TURQUIE : dans le Sud-Est anatolien

Plus de cinquante morts dans un affrontement entre l'armée et les séparatistes kurdes

Cinquante-trois personnes ou moins - quarante-trois combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, de tendance marxiste-léniniste) et dix soldats turcs - ont trouvé la mort, dimanche 30 août, lors de violents combats qui ont duré plus de dix heures près de Semdinli, dans le triangle montagneux du Sud-Est anatolien à majorité kurde où les frontières de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran se rejoignent. Douze autres soldats ont été blessés.

ISTANBUL

de notre correspondant

Les combats entre l'armée et le PKK ont débuté à l'aube, lorsque quatre à cinq cents combattants qui s'étaient infiltrés depuis l'Iran ont attaqué un poste-frontière à l'arme automatique et à la roquette. Selon les autorités turques, le nombre des victimes - le plus élevé atteint au cours d'un seul accrochage - pourrait, en fait, se monter à une centaine de personnes, les militants du PKK ayant transporté les corps de certains de leurs camarades tombés durant les combats, avant de prendre la fuite vers l'Iran par camion. Depuis le début de 1992, mille trois cents personnes ont été victimes de la lutte armée qui oppose depuis huit ans les forces gouvernementales et les séparatistes kurdes.

Au cours des derniers jours, l'aviation turque a effectué plusieurs vols de reconnaissance le long de la frontière irakienne et des renforts de troupes ont été déployés dans la région. Ces mouvements pourraient être les signes

avant-coureurs d'une opération militaire de grande envergure au nord de l'Irak.

La riposte turque fera certainement l'objet de discussions entre les autorités et les dirigeants kurdes irakiens, MM. Massoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, et Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan, qui sont arrivés à Ankara, tout en reconnaissant à la Turquie le droit de lutter contre les séparatistes marxistes du PKK. Les Kurdes irakiens ont, à plusieurs reprises, protesté contre les raids aériens turcs au nord de l'Irak, qui semblent avoir fait plus de victimes parmi les civils kurdes que parmi les combattants séparatistes. Le PKK, de son côté, critique violemment les dirigeants kurdes irakiens qu'il accuse de collaborer avec l'Etat turc.

Personnalités assassinées

A Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est, le frère d'un responsable du Parti travailliste du peuple (HEP, pro-kurde), a été assassiné samedi par des tireurs inconnus. Plus de soixante personnalités kurdes ont été ainsi assassinées par des mystérieux assaillants au cours de l'année écoulée.

Au cours des derniers jours, la violence a dépassé les limites de la région du Sud-Est. A Adana, une femme a été tuée et neuf autres personnes ont été blessées lorsque des hommes armés ont fait irruption dans un club de tennis. Dans la même ville, un avion de la compagnie aérienne Turkish Airlines en route vers Jérusalem a été touché par plusieurs balles - qui n'ont pas causé de dégâts importants - au moment du décollage.

A Istanbul, un bateau en

flamme a endommagé vendredi le pont de Galata, qui devra être fermé à la circulation pendant une semaine. Le PKK a revendiqué l'incendie, ainsi qu'une explosion au consulat britannique, en déclarant qu'il avait agi pour protester contre les récents événements dans la ville de Sirnak, un cours desquels, selon un bilan officiel, dix-huit personnes avaient été tuées.

NICOLE POPE

IRLANDE DU NORD

L'IRA est prête à négocier pour mettre fin à la violence

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) est prête à négocier pour mettre fin à la violence en Irlande du Nord, a affirmé, vendredi 28 août, dans une interview à la BBC, l'évêque catholique de Londonderry, Myr Edward Daly, qui a rencontré plusieurs reprises des représentants du Sinn Féin, la branche politique de l'organisation clandestine républicaine. « J'ai senti, et je n'ai pas le moindre doute là-dessus, une volonté presque désespérée de mettre fin à ce conflit et à toute cette souffrance (...) [cette] mière et [cette] violence dans notre communauté, a-t-il déclaré. Je suis absolument sûr qu'ils sont sincères et je crois qu'il faut chercher un moyen de développer ce processus de la faire avancer ». Dans l'intervalle, l'IRA a revendiqué l'assassinat, vendredi, d'un soldat britannique par un tir isolé. C'est le troisième militaire tué en Ulster depuis le début de l'année. (AFP)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : dans un discours télévisé

Le président Collor a rejeté en bloc les accusations de corruption

Accusé d'avoir empêché, depuis deux ans, 6,5 millions de dollars pour améliorer son train de vie et d'avoir laissé son ami Paulo Cesar Farias monter un vaste réseau de recyclage de fonds secrets, le président Fernando Collor de Mello a rejeté ces charges, dimanche 30 août, sans guère argumenter. L'opposition affirme quant à elle qu'elle est presque assurée de réunir les deux tiers des votes nécessaires à la Chambre des députés pour destituer le chef de l'Etat.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

S'adressant pour la première fois aux Brésiliens depuis que la commission parlementaire d'enquête (CPI) a formulé de graves accusations de corruption à son encontre, le président Fernando Collor de Mello a prononcé, dimanche 30 août, sur les chaînes de télévision et de radio, un discours dans

lequel il a affirmé que « ceux qui pensent parvenir à casser » son mandat « se trompent ». « J'ai confiance dans mes alliés ; je sais qu'ils ne se laisseront pas intimider par les manifestations organisées par ceux qui veulent servir le pays, alors qu'en réalité ils lui nuisent », a-t-il dit.

C'est clair, l'oi commis des erreurs (...) en n'imaginant pas l'effet des tentatives qui attirent les profiteurs, en faisant trop confiance à des personnes qui ne s'en sont pas montrées dignes. Je peux affirmer que ma conscience n'a à aucun moment souffert de ces erreurs », a-t-il ajouté. Sur les faits qui lui sont reprochés, le chef de l'Etat a avancé des explications vagues (il a compliqué ou simplifié, en critiquant « l'investigation infructueuse » de ses opposants).

Sans explicitement dire qu'il n'abandonnerait pas ses fonctions, M. Collor s'est contenté d'une référence historique : « Notre génération, a-t-il dit, a déjà payé un prix excessivement élevé lors de la démission de 1961 du président Janio Quadros qui avait débauché, après une crise institutionnelle, sur

le coup d'Etat de 1964, ouvrant vingt années de régime militaire. Prononcée quatre jours après la publication du rapport de la CPI, ce discours d'une vingtaine de minutes, enregistré samedi, arrive bien tard, si l'on pense à l'énorme mobilisation qui a pris forme dans la rue, dans la presse, au congrès et au sein même du gouvernement. Il est peu probable que les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé dans de nombreuses villes du pays au cours de la semaine dernière se satisfassent de ce plaidoyer. Et la presse n'a pas manqué d'insister sur la nécessité d'une démission.

La femme du chef de l'Etat condamnée

A ce jour, plus de 330 des 503 députés fédéraux se sont prononcés pour la destitution du président. La majorité des deux tiers (336 voix) est requise pour que M. Collor soit suspendu de ses fonctions. Le dépôt de la requête officielle, devant le président de l'Assemblée nationale doit être effectué mardi 1^{er} septembre, par le

président de l'Assemblée nationale, M. Rosane Collor, devrait être inculpée dans les dix prochains jours à propos de l'affaire de la Légation brésilienne d'assistance (LBA), l'association caritative qu'elle a présidée pendant plusieurs mois (Le Monde du 4 septembre 1991). Elle est accusée d'avoir détourné l'équivalent de 175 000 dollars au profit d'une association fantôme dirigée par sa mère. M^{me} Collor a déjà été condamnée, vendredi 28 août, en première instance, à rembourser à l'Etat une somme de 10 000 dollars, prix d'une fête d'anniversaire de sa meilleure amie, M^{me} Eunice Guimarães.

Dans ce contexte, les milieux militaires craignent que la fête nationale, le 7 septembre, et le défilé, en présence du chef de l'Etat, ne soient l'occasion de manifestations, y compris de certaines unités qui pourraient refuser de présenter les armes. L'ancien président de l'Assemblée, le député Ulysses Guimarães, a résumé crûment le dilemme de M. Collor : « Ou il sort du palais par la grande porte, ou il sera obligé de le faire par la porte de service ».

NIGER : coup de force militaire

La loi martiale a été imposée de facto dans le Nord

Les « hommes de troupe » (soldats, sous-officiers et officiers jusqu'au grade de capitaine) semblaient, lundi 31 août, avoir réussi leur coup de force en imposant de facto la loi martiale dans le nord du Niger, fief traditionnel de la population touarègue. Le couvre-feu a été décrété, samedi, dans les principales villes du Nord. Cette mesure a été assortie de l'interdiction de tout attroupement « jusqu'à nouvel ordre », par un « état-major mixte », apparentement autoproclamé, installé à Agadez sous le commandement d'un certain capitaine Barajé. Ceux que personne, à Niamey, n'a pu déconvoyer, sont membres de l'armée, de la gendarmerie, de la garde républicaine et de la police.

A en croire la radio nationale, l'ensemble de ces dispositions répressives auraient été « négociées » avec deux officiers supérieurs, arrivés vendredi à Agadez et mandatés par le gouvernement de transition de Niamey pour « ramener le calme » dans la région. Ces déclarations sont loin d'effacer l'impression de malaise que suscite l'extrême ambiguïté des positions gouvernementales.

« Compassion » et « sympathie »

Vendredi soir, dans une intervention télévisée, le ministre de l'Intérieur, M. Rabih Daouda, a paru justifier les agissements de la « troupe », affirmant que celle-ci, en opérant des rafles (le 30 août, 30-31 août), voulait manifester sa « sympathie » et sa « compassion » à la police, dont un officier a été récemment assassiné à Agadez. Le gouvernement a pris acte de ce « message », a-t-il bon d'ajouter, le ministre. Le lendemain, des soldats se sont introduits dans les locaux de la télévision et, après avoir interrompu le journal, ont exprimé leur « soutien » à leurs « camarades

d'Agadez, engagés dans une opération coup de poing contre les complices de la rébellion ».

Au total, une quarantaine de personnes - toutes d'ethnie touarègue - ont été arrêtées à Agadez, Arlit et Tchadoudine, entre la soirée de jeudi et la matinée de vendredi. A Paris, l'association Survie touarègue estime que le nombre des détenus s'élèverait à « plus d'une centaine ». Quel qu'en soit le nombre exact, toutes ces personnes sont accusées par les forces de sécurité d'être membres « moralement, matériellement ou physiquement » de la rébellion, menée depuis un an par le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA).

Aucun de ces détenus - parmi lesquels figurent deux membres du Haut Conseil de la République (HCR) - ne sera relâché « tant que les otages resteront entre les mains des rebelles », ont prévenu les forces de sécurité. Le terme d'« otages » désigne la trentaine de prisonniers du FLAA. Cette demande a suscité une « révolte catégorique » par un porte-parole de la rébellion à Paris.

On apprenait, lundi matin, de source proche du gouvernement, que le ministre des transports, M. Mohamed Moussa (d'origine touarègue), avait été arrêté, dimanche soir, à Niamey. (AFP, Reuters)

o ALGERIE : prochains repêches du dialogue avec les partis d'opposition. - Le Haut Comité d'Etat (HCE) a, annoncé, dimanche 30 août, dans un bref communiqué, que les « discussions » avec « les personnalités, organisations et associations à caractère politique » dans le cadre du dialogue qu'il avait promis d'engager avec l'opposition, débuteraient le 21 septembre. D'autre part, deux hommes armés ont été tués et trois policiers blessés au cours d'une fusillade qui a eu lieu, vendredi, à Aïn-Défia, dans l'ouest du pays, a annoncé la radio algérienne. De leur côté, les Etats-Unis, suivant l'exemple de la Grande-Bretagne, ont déconseillé, samedi, à leurs ressortissants de se rendre en Algérie. (AFP, Reuters)

o BÉNIN : visite du ministre français de la coopération. - M. Marcel Debarge, ministre français de la coopération et du développement, est arrivé, samedi 29 août, à Cotonou pour une visite de travail de trois jours. M. Debarge doit s'entretenir avec le chef de l'Etat béninois M. Nicéphore Soglo, nouveau président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi qu'avec plusieurs de ses ministres. (AFP)

o DJIBOUTI : attentat contre un local du parti au pouvoir. - Une grenade a été lancée, samedi 29 août, dans l'enceinte d'une annexe du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, parti unique au pouvoir), sans faire aucune victime. Le ministère de l'Intérieur a attribué ce nouvel attentat à des sympathisants du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) et mis en garde les « saboteurs hostiles à la mise en place de la démocratie et du multipartisme ». (AFP)

o OUGANDA : le secrétaire du président Museveni arrêté aux Etats-Unis pour trafic d'armes. - Le gouvernement ougandais a offert le siège de sa mission diplomatique à New-York pour garantir la mise en liberté sous caution du secrétaire privé du président Museveni, M. Innocent Bisangwa-Mbugu, arrêté aux Etats-Unis, le 18 août, pour trafic d'armes. M. Bisangwa avait été interpellé en même temps que deux anciens officiers égyptiens et une consultante américaine. Tous sont accusés d'avoir négocié avec des agents fédéraux américains l'achat illégal de 400 missiles antichars TOW et de 34 lance-missiles, pour un montant de 18 millions de dollars. (AFP)

o TOGO : attentat au domicile du directeur de cabinet du premier ministre. - Un engin explosif de forte puissance a détruit, dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 août, à Lomé, le domicile de M. Raphaël Houyenga, directeur de cabinet du premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh. Selon le quotidien local Togo-Presse, un autre attentat à la bombe aurait été commis, la veille, contre le domicile d'un pasteur pentecôtiste, M. Apedo Bueho, faisant deux blessés légers. (AFP)

MAROC

Deux partis d'opposition décident la « non-participation » au référendum constitutionnel

Cent jours après sa création, le « Bloc démocratique », qui groupe les cinq principaux partis d'opposition, n'a pas réussi à adopter une position commune face au projet de révision de la Constitution qui doit être soumis à référendum, le 4 septembre.

Dans la Charte nationale qu'il avait élaborée au mois de mai, il réclamait notamment une « réforme constitutionnelle profonde » afin « d'assurer la démocratisation et la modernisation des rouages de l'Etat » et « la formation d'un gouvernement qui soit représentatif de la majorité populaire ».

Or, si le Parti du progrès et du socialisme (PPS) s'est prononcé en faveur du « oui » au projet de Constitution amendée, estimant qu'il répondait « sur le fond » à ses principales propositions et aux aspirations des forces démocratiques, les autres formations du « Bloc démocratique » ont décidé, après des débats aussi longs qu'animés, « la non-participation » au prochain scrutin référendaire.

Les deux principaux partis d'opposition, l'Ishtiaq et l'Union socialiste des forces populaires (USFP), se sont montrés très déçus par le projet de révision constitutionnelle. Dans une déclaration à la presse, M. Mohamed Boucetta, secrétaire général de l'Ishtiaq, a estimé que « l'apport à cet petit plus » il restait « insuffisant, surtout par rapport aux revendications des jeunes ».

De son côté, dans son organe en langue arabe, Al Ihtidat al Ichtiraki, l'USFP a souligné que les amendements constitutionnels ne confèrent pas au gouvernement, en tant qu'organe exécutif, un « pouvoir réel, effectif et efficace ». Elle a, en outre, estimé que le Parlement n'aurait toujours pas « les moyens législatifs lui permettant d'accomplir sa mission convenablement ».

Soucieux de préserver un minimum d'unité, les deux derniers partis du « Bloc démocratique », l'Organisation d'action démocratique et populaire (OADP) et l'Union nationale des forces populaires (UNFP), se sont ralliés au principe de la « non-participation ». (AFP)

SOMALIE : selon l'organisation britannique Save the Children

Le bilan de l'ONU est un « terrible échec »

Les différentes organisations des Nations unies implantées en Somalie sont « mal informées, mal équipées et mal coordonnées », et restent le plus souvent « au niveau des vœux pieux, sans se préoccuper de la façon de les mettre en œuvre ». C'est en termes virulents que le directeur général de l'organisation humanitaire britannique Save the Children, M. Nicholas Hulton, a mis en cause, samedi 29 août, à Londres, le travail des organisations onusiennes.

Ces dernières, déçues par de « honnêtes rivalités », sont, selon lui, « avant tout préoccupées de leurs propres intérêts ». « La situation en Somalie est désastreuse. Ce que nous voyons maintenant est le résultat de dix-huit mois d'un terrible échec de l'ONU et de la communauté internationale », a poursuivi M. Hulton, qui a demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, de venir se rendre compte sur place de la situation et de charger une seule des organisations de l'ONU de la coordination de l'ensemble de l'aide internationale. Selon M. Hulton, un désastre similaire risque de se produire, très prochainement, au Mozambique. (AFP, Reuters)

o KENYA : quatorze personnes tuées lors de nouvelles violences ethniques. - Des affrontements ethniques - les premiers depuis quatre mois dans l'ouest du Kenya - ont fait quatorze morts au cours de la semaine dernière, ont rapporté samedi 29 août les journaux locaux. Les affrontements ont eu lieu dans la province de Bungoma, quand des membres de la communauté kényane ont attaqué leurs voisins d'ethnie sabaki, pour vengeance. L'assassinat de plusieurs de leurs

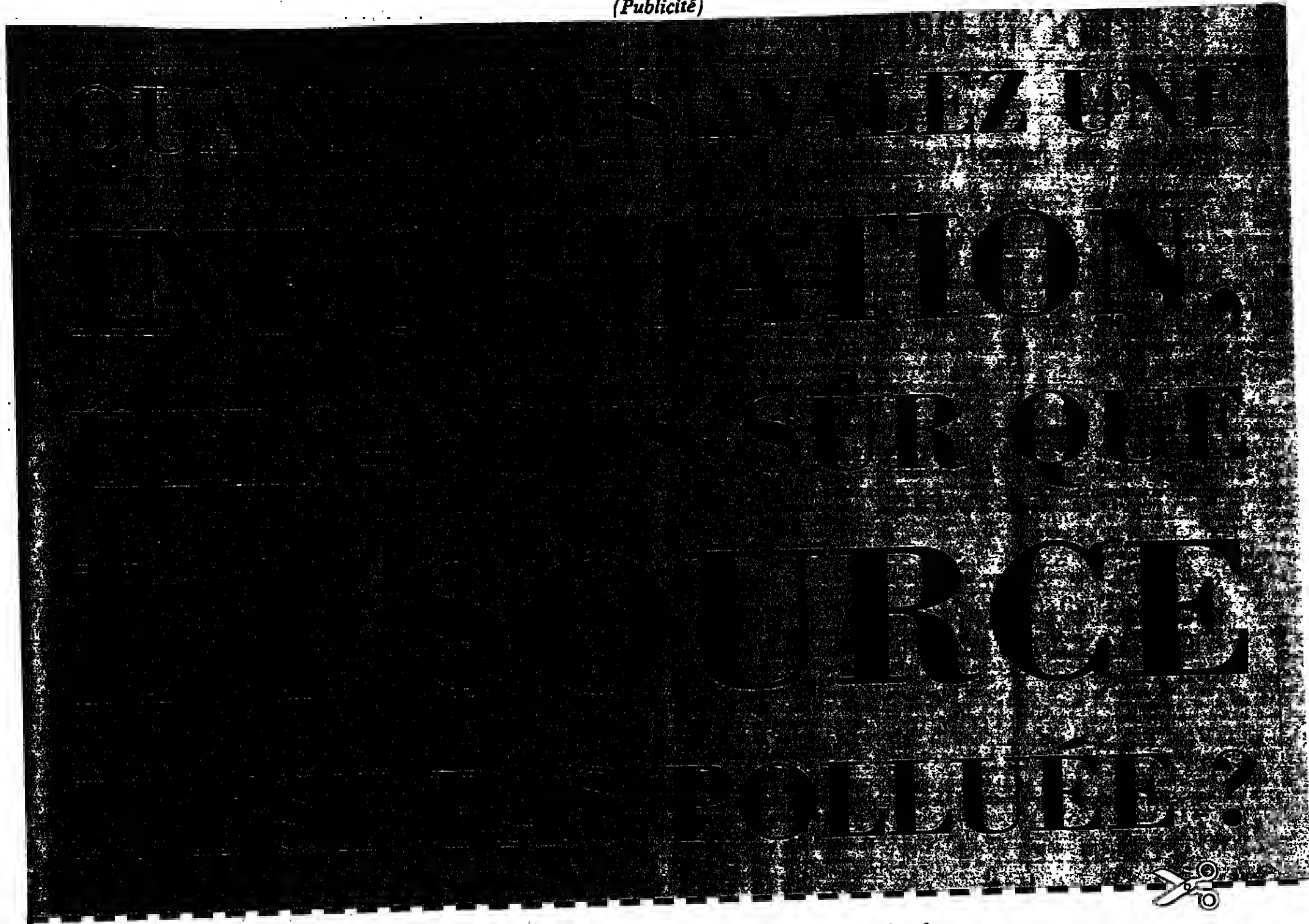
QUANT
INFO
ETES
LA
N'EST

هكذا من ريد ميل

AFRIQUE

(Publicité)

• Le Monde • Mardi 1^{er} septembre 1992 7



Ici prenez la parole et participez
à la création de **Globe hebdo**.

Décrivez l'hebdo dont vous avez envie, décrivez aussi l'hebdo dont vous ne voulez plus.



Renvoyez votre réponse, sous enveloppe non affranchie à : **GLOBE LIBRE REPONSE 2326-75**,
75581 PARIS CEDEX 12, ou tapez **8015 GLOBE**. Vous recevrez gratuitement le N° 1 de **Globe hebdo**,
et pourrez, si vous le désirez, bénéficier des avantages réservés aux abonnés fondateurs. N'oubliez pas
d'indiquer vos coordonnées :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____
Localité _____

BIENTÔT

Globe
hebdo

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la deuxième journée d'élections

Les chrétiens ont boycotté les urnes à Beyrouth

La ligne de démarcation a été ressuscitée à Beyrouth le temps d'une journée électorale, la seconde du scrutin parlementaire libanais, dimanche 30 août : d'un côté une ville morte, de l'autre une foire d'empoigne autour de quelques sièges de députés. Même pendant la guerre, jamais le contraste n'a été plus fort. Le boycottage des élections a pleinement réussi côté chrétien.

BEYROUTH

de notre correspondant

Le deuxième dimanche électoral concernait Beyrouth (dix-neuf sièges) et le Mont-Liban (vingt-neuf sièges). Les défections en cascade avant la scrutin avaient abouti à ce que dix-neuf députés soient élus d'office, dont dix-sept chrétiens et deux druzes. Au Kesrouan, les élections ont été ajournées en attendant la fin de la campagne ; il n'en restait qu'un en lice pour cinq sièges à pourvoir. Un peu partout, la population a refusé de recevoir les urnes dans ses institutions et, souvent, les bureaux de vote ont dû être installés dans les rues.

Conduit par un patriarcat maronite, pour ne pas combattre et inflexible, le « Front du refus » chrétien avait remporté la bataille du boycottage avant même que les urnes se soient vues. Dans le microcosme de la ville, où s'étaient installés deux candidats chrétiens, l'un a été élu avec 100 voix et l'autre (M^{me} Maha

Khoury Assad, la deuxième femme député du nouveau Parlement) avec 41 voix, pour 63 878 électeurs inscrits. Dans l'autre parti du Mont-Liban, celle où druzes et chrétiens s'étaient associés comme au bon vieux temps de la cohabitation, les chrétiens ont boycotté les urnes. A Beyrouth-Est, le secteur chrétien durant la guerre, malgré la présence d'un candidat populaire, M. Michel Sassi, l'abstentionnisme fut roi.

M. Solh

menacé

Il suffisait de traverser l'ancienne ligne de démarcation pour que l'atmosphère change du tout au tout : carrousel de voitures tapées, tout comme les murs et les panneaux publicitaires, de portraits de candidats au large sourire, distributeurs de listes électorales qui vous agrippaient à l'entrée des bureaux de vote, et même des votants.

Dans les quartiers musulmans, même chez ceux qui affirmaient devant les caméras de télévision, qu'il « fallait voter », le manque de conviction était patent. Certains dirigeants musulmans s'opposaient-ils pas eux-mêmes à un boycottage ? Cette désaffection s'est traduite dans le faible taux de participation et dans les résultats. Lundi matin, ceux-ci étaient pas encore proclamés pour Beyrouth, mais déjà se dessinaient les traits de la liste du chef du gouvernement, M. Rachid Solh, et il n'était même pas certain que lui-même échapperait au massacre.

Ironie du sort : M. Solh disposait d'un bon crédit et aurait pro-

bablement été élu sans problème s'il n'était au gouvernement. Commis pour le fils du chef de l'Etat à Zablé, le dimanche précédent, le premier ministre aura subi un vote-sanction ayant pour cible « le pouvoir », dans la population rejette la gestion, derrière lequel se profile l'ombre toute puissante de la Syrie.

Autre élément marquant, l'élection d'un membre du Hezbollah dans la banlieue sud, qui vient grossir les rangs des intégristes, déjà forts de six députés dans la Bekaa et d'un au Nord.

Que va-t-il advenir à l'issue de la troisième journée électorale, dimanche 6 septembre au Liban-sud ? Déjà le patriarche maronite parle d'une « résistance passive et pacifique », qui ressemblerait fort à la désobéissance civile, au Parlement et au gouvernement qui se seraient vus. L'autorité de l'Etat, déjà très faible, risque de se désagréger encore.

LUCIEN GEORGE

□ Bombardements israéliens sur le sud du pays. - L'aviation et l'artillerie israéliennes ont bombardé, dimanche 30 août, une quinzaine de villages hors de la zone de sécurité occupée par l'Etat hébreu dans le sud du Liban. Ces actions militaires ont été décidées pour répondre à deux attaques, revendiquées par le Hezbollah, contre des positions israéliennes. - (AFP)

□ M. Bap, président de l'Association parlementaire d'Amitié Franco-Libanaise, estime que le « climat électoral doit être interrompu ». - Le député de Hanto-Garons, M. Gérard Bap, président de l'Association parlementaire d'Amitié Franco-Libanaise, estime que la France « doit affirmer le droit des Libanais à vivre leur démocratie en rappelant ses engagements à la Communauté internationale garantie des accords de Taëf d'octobre 1989. » La démission annoncée du président de l'Assemblée nationale démontre que l'acte simulacre électoral doit être interrompu », ajoute M. Bap dans un communiqué.

IRAK : l'opération « Surveillance du Sud »

M. Saddam Hussein affirme que le « complot » des Occidentaux est « voué à l'échec »

Le président Saddam Hussein a promis, dimanche 30 août, d'utiliser « tout les moyens », le moment venu, pour faire échouer à ce qu'il estime être un complot des Etats-Unis et de leurs alliés, visant à morceler son pays. Dans un discours lu par un présentateur à la radio et à la télévision, il a mis en garde « tout Etat de la région qui donnerait des facilités aux agresseurs ». Ces pays « assumeront la responsabilité et les résultats de leur acte prohibé ».

Plusieurs Etats du Golfe contribuent, en effet, sur le plan logistique, au fonctionnement de l'opération « Surveillance du Sud » mise en place par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, à l'été 1991, dimanche, de sources diplomatiques occidentales au Proche-Orient. L'Arabie saoudite a accepté le stationnement des chasseurs américains et britanniques agacés dans les missions de surveillance. Bahreïn, les Emirats arabes unis et le Qatar ont donné leur feu vert au ravitaillement régulier en carburant des Awacs et des avions-citernes.

Dans son discours qui était sa première réaction à l'instauration, jeudi, par les alliés occidentaux, d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle, M. Saddam Hussein a, d'autre part, fustigé l'Iran pour son « rôle traître dans le complot, mené par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ». A son avis, les trois pays occidentaux cherchent « à marquer l'Irak, en prétendant protéger (nos) citoyens chiites ». « Ce qu'ils visent, c'est la zone pétrolière dans le sud de l'Irak », a-t-il assuré, ajoutant que ce « complot de paritition » était « voué à l'échec ».

« Se venger de la population »

La veille de cette intervention, lors d'une réunion présidée par le premier ministre, le gouvernement avait décidé « de résister » avec « toutes ses capacités » et « de tous les échelons de l'Etat » contre l'établissement de la zone d'exclusion, a rapporté l'agence de presse INA. L'aviation alliée qui participe à l'opération n'a rencontré, jusqu'à présent, aucune résistance, en dépit des menaces mises en garde lancées par Bagdad.

L'armée irakienne continue ses attaques au sol contre les régions chiites du Sud, où elle vient de déployer près d'un millier de

canons et de chars pour « se venger de la population », a affirmé, samedi, dans un communiqué remis à l'AFP, l'un des principaux mouvements d'opposition chiite, basé en Iran. D'après ces mêmes sources, Bagdad aurait dépêché dans les régions marquées du Sud des forces des services de renseignements et de sécurité, « qui s'emploient à semer la terreur parmi la population, en menaçant notamment de priver les villages d'eau potable ».

De leur côté, les Etats-Unis ont détecté des « signes de préparation » d'une offensive terrestre irakienne dans le sud du pays, a affirmé, dimanche, le conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité. Interrogé sur la chaîne américaine NBC, le général Brent Scowcroft a refusé de préciser que serait alors la riposte américaine, sans exclure des opérations militaires. « Je ne souhaite pas dire ce que nous ferions exactement, mais je pense que Saddam devrait envisager cette perspective très sérieusement », a-t-il affirmé. - (AFP)

□ IRAN : plusieurs morts dans un attentat à la bombe près de Téhéran. - L'explosion d'une bombe a fait « plusieurs morts et blessés », jeudi, au grand cimetière de Behabad-Zahra, au sud de Téhéran, a annoncé, samedi 29 août, le quotidien Jomhuri-Eslami, proche des milieux islamistes radicaux. Cet attentat à la bombe, dont aucun autre organe de presse n'a fait état, est le premier - connu - depuis la fin de la guerre avec l'Irak en 1988. Selon le journal, la bombe d'assassinat, puissante, dissimulée dans une poubelle, a explosé dans le carré des martyrs, où sont notamment enterrés les victimes de la révolution contre le chah de 1979. - (Reuters)

□ ISRAËL : l'armée annonce la libération de prisonniers palestiniens. - Israël devait commencer à libérer, lundi 31 août, des prisonniers palestiniens, dans le cadre des « gestes de bonne volonté » adressés par le gouvernement à la population des territoires occupés, a annoncé, dimanche, le porte-parole de l'armée. Ces libérations concernaient entre 600 et 800 prisonniers ayant purgé les deux tiers de leur peine. 12 500 Palestiniens sont actuellement détenus dans des camps. - (AFP)

CANADA

Le Parti libéral du Québec a approuvé la réforme constitutionnelle

Réunis en congrès extraordinaire, les quelque 4 000 députés du Parti libéral du Québec ont approuvé, samedi 29 août, l'accord de principe sur la réforme de la Constitution canadienne conclu le 22 août entre les principaux dirigeants politiques du pays. Estimant qu'il n'a pu accepter « un accord médiocre », le président de l'Assemblée législative du Québec, M. Mario Dumont, a toutefois marqué son désaccord, en quittant la salle du congrès, suivi par une centaine de militants.

Le premier ministre, M. Robert Bourassa, a reconnu, devant les députés, que le Québec « n'avait pas obtenu tout ce qu'il voulait obtenir » dans la nouvelle répartition des pouvoirs prévus entre l'Ontario et les provinces, mais a vigoureusement défendu son choix de « biter le Québec sans détruire le Canada ». Combattu fermement par le Parti québécois (opposition souverainiste), l'accord devrait être soumis à référendum le 26 octobre. Un premier sondage montre que 41 % des Québécois approuvent l'accord, 37 % le désapprouvent et 22 % sont indécis. - (AFP)

ETHIOPIE

Les auteurs d'un détournement d'avion ont été incarcérés à Rome

Les cinq pirates de l'air, qui avaient détourné en vol un Boeing éthiopien, samedi 29 août, entre Addis-Abeba et Sanaa (Yémen), se sont rendus, dimanche matin, aux autorités italiennes sur l'aéroport de Rome-Ciampino. Le commando, qui a affirmé être composé d'opposants au gouvernement éthiopien, avait réclamé l'asile politique et l'assurance de n'être pas

extradé, comme conditions à sa reddition. De source informée éthiopienne, on indique que les pirates de l'air sont originaires d'Erythrée, ex-province éthiopienne dont l'autonomie a été décrétée de facto après la chute du régime Mengistu, en 1991. Quelques heures après leur descente d'avion, les cinq hommes ont été incarcérés ; ils devront répondre des accusations de détournement d'avion, mais également d'introduction et de détention d'armes de guerre et de matériel explosif. Les cinquante-et-un passagers avaient été libérés, vendredi soir, à Djibouti, et acheminés sur Addis-Abeba. - (AFP)

JORDANIE

Le roi Hussein et le roi Fahd ont recommencé à dialoguer

Les souverains jordanien et saoudien ont entamé, par un échange de messages, leur premier dialogue depuis le crise du Golfe qui, il y a deux ans, avait entraîné la rupture entre leurs deux pays. Par son ambassadeur à Washington, le roi Fahd a en effet fait transmettre jeudi au roi Hussein ses vœux de rétablissement à la suite d'une opération subie la semaine dernière à la clinique Mayn de Rochester, aux Etats-Unis.

Le roi Hussein a envoyé, vendredi, un message de remerciements à son homologue saoudien, qu'il qualifie de « très cher frère ». Il relève les « sentiments nobles » du roi Fahd qui ont « permis de dissiper en grande partie l'ombre de la douloureuse rupture ayant assombri une fraternité, qui renouveau aujourd'hui son caractère affectueux ».

Pendant la crise du Golfe, Ryad avait « puni » Amman pour avoir adopté une position jugée favorable à l'égard de l'Irak. Ces mesures de rétorsion étaient allées de la fermeture de l'aéroport saoudien qui s'attaquait la Jordanie pour près de 20 % de ses besoins, en

DIPLOMATIE

Dixième sommet à Djakarta

La crise d'identité du Mouvement des non-alignés

Le dixième sommet du Mouvement des non-alignés (MNA) se réunit, à Djakarta, du mardi 1^{er} au dimanche 6 septembre. L'Indonésie succède à la Yougoslavie à la présidence de cette organisation, désormais forte de cent huit membres mais dont la crise d'identité, depuis l'éclatement de l'Union soviétique, est évidente.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Que faire d'un mouvement à l'origine anticolonialiste, à la rhétorique donc souvent anticoloniale, mais dont le label signifiait qu'il entendait garder ses distances à l'égard des deux grandes puissances issues de la seconde guerre mondiale ? Le sommet de Djakarta, le dixième depuis la fondation du MNA en 1961 à Belgrade, est censé apporter des éléments de réponse.

A l'origine, il y avait eu la conférence afro-asiatique de Bandung en 1955, en 1955, des leaders de la décolonisation, de Sukarno, l'hôte du jour, à Nehru, Nasser et Nkrumah. Deux de ces « ancêtres » sont encore en vie : le prince Sihanouk, présent à Djakarta, qui aide les Nations unies à restaurer le paix dans son ancien royaume ; et U Nu, qui, à quatre-vingts ans passés, demeure en quasi-résidence surveillée à Rangoun.

Six ans plus tard, à l'initiative de Tito, le tiers-monde s'était doté de ce qui devait devenir le Mouvement des non-alignés, partagé sur le tard entre modérés, qui entendaient garder leurs distances à l'égard du bloc soviétique, et partisans de Moscou. Au fil des décennies, l'anticolonialisme avait un peu cédé le pas à l'anti-impérialisme américain. Avec la chute du mur de Berlin, il a fallu repenser un mouvement qui, aux yeux de certains, a perdu jusqu'à sa raison d'être.

Cette réflexion a beau engager l'avenir, elle n'en doit pas moins s'accommoder, à Djakarta, de préoccupations beaucoup plus immédiates. En premier lieu, régler « par consensus » le problème posé par la Yougoslavie. Consciente de l'impo-

polarité de la répression menée par son armée en Bosnie, la diplomatie de Belgrade a en la sagesse d'opter pour le profil le plus bas. La Yougoslavie - aujourd'hui, la Serbie-Monténégro - a donc transféré la présidence du Mouvement à l'Indonésie avant l'ouverture du sommet. La procédure est sans précédent, mais il n'y avait pas d'autres moyens d'éviter un éclat : plusieurs délégations avaient annoncé qu'elles quitteraient la salle si les Serbes devaient passer, en séance plénière, le flambeau aux Indonésiens.

La question yougoslave

Le problème posé par la Yougoslavie n'est pas pour autant résolu et, afin d'éviter le précédent d'une expulsion, la conférence préparatoire des ministres, réunie samedi et dimanche à Djakarta, a proposé, faute de mieux, qu'il soit étudié à New-York pendant la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU, « en tenant compte de tout développement lié à la question et susceptible d'intervenir entre-temps ». En d'autres termes, si Belgrade perd le siège de la Yougoslavie à l'ONU dans l'intervalle, les non-alignés suivront cette décision. Dans l'immédiat, la Serbie participera au sommet alors que la Croatie aura le statut d'observateur, la Bosnie-Herzégovine et la Slovénie celui d'invité, refusé, pour l'instant, à la Macédoine.

Cette question ne doit pas faire oublier que l'Indonésie, en particulier, entend infirmer l'orientation du Mouvement. Certes, puisque les Etats-Unis demeurent la seule grande puissance, la tribune devrait continuer de leur réserver quelques piques, dans le domaine de l'écologie, comme dans celui du conflit du Golfe, ou même dans le débat sur les droits de l'homme. A ce propos, les ministres ont reconvoqué le MNA avec état en 1999 pour s'entendre dans un « neutralisme négatif », soit réintégré à la suite d'« explications » jugées satisfaisantes.

Mais, tout en prônant un renforcement de la coopération Sud-Sud, les Indonésiens ont clairement indiqué qu'ils souhaitent renfor-

cer le dialogue Nord-Sud dans un monde où la « sécurité commune » est devenue prioritaire.

Le MNA semble conserver, paradoxalement, son attrait. Avec l'adhésion de la Birmanie, des Philippines et de l'Ouzbékistan, le nombre de ses membres passe à cent huit. Outre la Croatie, la Thaïlande et la Birmanie ont obtenu le statut d'observateurs. Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement seront présents, même si certains parmi les mieux connus - les présidents Mubarak ou Castro et, apparemment, le colonel Kadhafi - ont renoncé au déplacement.

Après avoir bataillé pendant des années pour accéder à la présidence du MNA, l'Indonésie n'a tout entrepris pour que cette réunion soit un succès. Le président Suharto, qui souhaite s'exprimer devant la prochaine Assemblée générale de l'ONU au nom des non-alignés, entend y trouver le couronnement d'une longue carrière. Au pouvoir depuis 1966, le doyen des chefs d'Etat de la région pourrait briser, l'an prochain, son sixième et dernier mandat présidentiel.

Le MNA n'évitera pas les débats sur les « sujets brûlants » du moment que M. Ali Akbar, le ministre indonésien des affaires étrangères, a énumérés dimanche : de la Somalie à l'Afrique australe en passant par la Proche-Orient et la « démocratisation » de l'ONU. Mais la survie du Mouvement dépendra avant tout de sa volonté de justifier sa place dans un univers que ses fondateurs auraient difficilement pu imaginer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

□ Paris et Téhéran décident de renforcer les effectifs de leurs ambassades. - La France et l'Iran ont décidé de renforcer les effectifs de leurs ambassades, a annoncé, dimanche 30 août, à Téhéran, le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, M. Serge Bodereau. A l'issue de ses entretiens avec le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Yazdi, il a déclaré que cette décision vise à « faire face à la coopération accrue souhaitée par les deux pays ». - (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

Kourgan-Toubé, capitale régionale de 55 000 habitants majoritairement favorables à l'opposition. Le service de presse de la présidence tadjik a refusé de confirmer le bilan de 180 morts avancé par l'opposition, se contentant d'indiquer que « la guerre » se poursuivait au sud du pays. - (AFP)

ZAIRE

Le président Mobutu a approuvé la composition du nouveau gouvernement

Le président Mobutu a signé, samedi 30 août, l'ordonnance portant nomination des membres du gouvernement de M. Etienne Tshisekedi, ont annoncé la radio et la télévision zairoises. Il continue néanmoins de prendre ses distances avec le premier ministre et avec la Conférence nationale dont il est issu. Plus de la moitié des membres appartiennent à l'opposition, constituée par le cartel de l'Union sacrée. Toutefois, aucune personnalité marquante de cette formation n'est entrée au gouvernement. Il en est de même pour la « mouvance présidentielle ». Les anciens « domestiques réservés » du chef de l'Etat, défense et affaires étrangères, sont désormais occupés par des membres de l'Union sacrée, mais qui sont peu connus. Le portefeuille des affaires étrangères revient à M. Pascal Lumbi, ancien ministre de la santé, un des principaux organisateurs de la « marche des chrétiens » de février dernier ; M. Paul Bandoma, membre du parti de M. Tshisekedi, devient ministre de la défense. Le seul membre de la « mouvance présidentielle », M. Kanga Bongo, a été nommé à l'Agriculture et au développement rural. - (AFP, Reuters)

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

Si le « non » l'emportait, « l'Allemagne retrouverait ses penchants historiques et géographiques »

affirme M. Michel Rocard

QUIMPER
de notre envoyé spécial

La dernière demi-journée de la réunion rocardienne de Quimper, samedi 29 août, a été dominée par la campagne pour le référendum du 20 septembre. Ce soir, lors de la table ronde qu'a animée le politologue Olivier Duhamel - avec des participants tels que M. Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, M. Willy Claes, ministre belge des affaires étrangères, ou M. Bronislaw Geremek, l'un des chefs de file de Solidarité - ou dans l'intervention de M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'action humanitaire, ou dans le discours final de M. Michel Rocard, les arguments en faveur du « oui » ont été répétés et renouvelés.

« L'Est a été, aussi, au cœur de la démonstration de M. Kouchner en faveur de Maastricht, le ministre regrettant que M. Jean-François Deniau ait argué de l'impuissance de la Communauté face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie pour remettre en question son adhésion au traité. « L'Est, c'est l'Europe qu'on appelle, c'est l'Europe qu'on attend », a assuré

M. Kouchner : « Ceux qui sont sous les bombes »

L'Est a été, aussi, au cœur de la démonstration de M. Kouchner en faveur de Maastricht, le ministre regrettant que M. Jean-François Deniau ait argué de l'impuissance de la Communauté face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie pour remettre en question son adhésion au traité. « L'Est, c'est l'Europe qu'on appelle, c'est l'Europe qu'on attend », a assuré

M. Kouchner, ajoutant que refuser l'Europe telle qu'elle cherche à se renforcer dans le traité, « c'est annoncer la mort à ceux qui sont sous les bombes ».

M. Rocard a souligné, quant à lui, que les « inquiétudes » des Français qui envisagent de voter « non » ne doivent pas être traitées « de haut », ni déclarées simplement infondées, « même si c'est vrai ». « Il faut les entendre, a-t-il dit, les comprendre et y répondre vraiment. » Refusant de « croire au « malheur » qui serait à ses yeux le réjet du traité par les Français, l'ancien premier ministre a insisté sur les conséquences qu'aurait un tel vote pour l'Allemagne. Depuis la guerre, a-t-il expliqué, deux générations d'Allemands se sont employées à « construire une démocratie » dans un pays plutôt porté par l'histoire « au romantisme, aux engagements collectifs, pas toujours dirigés vers le rationnel ».

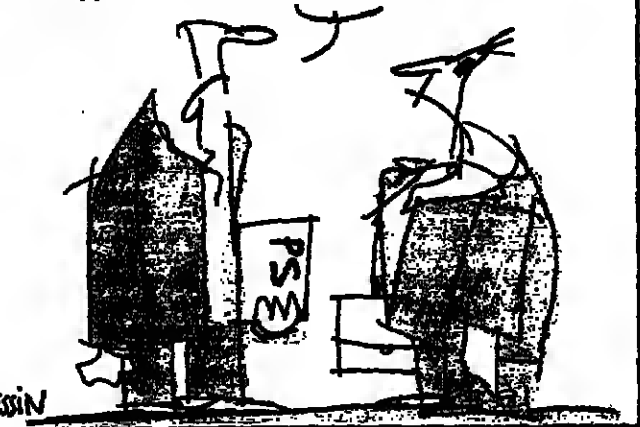
L'arrêt de la construction européenne représenterait, selon M. Rocard, un désastre pour les dirigeants allemands qui en seraient « les premiers victimes ». « L'Allemagne, a-t-il dit, retrouverait ses penchants historiques et géographiques. Appuyée sur un mur triomphant,

elle se tournerait de nouveau vers l'Est, se désintéresserait de l'avenir du continent, sauf pour lui imposer sa volonté économique, celle qui répondra à ses seuls intérêts. C'en serait fait tout de suite des espoirs de Jean Monnet et de Robert Schuman. C'en serait fait, très vite aussi, de l'amitié scellée par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle. Je n'envisage même pas la suite ».

M. Rocard s'est référé, d'autre part, au traité ALENA, signé par les États-Unis, le Canada et le Mexique, pour souligner que ces trois pays ne font rien d'autre que de créer entre eux « le Marché commun ». « Ou nos enfants nous sauront gré d'avoir su garder une longueur d'année pour un risque de « course au train » de condamner ceux qui auront saboté cette chance pour eux, pour la France, pour l'Europe, mais il sera trop tard », a-t-il affirmé. M. Rocard a conclu ces deux journées et demi de travail de concert en soulignant que le projet qu'il entend, avec ses amis, « porter pour la France » comporte « deux dimensions indissociables », celle de l'Europe et celle de la « rénovation » de la politique.

P. J.

UN APPEL À VOTER NON, MAASTRICHT C'ÉTAIT DANS LA BOÎTE !



A « L'heure de vérité » d'Antenne 2

M. Bérégovoy redoute le développement des « ferments antidémocratiques » en France et outre-Rhin

M. Bérégovoy a estimé, dimanche 30 août, au cours de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, que son gouvernement connaîtrait des « difficultés » avec un risque de « course au train » de condamner ceux qui auront saboté cette chance pour eux, pour la France, pour l'Europe, mais il sera trop tard », a-t-il affirmé. M. Rocard a conclu ces deux journées et demi de travail de concert en soulignant que le projet qu'il entend, avec ses amis, « porter pour la France » comporte « deux dimensions indissociables », celle de l'Europe et celle de la « rénovation » de la politique.

a-t-il indiqué. Le premier ministre a surtout tenu à mettre en garde contre les conséquences négatives qu'une victoire du « non » provoquerait sur les relations franco-allemandes. « C'est la France qui a voulu le couple franco-allemand, et un divorce serait redoutable, a-t-il affirmé. S'il y a divorce, cela veut dire que l'Allemagne reprendra son autonomie. Pas du jour au lendemain, mais progressivement. » « Cela veut dire, a-t-il ajouté, que l'Allemagne regardera plus à l'Est qu'à l'Ouest. C'est une grande puissance, un grand peuple. Elle sera redoutable sur ce plan-là. » M. Bérégovoy craint, dans ce cas de figure, que ne se développent les « ferments antidémocratiques » qui existent en Allemagne comme en France.

Le chef du gouvernement a réaffirmé qu'une négociation du traité ne serait « pas possible » dans l'immédiat. « Peut-être y en aura-t-il une dans quatre, cinq ou dix ans », a-t-il expliqué, mais « si le « non » l'emporte, cela veut dire que nous aurons le marché unique mais pas d'union économique et monétaire, ni d'union politique », en soulignant que le traité sera alors « caduc ». « Il y a un risque pour le système monétaire européen, a-t-il prévenu. Un « non » français porterait un coup d'arrêt à l'Europe ».

Interrogé sur les récents sondages donnant une majorité au « non », le premier ministre a expliqué qu'il avait « toujours pensé que ce serait un scrutin serré », mais il a précisé qu'il croyait « encore à la victoire du « oui » car, a-t-il dit, « je crois à la vie ». Puis M. Bérégovoy, « les Français ont une responsabilité majeure : ou bien l'Europe se fera, ou bien elle ne se fera pas, cela dépend de nous ». « 38 millions d'électeurs français vont décider pour 350 millions d'Européens ».

En quatrième lieu, l'ancien premier ministre a insisté sur les mythes de Maastricht : dote la Communauté d'un « caractère véritablement de l'entente et des questions sociales ». Il a souligné que la réduction de la durée du travail « ne peut s'appliquer dans un seul pays » et que, si l'union européenne ne voit pas le jour, « les difficultés seront aggravées et ce qui concerne la croissance l'emploi ». Le fait que les gouvernements de M. Margaret Thatcher et de M. John Major aient refusé les clauses sociales du traité n'est-il pas la preuve qu'elles représentent de réelles avancées ?

S'adressant en priorité aux électeurs de gauche, M. Fabius a dit : « Les risques de nationalisme sont plus forts que jamais », que la gauche, c'est la volonté de soumettre « une réalité économique et financière à un contrôle social et politique » et que, si l'on regarde bien de France, « tous les partis de gauche, dans tous les pays d'Europe sans aucune exception, ont pris position pour le traité de Maastricht ». « Comment peut-on se réclamer de la gauche et tourner le dos à toute la gauche européenne ? » a-t-il demandé.

Ce propos s'adressait plus particulièrement à M. Chevènement et à ses amis, auxquels le premier secrétaire a adressé, aussi, un avertissement en vue des élections législatives. « Les candidats du Parti socialiste, a-t-il dit, seront en cohérence avec les positions du Parti socialiste. » Il a annoncé, d'autre part, aux militants, qu'il n'avait pas vu depuis le congrès de Bordeaux il y a cinq semaines, que la demande qu'il avait faite, alors, d'un effort budgétaire en faveur de l'éducation avait été entendue par M. Pierre Bérégovoy. Celui-ci lui a fait savoir que les crédits affectés à l'éducation nationale en 1993 permettraient « la création de dix mille emplois ». Si cela ne fait pas de bien au « oui », a-t-il dit, cela ne peut pas, en tout cas, lui faire de mal.

P. J.

« Les risques de nationalisme sont plus forts que jamais »

déclare M. Laurent Fabius

AVIGNON
de notre envoyé spécial

L'« université d'été » du Parti socialiste, ouverte samedi 29 août et peaufinée, dimanche matin, par les agriculteurs qui en ont bloqué les accès (voir encadré), n'a repris en fin d'après-midi que pour entendre un discours de M. Laurent Fabius, presque exclusivement consacré à la campagne pour le référendum du 20 septembre. Le premier secrétaire a répondu, d'abord, à ceux qui abordent ce scrutin comme un choix de politique intérieure. La preuve qu'il ne s'agit pas de cela, a-t-il dit, c'est que des dirigeants de l'opposition se prononcent pour le « oui », comme ceux de la majorité, tandis que d'autres préconisent le « non », ce

qui ne serait pas le cas s'il s'agissait d'un vote pour ou contre le maintien de la majorité en place.

De même, M. Fabius a voulu distinguer la situation française de la situation danoise, qui avait vu s'opposer l'ensemble des responsables politiques, d'un côté et des « forces vives » de l'autre. MM. Jean-Marie Le Pen, Georges Marchais ou Charles Pasqua ne représenteraient pas des formations politiques installées, et ne compte-t-on pas, parmi les défenseurs du « oui », de nombreux représentants des « forces vives » ?

L'enjeu étant l'Europe, et rien d'autre, M. Fabius a présenté le dilemme en ces termes : « Avec le « oui », l'Europe avance. Avec le « non », l'Europe se casse. Il s'est employé à « expliquer ce qu'il y a dans le traité », en écartant la ques-

tion de la manière de répondre aux partisans du « non », à propos de laquelle M. Lionel Jospin avait critiqué, la semaine dernière, M. Elisabeth Guigou. « J'ai entendu récemment une querelle sur le style, à laquelle je ne comprends rien », a-t-il laissé tomber négativement.

L'environnement et les questions sociales

Quatre aspects essentiels du traité soulèvent, selon M. Fabius, des controverses qui appellent d'innombrables mises au point. En premier lieu, a-t-il dit, Maastricht organise « le passage à une union politique européenne ». Ce passage, a-t-il précisé, « ne passe pas par le commerce ou la politique ». Or, MM. Jean-Pierre Chevènement

Des pommes, des poires et des injures

AVIGNON
de notre envoyé spécial

Les dirigeants socialistes présents samedi soir 29 août à l'ouverture de l'université d'été de leur parti s'attendaient à des difficultés avec les agriculteurs du Vaucluse, qui entendaient profiter de la présence de membres du gouvernement en Avignon pour faire valoir leurs revendications face à la mauvaise situation du marché des fruits et des légumes. Les responsables du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) avaient demandé, samedi soir, à pouvoir entrer dimanche dans l'enceinte du Palais des papes, où se tient l'université d'été, afin d'y lire une déclaration. Il leur avait été proposé, plutôt, une rencontre avec les ministres présents, ce dont, d'après les socialistes, ils avaient accepté le principe.

Cependant, dimanche matin à l'aube, quelque trois cents ou quatre cents agriculteurs ont déversé des tonnes de pommes et de poires aux principales entrées de la ville entourée de remparts, et bloqué l'accès au Palais des papes. Les militants socialistes qui, au début de la matinée, se dirigeaient vers la place du palais ont été injuriés, bousculés, dépouillés des documents qu'ils transportaient ; certains d'entre eux affirmant avoir été frappés. Les forces de l'ordre, présentes en petit nombre, ont affronté les manifestants. Deux de ces derniers ont été blessés au cours de ces bagarres, dont le président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), M. Maurice Boisson, atteint au visage par un coup de matraque.

Il s'est alors créé une situation d'urgence. Tandis que les dirigeants syndicaux des agriculteurs étudiaient la proposition d'une rencontre avec les deux ministres présents, MM. Dominique Strauss-Kahn (industrie et commerce extérieur) et Kofi Yamgnane (secrétariat d'État chargé de l'intégration), leurs militants bloquaient l'accès à la place du Palais des papes. Interpellant les passants, ils ne permettaient à personne de se rendre sur cette place, puis autorisaient les seuls journalistes à le faire. Le plus curieux est que les CRS, ayant emporté des barrières dans toutes les rues menant à la place, appliquaient les « consignes » des manifestants en refusant tous ceux qui se présentaient, à l'exception des journalistes, dont la carte professionnelle était méticuleusement vérifiée.

Une demande d'audience au premier ministre

L'entrevue entre les responsables agricoles et les membres du gouvernement, accompagnés du maire d'Avignon, M. Guy Ravier (PS), et de M. Gérard Lindeberg, numéro deux du parti, a eu lieu au début de l'après-midi. Les socialistes ont été priés de transmettre à l'Hôtel Matignon une demande d'audience adressée à M. Pierre Bérégovoy lui-même, afin de lui soumettre les problèmes de changes sociaux des fruits et de légumes du Vaucluse, leur mécontentement devant les importations de produits non communautaires, leur volonté d'organiser des manifestations de protestation et de voir créer une commission d'enquête parlementaire sur la filière commerciale dont ils dépendent.

Tandis qu'on attendait la réponse de Paris, certains militants socialistes et certains agriculteurs dialoguaient sur la place de l'Hôtel de M. Strauss-Kahn qui avait quitté Avignon pour Paris, d'où il devait partir pour un voyage à l'étranger. M. Yamgnane et M. Lindeberg venaient discuter avec les militants et avec les agriculteurs. Plus loin, un député socialiste, M. Jean-Paul Planchon (Seine-et-Marne), originaire de la région et reconnu par un manifestant, ancien membre du PS, posait un mauvais quart d'heure au milieu d'un groupe d'agriculteurs particulièrement agressifs. M. Laurent Fabius, arrivé de Paris au début de l'après-midi, ne pouvait pas le préfacier. Le président de la FDSEA, lui-même ancien militant socialiste, commençait, cependant, à orienter sa « base » vers un retrait, une fois que serait arrivée l'offre de rencontre qu'il attendait du premier ministre.

De fait, un « fax » expédié à la préfecture, comme l'avaient exigé les syndicalistes, proposait qu'une délégation soit reçue par M. Bérégovoy lui-même le 31 août à Paris. A 18 heures, les agriculteurs libèrent les accès de la place du palais. Ayant rejoint celui-ci, M. Fabius se félicitait, devant les militants de son parti, que « le droit de circuler et de se réunir » ait été reconnu, finalement, au même titre que « le droit de manifester », et que « la légitimité républicaine » ait été rétablie. A trois semaines du référendum sur l'Union européenne, le pouvoir socialiste, fragilisé, a préféré ne pas prendre le risque de batailles de rue au milieu d'une cité parcourue par de nombreux touristes.

P. J.

ISTH INSTITUTE OF THE STUDIES OF THE HUMANITY
CONCOURS GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE
PARIS - PROVINCE
• Bacs B-C-D avec mention
• Écoles privées
• Stages de pré-orientation
• Inscription immédiate
• Succès confirmés
42 24 10 72
45 27 10 15
Centre Autel
PLUS QU'UN INSTITUTE, UNE INSTITUTION

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

Les Verts ne donneront pas de consigne de vote malgré le « oui » de M. Waechter

Le conseil national inter-régional des Verts s'est réuni, dimanche 30 août, à donner toute consigne de vote pour le référendum du 20 septembre. La veille, les participants du « oui », emmenés par M. Antoine Waechter, et ceux du « non », conduits par M. Dominique Voynet, n'avaient pu se départager. Les Verts ont, en outre, affirmé « leur volonté d'aboutir à la constitution d'un pôle écologiste fort », en repoussant l'idée de participer, du moins à brève échéance, au gouvernement.

SAINT-NAZAIRE

de notre envoyé spécial

Ainsi donc, comme un cyclone dévastateur, Maastricht d'épargne aucune famille politique. Après des mois d'hésitations et un débat, samedi 29 août, à Saint-Nazaire, de haute tenue, les Verts vont en faire à leur tour l'amère

expérience. Unis dans l'analyse critique qu'ils font du traité, auquel ils reprochent de graves insuffisances sur le plan de la démocratie, de l'environnement et des problèmes sociaux, ils n'ont pu en effet dégager une réponse commune pour le référendum du 20 septembre. A l'image de leur électorat, ils se sont même partagés par 41 voix pour le « oui », 41 voix pour le « non » et 6 voix pour le « oui plus », c'est-à-dire le vote nul.

Le camp des « oui », qui compte la plupart des dirigeants du mouvement, notamment des parlementaires rivaux que sont M. Antoine Waechter et Yves Cochet, n'avait pourtant pas ménagé sa peine. Vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Guy Hascoët a ainsi rappelé comment le « non » à de Gaulle, lors du référendum de 1959, avait entraîné de réels progrès de la régionalisation. Après avoir invité la veille le président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, pour la clôture des Journées d'été des Verts (le Monde date 30-31 août), M. Waechter a lancé à ses amis : « Il faut du courage pour sortir de la culture de la négation qui est parfois trop souvent

la nôtre. » Et, la gorge nouée, les larmes aux yeux, le porte-parole des Verts a eu quelques peines à terminer son plaidoyer pour le « oui » en évoquant la situation dans l'ex-Yougoslavie et « ces images de carnage que nous voyons à la télévision ».

Sur un ton plus provocateur, M. Jean-Paul Delage, ancien animateur de la campagne de M. Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988, a lancé aux partisans du « non » : « Je vous souhaite bien du plaisir quand, le 21 septembre, vous vous mettez autour de la table avec les autres partisans du « non » pour faire une Europe plus sociale, plus démocratique et plus écologique ! » Dans le camp des « non », nous « non » serait ultra-minoritaire et toute négociation éventuelle du traité se ferait à la baisse », a ajouté M. Didier Anger.

Pour M. Aloïse Lipietz, en revanche, principal artisan du « non » chez les Verts, la problématique est exactement inverse. « Aujourd'hui que nous savons que le « non » va l'emporter, nous devons représenter les Européens dans ce camp », a-t-il déclaré. « L'Europe de Maastricht entraîne celle de l'Acte unique, l'Europe des riches contre l'Europe des pauvres », a précisé M. Dominique Voynet. En proposant d'écarter le « non », la principale porte-parole de la minorité des Verts a convoqué bon nombre de députés du CNIR que le débat sur l'Europe pourrait se poursuivre, à la condition toutefois, a-t-elle ajouté, de « tout faire pour que notre « non » ne soit pas récupéré par les forces les plus réactionnaires ».

Mis en échec sur une question aussi décisive pour l'avenir de son mouvement, M. Waechter a cependant obtenu que la liberté de vote pour les électeurs s'accompagne de la liberté de campagne pour les militants. Sur les antennes des radios et des télévisions, lui-même pourra ainsi témoigner de sa foi en l'Europe, tandis que M. Lipietz reconnaît, dès avant le vote, que son agenda était déjà rempli de réunions publiques en faveur du « non ».

Pour un « pôle écologiste fort »

Cette situation paradoxale a paru soulager, samedi soir, bon nombre de militants, qui redoutaient d'avoir à défendre une position qui n'était pas la leur. Mais, dès le lendemain matin, le résultat des votes sur la stratégie du mouvement a commencé à plonger certains d'entre eux dans la perplexité. Une nouvelle fois, le CNIR venait de repousser les quatre solutions qui lui étaient offertes.

La proposition de participer à la plus tôt possible au gouvernement, sans la condition préalable d'un blanc qui affirme « leur volonté d'aboutir à la constitution d'un pôle écologiste fort », souhaité par M. Voynet, mais aux conditions fixées par M. Waechter. En clair, la véritable stratégie des Verts est renversée plus tard. Lors de leur assemblée générale de Chambéry, en novembre.

Conscients des risques que courrait le mouvement s'il était incapable d'adopter une position ni sur le traité d'union européenne ni sur sa propre stratégie politique, les deux principaux responsables des Verts sont finalement parvenus à faire voter à une large majorité une motion récapitulant les quatre solutions offertes. D'aboutir à la constitution d'un pôle écologiste fort, souhaité par M. Voynet, mais aux conditions fixées par M. Waechter. En clair, la véritable stratégie des Verts est renversée plus tard. Lors de leur assemblée générale de Chambéry, en novembre.

J.-L. S.

1) Les résultats du vote sur la stratégie politique ont été les suivants : motion Waechter (accord conditionnel avec Génération Ecologie) 52 % ; motion Mitzin (suspension des négociations avec Génération Ecologie) 19 % ; motion Cambot-Anger (pour une participation au gouvernement) 16 % ; motion Voynet-Dessard (pour un contrat d'union civile avec Génération Ecologie) 13 %.

Décomposition

Suite de la première page

L'éprouvante soirée passée avec eux, la semaine dernière, par M. Jacques Delors, et les précédentes offres électorales de M. Laurent Fabius d'auront servi à rien. Cet échec porte, en outre, un coup sérieux au camp du « oui », dans la mesure où les Verts incitent les préoccupations qu'ils pouvaient croire naturellement tournées vers l'Europe. Il est vrai qu'ils ne sont pas les seuls défenseurs de l'environnement et que Génération Ecologie, elle, soutient fermement le traité de Maastricht.

Cependant, les adversaires du traité, parmi les Verts, se recrutent parmi ceux qui se classaient plutôt à gauche, comme M. Marie-Christine Blandin, qui avait accédé à la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais sur la base d'une alliance avec les socialistes et les communistes. Le « oui » de l'électorat de gauche traditionnel, déjà diminué par la position du PCF, effrite celle de M. Jean-Pierre Chevènement et de ses amis, risque d'être amoindri encore par le forfait des Verts. Or, l'analyse des sondages de la semaine dernière montre que le « non » tend à rassembler l'électorat de la droite, les socialistes doivent s'efforcer de regrouper, de leur côté, les électeurs de gauche.

M. Fabius s'y est employé, dimanche, en présentant une série d'arguments principalement destinés à démontrer qu'on ne peut pas se réclamer de la gauche et voter « non ». D'abord parce que les adversaires du traité s'en servent comme d'un moyen pour précipiter les échéances de politique intérieure ; ensuite et surtout parce que ce traité comporte des avancées en matière sociale et pour la prise en compte des problèmes écologiques, et parce qu'il propose un contre-poids politique au marché que libère l'Acte unique.

Un message en direction des électeurs de gauche

M. Michel Rocard a recouru davantage, samedi, au registre de l'émotion en exprimant celle que lui inspire le comportement de l'Allemagne dans l'hypothèse d'un rejet de Maastricht par les Français. M. Pierre Bédégovoy a insisté, lui aussi, sur le danger d'un « divorce » entre la France et l'Allemagne, tandis que M. Bernard Kouchner a traduit les espoirs mis par les populations de l'ex-Yougoslavie dans une Europe de l'Ouest enfin capable d'initiatives politiques.

Les socialistes attendent de M. François Mitterrand, lors de son intervention du 3 septembre sur TF1, un message en direction des électeurs de gauche. L'hypothèse d'une victoire du « non » se

peuvent plus être exclues, ils se demandent comment le président de la République va pouvoir assumer son propre engagement en faveur du traité sans accentuer le caractère plébiscitaire du scrutin. M. Bédégovoy a assuré, certes, que cette consultation n'est pas de nature à mettre en cause les institutions et que les mandats de l'Assemblée nationale comme du chef de l'Etat iront à leur terme, mais il paraît difficilement concevable que M. Mitterrand, ce soit, pas porteur de la République, il n'en reste pas moins que si le « oui » l'emporte, ce sera bien, comme le préconise M. Giscard d'Estaing, un « oui malgré » M. Mitterrand plutôt que pour lui. Le président de la République ne pourra ignorer le rejet qui frappe le pouvoir socialiste et dont M. Rocard tente de se protéger en faisant des maintenant les bases d'une « alternative politique ». L'ancien premier ministre travaille ainsi à reconstituer une gauche démembrée par onze ans de pouvoir, mais les contours des deux camps, brouillés par le débat sur Maastricht, paraissent insaisissables.

L'hypothèse d'une démission du chef de l'Etat

En évoquant, de façon voilée, la menace d'une dissolution de l'Assemblée nationale après que son gouvernement, dans l'hypothèse d'un « non », aurait été renversé, le premier ministre a voulu mettre en garde les chefs de l'opposition. Comment s'y prendraient-ils pour rassembler dans la même campagne législative les partisans du « oui » et ceux du « non », les victimes et les vainqueurs du 20 septembre ? M. Edouard Balladur a pourtant répondu que la dissolution de l'Assemblée serait, dans ce cas, une « décision sage », à laquelle il se croit guère. L'ancien ministre de l'Économie estime peut-être que les électeurs de l'opposition, après avoir majoritairement voté « non », se ressaisiraient en éliminant une majorité de gouvernement cohérente et pro-européenne.

Le thème du désastre que représenterait une victoire du « non » pour les dirigeants de l'opposition est le second axe de campagne, sinon des socialistes, du moins du pouvoir. « J'aurais des difficultés, mais les autres en auront encore plus », a souligné M. Bédégovoy. Le premier ministre avait marqué son impatience de voir entrer en campagne M. Jacques Chirac, lequel, après M. Valéry Giscard d'Estaing, se lance dans la bataille. Le président du RPR doit s'exprimer le 2 septembre sur TF1, puis dans un entretien accordé à Paris-Match, avant de participer à un premier meeting le 7 septembre à Strasbourg. Toute la question, pour lui, est de savoir s'il va réussir à reprendre en main l'électorat qui, dans les sondages, le place en tête des candidats de l'opposition à l'Élysée.

Menacés par un échec du « oui », les dirigeants de l'opposition savent aussi que son succès, à l'inverse, obtiendra grâce à leur intervention active dans le débat, ne refusera pas M. Mitterrand. Le chef de l'Etat, au secours duquel ils auront voté, sera privé de toute marge de manœuvre d'ici aux élec-

tions législatives et surtout après, face à une majorité de droite à l'Assemblée. L'hypothèse de sa démission, provoquant une élection présidentielle anticipée, était parfois évoquée avant l'été comme une « sortie » possible après un référendum européen réussi, éventuellement suivi de la révision de la Constitution qu'il avait annoncée. Cette hypothèse reprend force, que l'on envisage la victoire du « non » ou celle du « oui » à Maastricht.

S'il est vrai qu'un succès électoral, quelles que soient les conditions dans lesquelles il a été obtenu, a sa dynamique propre et que la gloire d'une victoire est partiellement au péril encouru, il n'en reste pas moins que si le « oui » l'emporte, ce sera bien, comme le préconise M. Giscard d'Estaing, un « oui malgré » M. Mitterrand plutôt que pour lui. Le président de la République ne pourra ignorer le rejet qui frappe le pouvoir socialiste et dont M. Rocard tente de se protéger en faisant des maintenant les bases d'une « alternative politique ». L'ancien premier ministre travaille ainsi à reconstituer une gauche démembrée par onze ans de pouvoir, mais les contours des deux camps, brouillés par le débat sur Maastricht, paraissent insaisissables.

La montée

du camp de la peur

La dynamique identitaire, que M. Jean François-Poncet oppose à la dynamique communautaire — dualité observée partout en Europe — traverse toutes les formations politiques. Le national-populisme d'est plus le monopole du Front national. La France vit un de ces moments où la démarcation entre la gauche et la droite, entre le progrès et la réaction, entre le changement et la conservation, entre l'ouverture et le repli ne correspond plus aux frontières des partis. Le risque existe que le camp de la peur, qui prend corps dans les intentions de vote, ne soit, une fois encore, majoritaire.

La responsabilité principale de cet abandon incompréhensible aux socialistes, qui se sont mis dans l'incapacité de revendiquer la cohérence des sacrifices consentis par les Français, sous leur direction, pour demeurer dans le groupe de tête des pays industriels, entre de plus en plus dans la compétition technique et conservant une capacité politique dont sont dépourvues des puissances économiques comparables. L'affaiblissement des socialistes est tel qu'au long de cette semaine décisive ils comptent autant sur les chefs de l'opposition que sur le président de la République pour persuader les électeurs de ne pas brader les fruits des efforts fournis par la France depuis dix ans.

PATRICK JARREAU

événement historique ? En annonçant jeudi soir qu'une fois le « oui » vainqueur il démissionnera, François Mitterrand entrera dans l'Histoire. Ses adversaires lui demandent ce geste, affirmant du même mouvement qu'ils sont coavocateurs de son refus et de sa volonté de se maintenir, même en cas de victoire du « non ».

Il sous-estime l'homme, et plus encore ce que la fonction fait d'un homme. Quoiqu'il en soit, la considération pour François Mitterrand est peut-être l'élément politique dont sont dépourvues des puissances économiques comparables. L'affaiblissement des socialistes est tel qu'au long de cette semaine décisive ils comptent autant sur les chefs de l'opposition que sur le président de la République pour persuader les électeurs de ne pas brader les fruits des efforts fournis par la France depuis dix ans.

ALAIN MINC

La carte de combattant et la guerre d'Algérie. — M. Maurice Sicart, secrétaire général de la FNACA, nous prie de préciser, à propos du projet de loi modifiant les conditions d'attribution de la carte de combattant (le Monde du 28 août), que si on lui a bien donné « vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées notamment en Algérie à compter du 31 octobre 1954 », le gouvernement n'a toujours pas reconnu officiellement l'état de guerre en Algérie. M. Mexasand, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a souligné devant l'Assemblée nationale que « cela créerait de nombreux problèmes au regard du droit international ».

L'ETAT DE LA FRANCE 1992

Nouvelle formule

- 120 auteurs
- 185 articles
- 100 tableaux statistiques
- 25 cartes
- 70 graphiques
- 120 bibliographies

Un panorama complet de la France

- les conditions de vie
- les 22 régions et des DOM-TOM
- l'économie
- la vie politique et sociale

640 pages, format poche, relié, 149 F

LA DÉCOUVERTE CRÉDOC

anglais, allemand, espagnol, italien, russe

LANGUES & AFFAIRES

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme décrochez un diplôme « pro » ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires. INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Soc 5317, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois - Tél (1) 42-70-81-88

SOCIÉTÉ

La mort du psychanalyste et philosophe Félix Guattari

Un provocateur inventif

Le philosophe et psychanalyste Félix Guattari est mort samedi matin 29 août, d'une crise cardiaque, à la clinique psychiatrique de La Borde (Loir-et-Cher), où il travaillait depuis près de quarante ans. Il était âgé de soixante-deux ans.

Qu'on l'approuve ou non, le style de pensée et d'action de Félix Guattari symbolise une époque : celle des années 70, des effervescences subversives de l'après-Mai, des événements collectifs s'efforçant d'inventer, tous azimuts, mille espaces pour des libertés multiples. De l'antipsychiatrie aux combats dans les marges, des radios libres aux luttes antiracistes, de la création philosophique aux horizons écologiques, Guattari n'a cessé d'expérimenter d'autres façons de soigner, de théoriser, de militer, de faire des livres.

Un regard rétrospectif sur de tels parcours ne doit pas ignorer qu'ils comportent aussi erreurs, errances, excès. On ne rend jamais service, et surtout pas à une mémoire, en inventant des perfectionnements illusoire. Mais en ces temps où le mot d'ordre « changer la vie » a depuis si longtemps laissé place à celui de « gérer la crise », dans cette France devenue tristement réactionnaire, bêtement

conformiste, frileusement encoffrée, la disparition soudaine de cette figure de provocateur inventif fait voir crûment que le printemps est loin, et espérer que les *Années d'hiver* (1) bientôt finissent.

C'est dès 1953, alors qu'il a seulement vingt-trois ans (il est né le 30 avril 1950), que Félix Guattari travaille à la clinique de La Borde, dans le Loir-et-Cher, où il vient de mourir. Fondé cette année-là par le psychiatre et psychanalyste Jean Oury, ce lieu pas comme les autres veut rompre avec l'enfermement asilaire, les pratiques répressives de la psychiatrie traditionnelle et les conceptions figées de la maladie mentale qui les cantonnent.

Ce que Guattari apprend à La Borde, en participant au fil des jours et des ans à la vie collective de cette institution instable, se retrouve dans toutes les manifestations de son activité. Qu'on l'invente ni ne mute jamais seul, que le psychique et le social (ou le politique, l'institutionnel, le collectif...) se sont pas séparés, que la vie quotidienne est le lieu de luttes minuscules, mais plus décisives que les grandes batailles électoraux, c'est en cet esprit hors des normes que Guattari le comprend. Peut-être est-ce toujours à partir de cette expérience continue et interminable qu'il va poursuivre ses trajectoires théoriques et politiques.

Elles s'inscrivent principalement dans cinq livres coïncidant avec le philosophe Gilles Deleuze, tous publiés aux Éditions de Minuit. Si ajoutent huit titres publiés sous son seul nom chez divers éditeurs, mais qui sont loin d'avoir l'éclat des « Deleuze-Guattari ». *L'Anti-Œdipe*, en 1972, crée de considérables remous. En dépit de son titre, ce n'est pas un livre « contre » la psychanalyse, une simple dénonciation de son caractère réducteur, ramenant l'infiniment inventif de l'inconscient au scénario médiocre du huis clos avec papa-maman. C'est avant tout une défense et illustration de la positivité du désir, de la richesse créatrice de ses mécanismes productifs, de ses connexions aux courants mondiaux et aux mouvements de l'Histoire. Ces derniers font l'objet, avec *Mille plateaux* (1980), d'une analyse originale, centrée sur les actes singuliers, sur les événements et les processus concrets plutôt que sur l'Être et l'activité en général. Comparativement au premier, ce texte important n'a pas reçu toute l'attention qu'il mérite.

Dans ces deux livres majeurs, ainsi que dans *Kafka. Pour une littérature mineure* (1975), *Rizome* (1976), ou *Qu'est-ce que la philosophie ?* (1991), Deleuze-Guattari explorent d'autres manières de penser le pouvoir, l'État, l'espace, les

langues, les peuples... et leurs rapports toujours divers. Ils inventent en effet des concepts aux utilisations aléatoires et proliférantes : « machines désirantes », « corps sans organe », « déterritorialisation », etc. Ces noms sont délibérément paradoxaux : « Il faut absolument des expressions brisées pour désigner quelque chose d'exactement ».

Dans les initiatives politiques de Guattari se transposent un même sens de travail collectif, des réseaux en marge, de la recherche à l'écriture, fondée en 1968 le CERFI (Centre d'études et de recherches sur le fonctionnement des institutions), qui publie la revue *Recherches*, puis, en 1979 le CIEL (Centre d'initiatives pour de nouveaux espaces de liberté).

« Frôler la vérité »

On le voit se battre pour les diverses formes de libération sexuelle, pour les radios libres (Radio-Alice en Italie, Radio-Forum à Paris), contre la répression des homosexuels, pour la reconnaissance des militants révolutionnaires en Italie et en France. Ces « activités gauchistes ordinaires » lui valent notamment d'être condamné pour outrage aux bonnes mœurs en 1973, après la publication d'un numéro de *Recherches* intitulé « Trois milliards de perversion ». Grande encyclopédie des « homosexualités », il voit aussi, à la fin des années 70, la police perquisitionner à son domicile puisant ainsi qu'à La Borde, alors qu'il héberge des militants « suspects ». De telles mésaventures ou semblaient pas menacer les intellectuels bien pensants qui sont à présent légion.

Son engagement, ces dernières années, de la mouvance écologiste n'est pas d'une nature fondamentalement différente. Il participe à la fois aux activités des Verts et de la Fédération Ecologie, devient membre du bureau national de ce dernier mouvement et publie ses réflexions sur les *Trois Écologies* (Gallimard, 1989), où il montre que l'écologie doit conduire aussi à un changement de rapport à soi et aux autres. Le combat commun est toujours un combat contre l'un, l'autre, l'autoritaire figé, répétitif, donc répressif, en faveur du multiple, des innovations inattendues, des mutations individuelles, passant du microscopique à l'histoire.

Félix Guattari incarnait finalement bon nombre des ambiguïtés et des contradictions d'une certaine vie intellectuelle française et de ses relations à la société présente. Psychanalyste attachant la psychanalyse, il écrit un jour : « Freud avait un génie, de filer la vérité et de passer à côté, puis de combler le vide avec des associations... » Suggérer que cette phrase pourrait bien s'appliquer à lui-même n'est pas faire offense à sa mémoire. C'est, au contraire, un hommage, quand l'air du temps ne sait même plus ce que « filer la vérité » peut vouloir dire.

ROGER-POL DROIT

(1) Titre d'un livre de Félix Guattari consacré aux débuts des années 80 (Éditions Bernard Bataille, 1986).

POINT DE VUE

Des procureurs et de la République

par Michel Vauzelle

L'INSTITUTION judiciaire est au cœur de l'actualité. Il n'est pas de semaines où la nécessité d'une réforme profonde de la magistrature ne soit illustrée avec les aignatures les plus diverses. C'est un des privilèges de la démocratie que de telles interrogations puissent s'exprimer.

Ministre de la justice depuis quelques mois, j'ai eu l'occasion publiquement de dire mon sentiment, notamment à propos des inquiétudes que peut inspirer l'état des relations entre les représentants de la nation et les juges. Je crois toutefois nécessaire de rappeler une nouvelle fois quelques principes.

La justice est à la fois une vertu très populaire et une administration méconnue. Elle suscite donc d'anciennes et vives controverses, alors qu'en raison de sa vocation pacificatrice elle devrait recevoir le soutien d'un large consensus.

Le juge n'est soumis qu'à la loi. L'indépendance du juge est garantie par la Constitution. Elle ne peut se concevoir cependant comme une rupture avec l'État. C'est au nom du peuple que le juge rend ses décisions, appliquant la loi votée par les représentants de la nation.

Après de ce juge indépendant doit siéger un procureur respecté. Ma conviction de chef du parquet est qu'il faut plus que jamais défendre le lien hiérarchique entre le garde des sceaux et le parquet.

Ce lien avait été établi par la République naissante. Il fallait protéger le procureur, défenseur de l'intérêt général, contre les pressions auxquelles il s'exposait de la part de tous les autres pouvoirs, politiques, locaux ou particuliers. Le procureur est ainsi à la fois lié à la volonté de la nation par son lien hiérarchique avec le ministre de la justice, et indépendant par son appartenance à la magistrature. C'est ainsi que le procureur de la République n'a d'instructions à recevoir que du garde des sceaux, à l'exclusion de toute autre autorité ministérielle. J'ai eu récemment l'occasion de réaffirmer cette règle importante devant l'ensemble des procureurs généraux réunis à la Cour de cassation, mais également devant les préfets réunis à l'initiative du ministre de l'Intérieur.

L'autorité du parquet ne peut que gagner à voir se dissiper les ambiguïtés qui pourraient être entretenues sur la nature exacte de son statut et de ses missions. Le procureur ne tire sa légitimité que de la loi.

Défendre cette autorité suppose qu'elle s'exerce dans le respect de l'unité de la République et de la souveraineté nationale. C'est pour-

quoi le chef du parquet doit être responsable devant la représentation nationale.

Couper les liens qui unissent dans notre système les procureurs à la République, par exemple en les constituant en corps autonome sans rapport hiérarchique avec la chancellerie, serait un mauvais coup porté au rôle et au rang de la justice dans l'État républicain.

Il suffit pour s'en convaincre d'observer l'exemple donné par de nombreux pays qui ont bouleversé leur institution judiciaire. La situation italienne illustre tout ce qui peut être perdu à isoler le parquet de la légitimité démocratique.

Les démocrates qui renaisent à l'Est et qui font table rase du système effondré se tournent en ce moment vers nos institutions où la défense de l'intérêt général leur paraît mieux assurée que par le modèle anglo-saxon en raison précisément de la position originale qu'occupe le procureur entre l'État et les juges. Je ne vois pas la manière à désespérer du sort fait au procureur de notre République, au contraire.

Il faut donc conforter notre système. Plus d'indépendance pour le parquet, et c'est le sens de la mise en place de la commission consultative du parquet qui renforce ses garanties statutaires sous la présidence du procureur général près la Cour de cassation. Plus de reconnaissance de la nation à voir ses procureurs de la République travailler à la défense de l'intérêt général dans le cadre des grandes priorités politiques décidées par le peuple et par ses représentants : aujourd'hui notamment la lutte contre la corruption et contre la délinquance en milieu urbain.

Laissons donc le peuple souverain décider, ses élus légiférer, les ministres gouverner, les juges juger et les procureurs veiller à l'application de la loi. La République y trouvera les siens.

Michel Vauzelle est garde des sceaux, ministre de la justice.

□ Une évasion à la maison d'arrêt de Gradišnica. — Un détenu de la maison d'arrêt de Gradišnica (Grande), Patrick Peyras, trente-quatre ans, s'est évadé, samedi 29 août, en sautant les barreaux de sa cellule. Il est ensuite passé sur un toit avant d'atteindre le chemin de fer grâce à une corde. L'alerte a été donnée par un surveillant posté sur un mirador, et un second détenu qui l'accompagnait a pu être rattrapé. Patrick Peyras, qui avait été inculpé dans deux affaires de vol à main armée, était en détention provisoire.

Une dialectique de l'amitié

par le docteur Jean Oury

Avec Félix Guattari, le « jeu » avait commencé il y a bien longtemps, aux alentours de 1945. Il avait une quinzaine d'années, moi une vingtaine. Déjà, une effervescence de questions, d'hypothèses. Il allait dans les « caravanes » organisées par mon frère Fernand, instituteur, pendant l'été. C'est à cette période que je l'ai rencontré, déjà toujours le même. Une sorte de laisser-aller rétro, voulant tout connaître, les mathématiques, la physique, la chimie... Et déjà un questionnement politique concret : Hiroshima, la situation à Madagascar, etc.

C'est un peu plus tard, fin 1950, qu'il est venu très longuement séjourner à la clinique de Seurnery, en Loir-et-Cher. Longues discussions, nocturnes, dialogues interminables. Il avait commencé des études de pharmacie. Ça ne lui plaisait pas du tout. Je lui ai fait un très long programme de lectures... Il s'est mis tout de suite au travail, et je l'ai encouragé à ne pas continuer pharmacie. Il y avait une sorte de « contrat » entre nous. Je concevais la psychiatrie dans son ensemble comme devant articuler concrètement avec ce qui se passe dans le champ social, donc politique. Mais, du fait de

mon travail déjà très prenant dans le domaine « médical » de la psychiatrie, je ne pouvais pas être de plain-pied dans ce champ social, je lui avais donc proposé d'occuper cette place, tout au moins d'approfondir les engagements qu'il avait déjà dans cet « univers ». Il a toujours respecté ce contrat, sans jamais faillir. Bien sûr, comme il se doit dans de tels engagements, il y a eu entre nous quelques discords, mais à la longue suffisamment dialectiques, pour que la continuité de notre « entente » ne soit pas altérée. Potentiel d'amitié, pour commun, et de fidélité.

Il faut dire que le champ politique depuis quarante ans a été d'une grande complexité ; des orages, des déchirements, des apparences plus ou moins éphémères, des désillusions, des engagements enthousiastes... L'émergence de groupes, culturels plus ou moins marginaux, tout un brassage d'idées, de personnes appartenant à des tendances les plus diverses... L'idée de base restait toujours liée à l'inséparable travail d'éclaircissement, de critique des systèmes sclérosés, réifiés. La critique de la psychanalyse de la part de Félix me semblait trop massive, trop réductionniste. Il mettait à profit tout son travail philosophique avec Gilles Deleuze, de très longs échanges, une sorte de « dialectique » de

l'amitié, là aussi, exceptionnelle. Comme au premier jour, tout restait à faire, ne serait-ce que pour lever toutes les ambiguïtés, les méinterprétations médiatiques, à propos de la psychiatrie, de la psychanalyse, de la psychothérapie institutionnelle, etc. Des questions restaient ouvertes à propos des rapports entre l'immanence et la transcendance, en particulier depuis son livre avec G. Deleuze *Qu'est-ce que la philosophie ?* et celui sur la Chaosophie. Controverses qui ne s'arrêtaient que sur un fond de convivialité absolue, sans faille, en dehors de toute prévalence des uns ou des autres.

Félix nous quitte aujourd'hui, brusquement, sans s'être préparé. Nous sommes tous désespérés. Plus de quarante ans d'existence quasi commune, un travail gigantesque qui reste en chantier. Il avait le courage d'exprimer ce qu'il élaborait, dans les journaux, à la télé, à la radio, et dans les pays les plus divers : l'Italie, le Japon, le Brésil, les États-Unis... Le travail sera long pour tout ce qui était en train de s'élaborer. Mais la dual ne fait que commencer.

Le docteur Jean Oury dirige la clinique psychiatrique du château de La Borde à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher).

REPÈRES

CATASTROPHES

Trente-cinq morts et de nombreux disparus en Floride après le passage du cyclone « Andrew »

Le dernier bilan du passage du cyclone tropical « Andrew » sur la Floride, puis sur la Louisiane, dressé dimanche 30 août, s'élève à 35 morts (dont 2 disparus en Floride, 4 en Louisiane et 4 aux Bahamas). Il y aurait encore de nombreux autres disparus en Floride. Quant aux dégâts matériels, ils sont estimés de 15 à 20 milliards de dollars avec 63 000 maisons détruites pour la Floride, entre 400 millions et 2 milliards de dollars et 8 000 maisons détruites pour la Louisiane.

Plus de 20 000 militaires devraient arriver en Floride dans les prochains jours. L'armée devra monter des villages de tentes pour « loger » une perte de 180 000 sans-abri. Elle doit aussi apporter des centaines de milliers de rations alimentaires, des fournitures diverses, notamment des produits anti-moustiques et des médicaments pour lutter contre des gastro-entérites et autres affections. La chaleur (aux environs de 30°C) et les débris qui pourrissent au soleil rendent la situation sanitaire précaire.

Le 29 août, le président Bush avait annoncé que l'Agence fédérale pour les secours d'urgence débloquerait des crédits de 300 millions de dollars, auxquels s'ajoutaient 127,2 millions de dollars de bons alimentaires. La situation est moins difficile en Louisiane, mais les autorités fédérales viennent d'y ouvrir des bureaux d'aide. — (AFP.)

La conjonction de l'activité du Pinatubo et de la saison des pluies menace 50 000 personnes

Des torrents de boue ont à nouveau dévalé les pentes du volcan philippin Pinatubo, samedi 29 août. On déplore huit morts. Plusieurs villages de la région ont été littéralement engloutis, et plus de 50 000 personnes ont dû fuir de chez elles devant la menace d'outres coulées de boue. On estime à 40 villes et à plus de 400 villages le nombre de localités plus ou moins affectées ou menacées par les coulées.

Depuis plusieurs semaines, l'activité du volcan est devenue plus intense : il émet de grandes quantités de cendres, et celles-ci se mêlant avec les eaux des pluies diluviennes, habituelles en saison des pluies mais encore plus abondantes avec le passage de la

tempête tropicale « Polly », pour engendrer de monstrueuses coulées de boue, les lahars, selon le mot indonésien qui désigne ce phénomène redoutable pour tous les volcanologues. « Polly » continue sa course vers Taiwan, mais le typhon « Omar », qui vient de balayer l'île de Guam (dans l'archipel des Mariannes), s'approche maintenant des Philippines.

INTÉRIÈRES

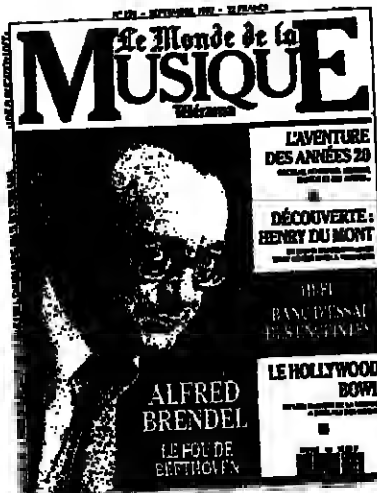
Trois morts sur la Côte d'Azur

Trois personnes — imprudentes — qui se baignaient ou regardaient de trop près la tempête sont mortes noyées, la 30 août, à Nice et à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes). Sur toute la région de la Côte d'Azur, dans la nuit du 29 au 30 août, de violents orages accompagnés de vents très forts et de pluies diluviennes (90 millimètres d'eau en trois heures dans certains endroits) ont provoqué divers accidents, mis des bateaux de plaisance en difficulté, coupé des lignes électriques et des routes secondaires, arraché des arbres, bloqué des alpinistes et des promeneurs dans les environs de Saint-Martin-Vésubie. Les cours d'eau de la région sont en crue.

ALFRED BRENDDEL, LE FOU DE BEETHOVEN

INSPIRÉ. Toujours en quête de la vérité des œuvres, Alfred Brendel remet sur le métier les sonates de Beethoven. Le grand pianiste autrichien dévoile pour vous les secrets de sa méthode. NOUVEAU. En ces années 20, Arthur Schnitzler, Darius Milhaud, Arnold Schoenberg, Béla Bartók, Igor Stravinsky inventaient la musique de notre siècle. Portrait d'une génération éternellement jeune. INSPÉRÉ. Versailles rend son lustre à Henry Du Mont, musicien de Louis XIV, contemporain de Lully, auteur d'oratorios enflammés et de motets recueillis. À la découverte d'un oublié de génie.

Et aussi : l'aventure du Hollywood Bowl ; McCoy Tyner, le pianiste de Coltrane ; hi-fi : les enclentes à 7 000 F ; les derniers festivals de l'été, les disques de la rentrée, les petites annonces.



Le Monde de la Musique : 32 F chez votre marchand de journaux

UNE PUBLICATION LOFT

SOCIÉTÉ

Dans l'attente de solutions à Vincennes, à Montreuil et à La Courneuve

Quatre cents familles de mal-logés campent toujours dans la banlieue parisienne

A l'approche de la rentrée scolaire, plus de quatre cents familles mal logées campent toujours en Ile-de-France, avec plus ou moins d'espoir de rélogement. Des solutions ont été proposées par le préfet de la région, préfet de Paris, M. Christian Sautter, notamment des hébergements d'urgence pour les familles qui ne disposent d'aucun toit. Différentes manifestations, et quelques incidents, à Paris, à Montreuil ou à La Courneuve, ont cependant soulevé à nouveau le déficit de logements sociaux en Ile-de-France. Elles veulent inciter les pouvoirs publics à régler, en particulier par une redéfinition de la notion de réquisition.

Un premier campement de familles mal logées s'était installé, l'été 1990, place de la Réunion, dans le 20^e arrondissement de Paris. Un autre investissait, en 1991, le quai de la Gare dans le 13^e. Cet été, les manifestations spectaculaires de sans-logis se sont multipliées et étendues à la banlieue.

Sur l'esplanade du château de Vincennes, premier théâtre des actions de cette année, l'indifférence a succédé à l'émotion qu'avait su créer l'abbé Pierre en faveur d'une minorité de familles mal logées. Ni la municipalité de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), qui a conduit en mai

dernier les premiers occupants du camp sur ce territoire de la Ville de Paris, ni le Conseil des Maires de France, qui a ensuite cherché à unifier leur protestation, ne semblent plus contrôler le mouvement aujourd'hui. Quant à la préfecture de Paris, elle se dit toujours prête à reloger les trente-cinq familles recensées « sans domicile », y compris les expulsés, mais n'a pas de solution pour ceux qui s'estiment mal logés.

An campement de Vincennes, plus le temps presse, plus l'équation du rélogement devient insoluble. Parmi de quelques dizaines de mois de juin, le nombre des familles mal logées atteindrait plus de trois cent cinquante aujourd'hui. Parmi elles, certaines cherchent surtout à bénéficier d'un logement social. Actuellement, la principale tâche des pouvoirs publics consiste à distinguer l'éventuelle manipulation des réels cas de détresse.

Suite au coup d'éclat de l'abbé Pierre qui, élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur, avait déclaré, le 14 juillet, qu'il cessait de « porter l'injustice », deux immeubles ont été réquisitionnés à la demande du gouvernement (le Monde du 17 juillet). L'Assistance publique pourrait en fournir un troisième, rue Rondelet (12^e). Néanmoins, ces solutions ne concernent que les « sans-logis », c'est le cas de trente-cinq familles recensées comme telles à Vincennes et d'autres, qui seraient aussi au nombre de trente-cinq environ, recueillies dans des églises parisiennes depuis le début de l'été.

Ce deuxième groupe, a été pris

en charge par les organisations caritatives. Ennatis en tête. Les églises catholiques et protestantes s'étaient engagées à les accueillir jusqu'au 23 août, puis ont accepté que la situation soit prolongée jusqu'au 1^{er} septembre, dans l'attente d'un accord qui devrait intervenir prochainement entre la préfecture de Paris et les familles. La plupart d'entre elles ont été rassemblées pour le moment dans un local à côté d'un temple protestant, rue Olivier-Noyer (14^e).

La préfecture de région n'est plus seule à devoir trouver des logements de fortune. Dans les départements de la banlieue parisienne, les dossiers sont directement gérés par les mairies. L'un des plus délicats concerne La Courneuve en Seine-Saint-Denis. Les seize familles qui, depuis quelques jours, campent devant la mairie, avaient mené une grève des loyers à la Cité des 4 000 pendant plus de trois ans. Aujourd'hui, elles réclament un réajustement de leur dette, plus qu'un rélogement à proprement parler.

150 000 personnes à reloger

A Montreuil (Seine-Saint-Denis), la municipalité a négocié ces derniers jours avec les associations pour régler le cas de vingt-cinq familles expulsées sur son territoire le 28 juillet. Certaines ont déjà été rélogées. D'autres devront se contenter de solutions provisoires du type Alpege, du nom des baraquements de chantier qui peuvent pallier quelque temps le manque structurel de logements à Paris.

Devant la différence croissante entre le nombre d'habitants et de logements disponibles à Paris, les associations sont, au fil des années, de plus en plus combattives. Certes, le dernier recensement INSEE de 1990 indiquait que 309 000 logements étaient vides dans la capitale et en banlieue, mais ce chiffre comprenait les appartements en cours de location ou de vente ou en travaux. En réalité, la demande insatisfaite ne cesse de croître et l'urgence d'une relance de la construction se fait sentir. En région parisienne, 150 000 personnes sont inscrites sur le fichier des mal-logés.

Dans une interview publiée par Politis, M^{me} Marie-Noëlle Liemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, affirme qu'elle « pense obtenir des crédits supplémentaires sur 1992 pour relancer le plan Rocard et redistribuer des PLA (plans locaux d'aide, nouvelle appellation des HLM) vers l'Ile-de-France, là où sont les urgences ».

Outre les constructions de logements, la procédure de réquisition est également en cause. La loi Beson, votée en 1990, permet aux préfets de réquisitionner des logements en cas d'urgence et sous certaines conditions, « dans le respect du droit de propriété ». Mais aujourd'hui, au ministère du logement, on s'interroge sur l'efficacité de cette procédure « d'urgence » qui peut durer jusqu'à six mois. L'éventualité d'un aménagement de la loi n'est pas écartée.

GUILLAUME CLÉMENT

Un été sous la tente

21 mai. - Quelques dizaines de familles, pour la plupart marseillaises, s'installent sur l'esplanade du château de Vincennes. Certaines viennent à l'aide de ceux affectés par la municipalité (PCF) de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Leur nombre atteindra plus de trois cent cinquante au cours de l'été.

24 mai. - Incidents entre la police et les mal-logés sur l'esplanade du château de Vincennes. Le maire de Fontenay-sous-Bois, M. Louis Bayeurt, doit être hospitalisé.

27 mai. - La préfecture de Paris propose différents sites autour de la capitale pour reloger les occupants de Vincennes.

4 juin. - Cinq à six cents personnes participent à une manifestation de solidarité avec les mal-logés, à l'appel du Comité des Maires de France. Parmi

eux, plusieurs élus du PCF, des Verts et de Génération Ecologie.

18 juin. - M. Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France, définit deux préalables au rélogement des familles de Vincennes : une « information fiable » sur leur nombre, leur identité, leur composition, et l'acceptation par elles des « hébergements provisoires, mais très corrects » qui leur ont été proposés.

27 juin. - Une vingtaine de mal-logés s'installent devant un immeuble du vingtième arrondissement. La police intervient.

8 juillet. - Des familles de Melleins, qui occupent depuis trois semaines, chaque après-midi, la mairie de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) sont évacuées par la police.

28 juillet. - 25 familles marseillaises, cap-verdiennes et

françaises - sont expulsées d'un hôtel meublé de Montreuil (Seine-Saint-Denis).

29 juillet. - A Vincennes, des incidents opposent certains Melleins aux riverains. Quatre personnes, dont deux policiers, sont légèrement blessées.

7 août. - La municipalité (PCF) de Montreuil réage provisoirement les expulsés dans un groupe scolaire.

18 août. - Mgr Lustiger, archevêque de Paris, s'inquiète de la situation des familles « hébergées de façon précaire depuis plus d'un mois et demi par huit paroisses de Paris ».

18 août. - Seize familles sont expulsées à La Courneuve. Elles s'installent devant la mairie.

24 août. - Les expulsés de Montreuil doivent quitter leur logement provisoire et plantent un camp devant la mairie.

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Belgique de formule 1

La longue patience de Renault

En gagnant le Grand Prix de Belgique de formule 1, dimanche 30 août sur le circuit de Spa-Francorchamps, le jeune Allemand Michael Schumacher (Benetton-Ford) a obtenu la première victoire de sa carrière, un an après ses débuts en formule 1. Grâce à la deuxième place de Nigel Mansell et la troisième de Riccardo Patrese, Williams-Renault est désormais assuré du titre de champion du monde des constructeurs, à quatre Grands Prix de la fin de la saison. Quinze jours après le sacre du pilote britannique, Renault obtient ainsi un deuxième succès pour son 200^e Grand Prix, quinze ans après ses débuts en formule 1.

SPA

de notre envoyé spécial

C'était en juillet 1987. Une voiture jaune et noire faisait ses débuts sur le circuit de Silverstone, provoquant l'hilarité générale à cause de sa fâcheuse tendance à transformer ses moteurs en fumées et boillonnements. Dimanche, les rires de la voiture de Nigel Mansell ne paraissent plus à rire. Un ennui d'échappement coûtait au nouveau champion du monde sa neuvième victoire de la saison. Mais il n'empêchera pas Williams-Renault d'obtenir le titre de champion du monde des constructeurs. A une époque où les pilotes de premier plan n'hésitent pas à s'investir publiquement pour s'asseoir dans les meilleurs haquets, avoir sans pitié, c'est bien la voiture qui fait le champion, cette récompense-là ne fait plus figure de consolation.

Dans le stand Williams, les hommes-jeune-pouvant se mêler aux bleus. Les motoristes de Renault échangeaient de sobres félicitations avec les mécaniciens de l'écurie anglaise. C'est qu'en quinze années tant s'est changé. Renault doit aujourd'hui partager ces titres que la firme n'avait jamais pu obtenir seule. En espérant que sa gloire n'en soit pas réduite de moitié pour autant. « Les retombées de la formule 1 portent surtout sur l'image institutionnelle de la marque, explique Christian Costen, le directeur général de Renault-Sport, à la différence des rallyes qui influent directement sur l'image des produits. Toutes nos enquêtes montrent que notre rôle de motoriste suffit à donner une virilité technique à notre entreprise ». A l'appui de cette théorie, les responsables français citent tous l'exemple de Honda. La firme japonaise n'a-t-elle pas bénéficié d'énormes retombées médiatiques, alors qu'elle se contente également de la fabrication des moteurs ?

« En revenant à notre rôle de motoriste, nous avons surtout retrouvé notre vocation, dit Bernard Dudot, directeur technique et « père » des moteurs Renault depuis le début de l'aventure en formule 1. Nous possédons le personnel et les techniques nécessaires à portée de la main, alors qu'il nous faudrait au moins cinq années pour mettre au point une voiture complète. De plus, dans la formule 1 actuelle, il est devenu très difficile de pouvoir tout faire, comme le prouvent les problèmes rencontrés par Ferrari. Nous nous sommes donc adressés aux meilleurs fabricants de châssis du monde, qui restent tout de même les écuries anglaises ».

Les leçons du passé

Tout se passe en fait comme si le succès actuel de la firme française était nourri des erreurs passées. Comme si, dans sa longue patience et dans ses échecs successifs, Renault avait réussi à se forger une maturité. La première erreur se situe aux alentours de l'année 1982. Les sarcasmes contre la « théorie jeune » ont déjà été écopés par les premiers victoires. Renault est en passe d'imposer la technologie du turbo, que la firme avait implantée en formule 1. « Il nous a alors manqué le coup de pouce financier, quelques investissements supplémentaires pour que nous remportions le titre mondial », explique Bernard Dudot. L'action de l'écurie semble surtout entravée par des pesanteurs administratives, des lenteurs dans les décisions,

dans un sport qui ne récompense que la vitesse. Contre ce travers, les responsables de Renault-Sport ont mis en place, autour de Bernard Dudot, une véritable « équipe commando » d'environ cent-trente personnes. Une équipe structurée de telle manière que les temps de réponse des hommes ressemblent à ceux des moteurs. Ainsi lorsque la fédération internationale (FISA) s'est aperçue que les courses devenaient monotones et a décidé d'imposer l'essence au commerce, il n'a pas fallu plus d'une semaine aux ingénieurs d'ER et aux mécaniciens de Renault-Sport pour adapter les nouveaux carburants imposés aux moteurs. L'équipe bénéficie en outre du soutien financier indéfectible de la firme, dont l'investissement en formule 1 dépasse désormais le million du budget général de l'entreprise.

Après l'échec de justesse de 1983, Renault avait peu à peu changé de stratégie en fournissant des moteurs à d'autres écuries (1). C'est à cette période que remonte la deuxième erreur : celle de n'avoir pas su tirer des liens assez étroits avec les partenaires choisis. Le compagnon idéal, Renault l'aura finalement trouvé après deux ans de réflexion, avec l'écurie de Frank Williams. « J'ai fréquenté beaucoup d'écuries », dit Bernard Dudot, « et Williams est de loin celle avec laquelle j'ai eu la meilleure entente technique. Hors des périodes de Grand Prix ou d'essais, malgré l'isolement géographique, j'ai parfois l'impression que nous sommes plus proches d'eux que lorsque l'usine des châssis de Renault était séparée de l'usine des moteurs par quelques kilomètres. Nous communiquons par fax en permanence, les nouveaux plans, les projets. Seront, personne n'osait tirer la couverture à soi : nous travaillons dans une transparence absolue ». « Je téléphone tous les jours à Frank Williams, pour qui j'ai la plus grande admiration », dit Christian Costen. Nous en sommes arrivés à un tel stade de complicité que je ne dis parfois que nous formons la même entité, et que nous omissions que nous ne faisons pas partie de la même entreprise ».

Union parfaite

C'est de cette union parfaite, qui devrait se prolonger au-delà de la fin du contrat, en 1993, qu'est née la domination écrasante de cette saison. D'autant plus dans la corbeille de mariage, Bernard Dudot a glissé le plus beau des cadeaux : un moteur puissant, mais assez discret pour mettre en valeur les qualités du châssis Williams. « Pendant les deux années où nous avons quitté les circuits, j'ai consulté des fabricants de châssis pour leur demander quel serait leur moteur idéal. Ils m'ont tous répondu un V 10 à angle fermé. Moins prestigieux que les V 12 qu'arboraient Ferrari et Honda, ce moteur s'adapte parfaitement au châssis des Williams, qui s'amènent en dot sa suspension active. Les objectifs de fiabilité, fixés dès 1989 par Patrick Faure, le président de Renault-Sport, pour que la compétition participe à l'amélioration générale de l'image de la marque, ont été largement atteints. Sur les cinquante-deux derniers dépassements, la firme ne peut déplorer qu'un seul moteur cassé.

Mais pour Renault, ce moteur sans défaut pourrait se transformer en boomerang. La linte des meilleurs pilotes pour se l'approprier a monopolisé l'attention médiatique par la suite au détriment des victoires de l'entreprise. Après les déclarations d'Ayrton Senna (le Monde daté 30-31 août), un silence gêné régnait chez les responsables français, qui n'ignoraient pas les rumeurs sur le rôle qu'ils jouent pour favoriser Alain Prost. Si le motoriste n'y prenait pas garde, ces bruits, et leurs répercussions négatives, pourraient finir par effacer rapidement les traces de victoires si longues à se dessiner.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Après ses débuts en 1977, Renault a construit des voitures complètes jusqu'en 1985, tout en commençant à fournir des moteurs à d'autres écuries (Lotus, puis Ligier et Tyrrell) à partir de 1983. En 1986, la firme se contente de ce rôle de fournisseur, avant d'annuler, à la fin de la saison, la suspension de sa présence en F1. Après une absence de deux ans, Renault revient, pour la saison 1989, comme partenaire de Williams, puis comme fournisseur de Ligier, début 1992.

A partir de 64 500 F*
Et pourtant, une Renault 19 ça n'a pas de prix.



NOUVELLE RENAULT 19 nouvelle pour longtemps.

Evidemment, il a bien fallu donner un prix à la Nouvelle Renault 19. Ses nombreux avantages sont pourtant inestimables : nouveaux appuis-tête avant réglables en hauteur, lunette arrière chauffante, projecteurs halogènes H4, protections latérales et boucliers aérodynamiques, rétroviseurs réglables de l'intérieur, ceinture de sécurité réglable en hauteur, feux arrière de recul. Bien sûr, il y a encore beaucoup d'autres avantages qui rendent la Nouvelle Renault 19 aussi précieuse, ceux-là, nous vous les laissons les découvrir. Modèle présenté : Nouvelle Renault 19 RT 1.8 avec optique (toit ouvrant électrique, appuis-tête AR). Prix 104 220 F.* Renault 19 RL 1.4 3 portes. Prix tarif au 1^{er} juillet 1992. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DACC votre financement.



RENAULT LES VOITURES A VIVRE

SPORTS

La longue patience de Renault

SPORTS

La ruée vers l'Orient

Le départ du premier rallye automobile Paris-Moscou-Pékin, sur les traces de la Croisière jaune, est donné mardi 1^{er} septembre

L'aventure avait commencé par un défi. Le 31 janvier 1997, le quotidien *Le Matin* s'interroge : « Se trouvera-t-il un homme courageux et hardi dont la voiture vaillante aura une douzaine de peuples pour spectateurs ? Quelqu'un qui accepte d'aller, l'été prochain, de Pékin à Paris en automobile ? Ce serait l'épreuve de résistance la plus gigantesque que des véhicules à moteur aient jamais affrontée, sur un parcours de 16 000 kilomètres. » Une bonne vingtaine de candidats se déclarent aussitôt intéressés, dont le marquis de Dion-Bouton qui commente : « C'est du Jules Verne, mais rien n'est impossible. »

Au matin du 18 juin, le jour de la caserne Voiron, à Pékin, décorée de drapeaux français et d'une bannière souhaitant « Bon voyage au Pékin-Paris automobile », accueille les cinq voitures finalement engagées dans cette odyssée : l'Italia (4 cylindres développant 40 chevaux) du prince Scipion Borghèse, la Spykar (4 cylindres, 15 chevaux) de Charles Godard, deux De Dion-Bouton (2 cylindres, 10 chevaux) pilotées par Georges Cormier et Victor Collignon et le tri-cyclo à moteur Continental (1 cylindre deux temps, 6 chevaux) d'Auguste Pons.

Si l'initiative de ce premier raid du sport automobile balbutiant avait été approuvée par le Wai Pou, le grand conseil qui dirigeait la Chine avec l'impératrice douairière Ci Xi (l'« ou Hsi »), par le dalaï-lama, intéressé par le passage des mécaniciens pour réparer la panne de sa voiture américaine, ou encore par le tsar Nicolas II, qui avait même décidé d'exempter les concurrents de « tous droits de douanes et vexations administratives », la traversée de l'Asie et de l'Europe à l'aube du vingtième siècle relevait encore de l'épopée.

« Volontés de fer et hommes de boue »

Sept ans plus tôt, les légions étrangères de Pékin avaient été assiégées pendant cinquante-cinq jours par les Boxers en révolte, les premiers troubles révolutionnaires étaient apparus en Russie, les bandes armées incontrôlées et la famine des populations dans la plupart des contrées traversées, pouvaient, à tout instant, mettre en danger les aventuriers. La solidarité entre concurrents faisait d'ailleurs l'objet de l'article premier du règlement : « Le voyage se fera de conserve, les pilotes se prêteront assistance mutuelle jusqu'à la frontière allemande. »

Pour les cinq pionniers, la première épreuve a d'abord été celle

du climat. La saison des pluies a transformé les pistes autour de Pékin en bouillottes. Des chevaux et une armée de coolies aident la progression des lourdes machines (l'Italia pèse plus de 2 tonnes). Le 17 juin, une semaine après le départ, les « volutes de terre » et les « hommes de boue » décrits par Jean du Taillis, reporter du *Matin* et commissaire de course à bord de la Spykar, n'ont parcouru que 321 kilomètres. Il leur reste encore près de 15 000 kilomètres à faire.

Loin de cerner les cinq équipages, ces épreuves apportent les premières nouvelles dans le solitaire qu'ils s'étaient juré. Abandonnés en panne dans le désert de Gobi, Auguste Pons et son mécanicien Oscar Foucault seront sauvés après cinq jours d'angoisse par des cavaliers mongols. Les d'étendre ses concurrents disposant de voitures moins puissantes, et beaucoup mieux préparés à cette expédition grâce à ses relations de diplomate et d'explorateur scientifique, le prince Borghèse décide bientôt de faire cavalier seul.

Un lien symbolique

Coïncé entre les bidons d'essence à l'arrière de l'Italia, Luigi Barzini, envoyé spécial du *Corriere della Sera* et du *Daily Telegraph*, peut relater la chevauchée fantastique du prince. Leur attaque, de nuit, par une tribu de Bouziats dispersée par l'apparition opportune de cavaliers mongols. L'utilisation du ballast du chemin de fer pour contourner le lac Balkash. Les pèges de boue dans la traversée de la Sibérie. Le passage entre l'Asie et l'Europe, dans l'Oural, le 18 juillet. L'arrivée à Moscou le 27, suivie de trois jours de festivités avant d'entreprendre la marche triomphale sur Paris.

Le 10 août, la grande foule parisienne, massée tout au long du parcours jusqu'au siège du *Matin* sur la grande boulevard, accueille le prince Borghèse en premier héros de l'aventure automobile. Cinquante-trois, vingt de moins que ses trois poursuivants, lui ont suffi pour établir ce lien symbolique entre l'Orient et l'Occident, entre les civilisations millénaires de l'« Empire du milieu » et l'Europe qui, en développant son industrie naissante, aspire à un rayonnement universel.

Il faudra attendre la Croisière jaune d'André Citroën, en 1931-1932, pour qu'une autre expédition automobile se risque dans ces contrées. La révolution russe a, entre-temps, fermé l'accès de la Chine par le Turkestan. Georges-Marie Haard, vice-prési-

dent de Citroën et chef de l'expédition, décide donc que les deux groupes d'autochenilles « Pami » et « Chine », partis respectivement de Beyrouth et de Tianjin (Tien-tsin), le port de Pékin, les 4 et 6 avril, traverseront le Liban, la Syrie, l'Irak, la Perse, l'Afghanistan, le Pakistan et le Cachemire avant de faire leur jonction à Kashgar, à l'est de la chaîne du Pamir.

Les difficultés surmontées par la Croisière jaune sont entrées dans la légende. Détourné de l'itinéraire prévu après l'Afghanistan par une

contrée. L'un d'eux, le maréchal King, retiendra le convoi pendant près de trois mois dans le Xinjiang. Jusqu'à ce que Citroën lui expédie trois autochenilles équipées de radios, exigées en rançon.

Lorsque ce groupe, rejoint entrecoupé par Georges-Marie Haard, pourra reprendre sa route vers Pékin, il lui restera encore à traverser le désert de Gobi en plein hiver avec des moteurs tournant toute la nuit pour ne pas geler, à repousser de nouvelles attaques de bandits de grands chemins, avant de rallier

pour faire renaitre cette épreuve mythique.

La puissante holding japonaise Mitsubishi corporation a été la première à aborder en créant la MAPS, une société à responsabilité limitée française, chargée de la gestion et de l'organisation. Envisagé pour 1990, le premier Paris-Moscou-Pékin n'avait pas survécu à la répression de la place Tiananmen et au gel des échanges sportifs et culturels qui avait suivi. L'an dernier, à douze jours du départ, le putsch des conservateurs, le 19 août à

contraint à un compromis sous la pression de Citroën.

Malgré l'attrait de ce parcours mythique empruntant les grandes steppes russes, les routes de la soie jalonnées de villes témoins d'un riche passé comme Boukhara ou Kashgar qui avaient émerveillé Marco Polo, les traces de la Croisière jaune dans le désert de Gobi avant de longer la Grande Muraille de Chine, le Paris-Moscou-Pékin n'a pas réuni le nombre de concurrents défavorable au démarrage des budgets publicitaires.

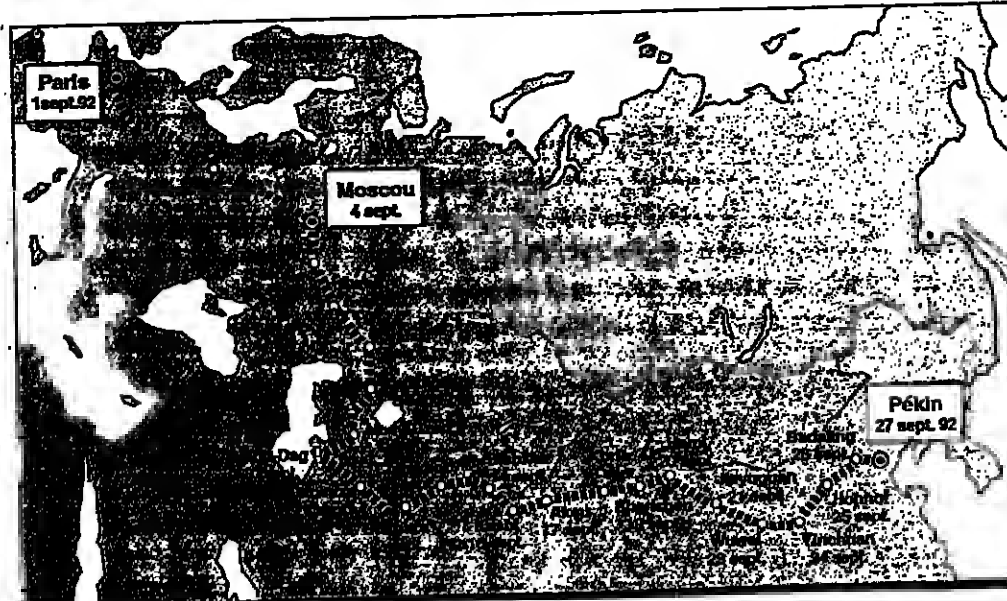
Duel franco-japonais

Pour aligner cent cinquante-quatre équipages au départ, mardi 1^{er} septembre sur la place du Trocadéro à Paris, à partir de 20 heures, René Metz et 400 autres son épreuve aux moteurs (2x-esp), mais une seule équipe officielle, Yamaha motor France, avec Stéphane Penarhens, le vainqueur du Paris-Le Cap, et Thierry Magnaldi et composer avec les grandes marques pour le transport de quelques mécaniciens aéropontés et la mise en place de trois points de stockage de matériel à Novy-Uzen, Bishkek et Jayugan.

Ce compromis a permis l'adhésion de Citroën qui n'avait pourtant pas attendu cette épreuve pour manifester son intérêt pour la Chine avec la Croisière jaune et, plus récemment, la réalisation du film de lancement de l'AX roulant sur la Grande Muraille, l'opération Dragon qui avait permis en 1986 à cent quarante jeunes Européens de parcourir plus de 4 000 kilomètres entre Shenzhen et Pékin et, surtout, l'ouverture cette année à Xianjing d'une usine d'assemblage de ZX.

L'itinéraire de 16 082 kilomètres (5 782 en onze secteurs sélectifs chronométrés dans la traversée de la CEI et neuf en Chine) entre Paris et Pékin offre à la marque française l'occasion d'une revanche après sa déconvenue du Paris-Le Cap. Sur un parcours plus roulant que les déserts et les pistes africaines, lutte pour la victoire finale devrait, une nouvelle fois, se résumer à un duel franco-japonais. Mitsubishi ellipse cinq Pajero confiée aux Français Bruno Saby et Jean-Pierre Fontenay, à l'Allemand Erwin Weber et au Japonais Kenjiro Shinokawa. Citroën a engagé cinq ZX pilotées par la Suédoise Sjörm Waldegerd, le Finlandais Timo Salonen et les Français Pierre Larigue, Alain Ambrosino et... Hubert Auriol, vainqueur du Paris-Le Cap avec les Japonais.

GERARD ALBOUY



révolte de tribus Ouzbeks, le groupe « Pami » doit passer en Mongolie par les cols himalayens de Radjangan (3 590 mètres) et de Bourzi (4 208 mètres) recouverts de plusieurs mètres de neige. La progression des autochenilles est stoppée à Gijit, dans la vallée de l'Indus. C'est à cheval qu'une équipe réduite poursuivra sa route à travers les monts Karakoram par les cols de Kilk (4 750 mètres), de Valchidjir (4 920 mètres) et d'Ouloug Rabat (4 230 mètres) avant de rallier Aksou.

Les problèmes rencontrés par le groupe « Chine » sont d'un autre ordre. Le Kuomintang, qui a provoqué la chute de la dynastie mandchoue vingt ans plus tôt, est en lutte avec les communistes rassemblée autour de Mao Zedong. Tchiang Kai-chek, qui dirige le Kuomintang, a donné son accord à l'expédition mais ne contrôle pas les « seigneurs de guerre » qui profitent de cette lutte pour faire régner leur loi sur certaines

la capitale chinoise le 12 février 1932, après dix mois d'expédition. Epuisé par une pneumonie, Georges-Marie Haard ne pourra revenir en France et mourut à Hong-kong le 16 mars.

Reporté pour cause de putsch

Les difficultés à surmonter sur le terrain, l'instabilité géopolitique du Proche et du Moyen-Orient et, surtout, la mise en place en URSS puis en Chine de régimes commu-

Moscou, avait entraîné le report d'un an.

Malgré l'éclatement de l'ex-URSS, les nouvelles négociations menées avec les six Républiques de la CEI traversées (Biélorussie, Russie, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan et Kirghizie) n'ont pas sensiblement modifié le parcours prévu en 1991. Les principales retouches apportées (utilisation des voies de circulation normales et des aéroports pour les assistances non engagées dans la course) sont liées à l'évolution du règlement sportif.

Directeur de l'épreuve, René Metz, trois fois vainqueur du Dakar (1981, 1984 et 1986), dont il a aussi été le directeur de course en 1987 et 1989, souhaitait un « retour aux sources » avec l'interdiction des assistances aéropontées pour les grandes marques et l'organisation de bivouacs plus conviviaux loin des villes et de leurs hôtels. Les impératifs économiques et médiatiques l'ont

La double consécration

Le sport automobile français n'avait jamais été à pareille fête. Le même dimanche où Renault obtient, avec l'écurie Williams, son premier titre de champion du monde des constructeurs en formule 1, Peugeot devenait à Suzuka champion du monde des constructeurs de voitures de sport et voyait ses deux pilotes, le Britannique Derek Warwick et le Français Yannick Dalmeida également couronnés.

Si le résultat de Renault est le fruit de quinze ans d'efforts en formule 1, celui de Peugeot reflète plutôt une reconversion réussie après deux titres mondiaux obte-

nus en rallyes (1985 et 1986) avec la 205 turbo 16 et quatre victoires dans le Paris-Dakar (de 1987 à 1990). Deux années ont suffi au constructeur de Sochaux pour remplir ses objectifs fixés lors du choix du championnat des voitures de sport : remporter les 24 Heures du Mans et le titre mondial. La seule regrettable pour Peugeot a été la désengagement de Jaguar et de Mercedes dans une discipline qui devait concerner quelques-uns des plus grands constructeurs mondiaux.

Le manque de retombées médiatiques entraîné par le faible nombre d'engagés pourrait inciter le constructeur de Sochaux à s'intéresser désormais à la formule 1,

où il rejoindrait Renault. « Peugeot participera à la course automobile au très haut niveau avec des voitures construites entièrement par nous », a confirmé à Suzuka M. Frédéric Saint-Gours, directeur général de Peugeot.

Le plus symbolique dans les victoires de Renault et de Peugeot est peut-être qu'elles ont été obtenues contre les constructeurs japonais qui utilisent depuis plusieurs années le sport automobile comme far de lance de leur industrie. Renault a mis fin à six ans de règne ininterrompu de Honda en formule 1 tandis que Peugeot a dominé Toyota, le premier constructeur nippon.

G. A.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Grand Prix de Belgique de formule 1

1. M. Schumacher (A1, Benetton Ford), les 306,8 km en 1 h 36 mn (moyenne : 191,5 km/h) ; 2. N. Mansell (G-B, Williams Renault) à 26 s ; 3. R. Patrese (Ita, Williams Renault) à 43 s ; 4. M. Brundle (G-B, Benetton Ford) à 48 s ; 5. A. Senna (Bré, McLaren Honda) à 1 mn 8 s ; 6. M. Hakkinen (Fin, Lotus Ford) à 1 mn 10 s.

Championnat du monde des pilotes : 1. N. Mansell, 88 pts ; 2. R. Patrese, 44 ; 3. M. Schumacher, 43 ; 4. A. Senna, 38 ; 5. G. Berger (Aut), 24 ; 6. M. Brundle, 21.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault, 142 pts ; 2. Benetton-Ford, 64 ; 3. McLaren-Honda, 60 ; 4. Ferrari, 16.

FOOTBALL

Championnat de France Première division (Quatrième journée)

Le Havre et Monaco... 0-0
Lyon et Saint-Etienne... 1-1
Lille et Valenciennes... 2-0
Paris-SG et Caen... 1-0
Toulouse et Strasbourg... 1-1
Metz et Sochaux... 2-2
Lyon et Marseille... 1-0
Toulon et Montpellier... 1-0
Auxerre et Bordeaux... 1-1
Nîmes et Nantes... 1-0

Classement : 1. Paris-SG, 8 pts ; 2. Auxerre, Montpellier, Nantes et Marseille, 6 ; 3. Monaco et Strasbourg, 5 ; 4. Metz, Le Havre, Saint-Etienne, Bordeaux, Lille, Toulon et Sochaux, 4 ; 5. Lens, 3 ; 6. Caen, Lyon et Nîmes, 2 ; 7. Toulouse, 1 ; 8. Valenciennes, 0.

ATHLÉTISME

La 31^e record du monde de Sergueï Bubka

Moins d'un mois après son échec aux Jeux olympiques de Barcelone où il n'avait pu franchir la moindre barre, l'Ukrainien Sergueï Bubka a battu, pour la 31^e fois (15 fois en plein air et 16 fois en salle) depuis 1984, le record du monde du saut à la perche, dimanche 30 août à Padoue. Après avoir débüté à 5,60 mètres, il a franchi 6,12 mètres au premier essai, améliorant d'un centimètre son précédent record établi au mois de juin à Dijon. L'Ukrainien, espère désormais profiter de la réaction de Tatin qui clôturera la saison estivale, vendredi 4 septembre, pour porter son record en plein air au niveau de son record en salle (6,13 mètres).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 520 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Breuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprise, M. Jacques Lescaume, gérant.

15-17, rue du Café-Picard-Avia 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. : 46-62-79-71 - Société Éditrice de la SARL Le Monde et de Médiatex et Régie Europe SA.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaume, président Michel Croc, directeur général Philippe Dupuis, directeur

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Corporat 30-15 - Taper LEMONDE ou 30-15 - Taper LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BREUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc. : 281.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-23-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 630 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 19
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مركز من الإصحاح

14 La Monde • Mardi 1^{er} septembre 1992 •

Le Monde

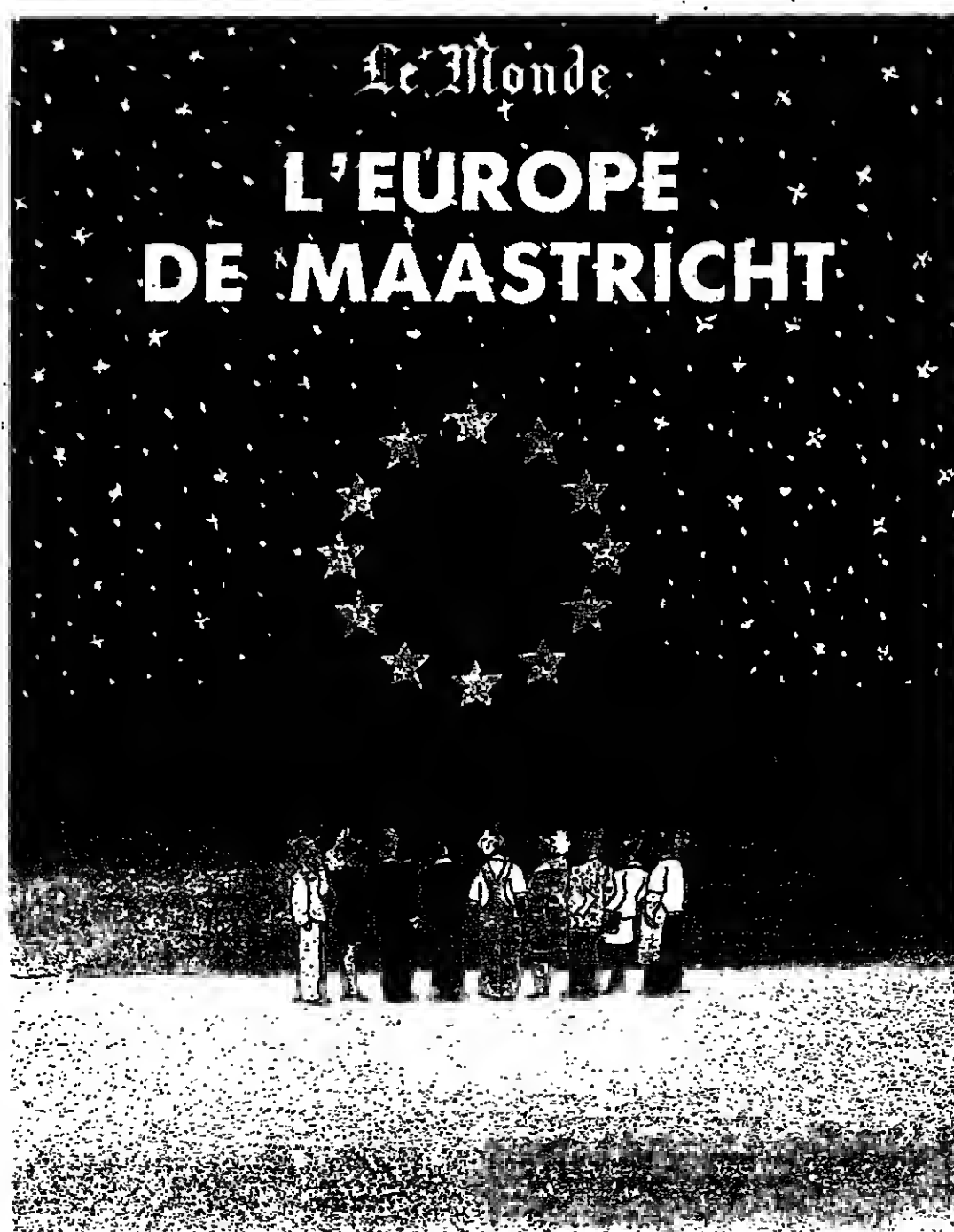
HORS-SÉRIE

L'EUROPE DE MAASTRICHT

En des États-nations ou suite logique du processus d'intégration européenne commencé il y a 40 ans ? L'Europe de Maastricht a ses fidèles, elle a aussi ses adversaires. Les uns et les autres plaident avec la

même fougue. L'opinion est troublée.

Pour présenter les données essentielles du traité signé le 7 février par les Douze, *Le Monde* publie un numéro hors-série de *Dossiers et Documents*



Un dossier indispensable pour mieux comprendre l'avenir de l'Europe.

BON DE COMMANDE : L'EUROPE DE MAASTRICHT

Nom : Prénom : France (métropole uniquement). Nombre d'ex.....X 31 F (port inclus) = F
Adresse : Dom-Tom et étranger. Nombre d'ex.....X 35 F (port inclus) = F
Code postal : Localité : Bulletin à découper et à envoyer avec votre règlement à
Pays : « Le Monde » : Service vente au numéro 15, rue Falguière 75501 Paris Cedex 15 (France).
Pour être servi, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque postal ou bancaire.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 25 F

CULTURE

RENTÉE DES ARTISTES

Duo d'amour et de tumulte

Zizi Jeanmaire retrouve le théâtre au côté d'un grand de la scène, Michel Duchaussoy



Zizi Jeanmaire et Michel Duchaussoy

JOURHANDEAU ET LA BELLE EXCENTRIQUE ou Théâtre Montparnasse

Pour, une peur bleue, de celle qui vous rend plus belle et plus forte. Cette fois-ci, il va s'agir de parler, de dire. Oh! bien sûr, Zizi Jeanmaire connaît la scène, elle sait tout des secrets du théâtre, ici, à Paris, et dans le monde entier. Construisant sa carrière comme d'autres leur maison, au cœur du village parisien, elle a dansé, elle a chanté, sur les cinq continents; et fait du théâtre, une fois. Elle fut la Dame de chez Maxim's, tous les soirs, cinq cents soirs de suite, au Palais-Royal.

Zizi Jeanmaire voulait depuis longtemps se mesurer à nouveau au théâtre, aux mots du théâtre. « J'ai lu beaucoup de pièces mais

elles ne me plaisaient jamais », confie-t-elle dans les coulisses du Théâtre Montparnasse où, une nouvelle fois, elle a décidé « de se lancer ». « Je sais que c'est un risque mais j'aime le risque. Ça ne fera jamais qu'un de plus. » Pour se rassurer, elle a lié une nouvelle fois son sort à celui de son mari, Roland Petit; lui s'est immergé dans le journal de Marcel Jouhandeau comme d'autres entrent en transe, pris de passion, et a demandé à Jean-Pierre Grédy d'écrire une pièce qui mettrait en scène l'écriture prolifique et son orgueilleuse compagne, Elise. Michel Duchaussoy est venu les rejoindre.

« J'avais rencontré Roland Petit chez Méréchal, à Marseille. Il avait ce projet en tête depuis plusieurs années. On a fait quelques lectures, attendu un an et demi et le projet est devenu spectacle », dit l'ex-sociétaire de

la Comédie-Française qui, depuis bientôt dix ans, sert les répertoires classiques et contemporains avec une gourmandise, une intelligence, tout le talent d'un acteur complet. L'un des plus strits décadentisme des scènes françaises. La voilà donc Marcel, amoureux fou des femmes, et pas seulement de la scène, pour une aventure tumultueuse à deux. « C'est beaucoup plus agréable de travailler en duo. Quand on va au théâtre le soir, on sait qu'on n'aura pas un moment pour souffler, on sait qu'il faudra faire quelque chose de... » «... consistant », conclut Zizi Jeanmaire au fil volant le mot dans un sourire.

OLIVIER SCHMITT

► A partir du 10 septembre. Du mardi au vendredi à 21 heures. Matinées le samedi à 18 h 30 et le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 230 F.

THÉÂTRE

Quand le spectateur tient la vedette

« Eclat 92 », le rendez-vous annuel des meilleures compagnies de théâtre de rue

AURILLAC

de notre envoyé spécial

Le « théâtre de rue » a son rendez-vous de prestige : Aurillac. Michel Crespin, directeur du festival « Eclat 92 », qui a eu lieu du 26 au 29 août, refuse de définir le genre : « C'est un art de notre temps qui a juste un peu plus de vingt ans. Le festival s'ouvre simplement à tout ce qui entretient un rapport avec l'espace public. » Aurillac est devenu un bouillonnement culturel où se pressent acteurs, tournent, représentants de nombreuses institutions et une multitude, non invitée, de jongleurs et de groupes divers souvent plus proches de l'animation que du spectacle. Le nombre des compagnies du « Eclat » Aurillac, dans l'ensemble décrochant cette année, est passé de 20 à 150 en six ans.

Une des rares règles communes à toutes ces manifestations, qui vont pour la plupart des onze compagnies « officielles » invitées cette année, est la fréquente sollicitation du spectateur sous des formes plus

ou moins heureuses... La gare a été victime d'une farce végétale montée en une nuit par l'équipe du Phun. Habillée en jardinier, les complices mythifient le badadard érudit d'histoires invraisemblables. La troupe d'Idiotie, de son côté, a transformé les bus des lignes régulières. En guise de contrôleur, un vieux fermier vous accueille chaleureusement dans la cour de sa ferme après de sa vache en plastique et non loin de ses lapins et pigeons, vrais ceux-là.

Cette façon de jouer avec le spectateur n'est pas toujours aussi plaisante. La Petite Reine, parodie du Tour de France réalisée par la compagnie Genetrix Vapeur, met en scène, met en rue, en fait, des cyclistes tous montés sur des vélos surréalistes. Sur un parcours complètement anarchique, le public court et se bouscule. Pour voir quelque chose, il s'expose aux explosions pyrotechniques et au contact des acteurs qui ne lésinent pas sur les moyens tant physiques que liquides pour égarer les gens.

Dans un tout autre genre, entre quatre HLM, El Teatro del Silencio raconte, dans *Malasanga*, la vie d'Arthur Rimbaud. La parole est bannie. Ses périples en Abyssinie, sa rencontre avec Verlaine s'illustrent dans le mouvement et une musique interprétée sur le vif. Le parti pris naïf et joyeux de Mauricin Cledon, ancien disciple d'Etienne Decroux et de Marcel Marceau, facilite la compréhension. La gestuelle et la danse réussissent le tour de force d'exprimer la douleur avec gaieté et poésie.

La machine, omniprésente dans la Petite Reine, a toute sa place dans *DKPité récalcitrant*, mise en scène de Jean-Pierre Laroche pour la compagnie des Ateliers du spectacle. Mécaniques précieuses et ingénieuses jouent sur leur rapport avec l'acteur dans une poétique parfois marquée par trop de lentour et d'esthétisme.

L'événement que tout le monde attendait, le clou du festival sera aussi celui par qui le scandale arrive. Les machines-robots vont trahir les vingt techniciens du Survival Research Laboratory, compagnie venue de San-Francisco avec 40 tonnes de matériel. Une suite d'incidents techniques - câbles coupés par une machine, erreur de carburant due à la barrière linguistique (le pompiste a traduit gazoline par gas-oil) - n'a pas permis

aux Américains de mener leur programme de destruction à bien.

Dans une musique industrielle ébréchant, l'attente est longue pour les deux mille cinq cents personnes attirées par leur réputation bien établie outre-Atlantique. Tout le monde tripotille les boules Quies distribuées en prévision des déflagrations. Jetés au pied des échafauds, des sacs poubelles sont prévus pour ceux qui verraient leur estomac se tordre. Des flammes jaillissent enfin. Une machine aux allures de dinosaure apparaît, et met en batterie son canon lance-flammes. Des titres de vaches décapitées, vieilles de quinze jours, sont promues dans des bacs motorisés, enveloppant les premiers rangs de leur puanteur morbide. Quelques explosions plus tard, tout s'arrête. Sans raison.

Le public se débâcle alors, on crie au scandale. Michel Crespin n'empêche d'un micro et annonce qu'il donnera la recette à une association pour handicapés. Dans la panique, il s'est souvenu que le main de Marck Pauline avait été déformé, il y a quelques années, par une explosion inopinée. Le créateur de ce spectacle porte dans ses mains sa propre folie destructrice. Le faire venir à Aurillac était courageux, et indispensable pour ce festival à hauts risques.

CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

De bruit et de fureur

Le public semble tenir, depuis les années 80, une place de plus en plus importante dans l'écriture scénographique. Il fait partie de l'espace scénique, on sollicite ses sensations. Les Arts étonnants, cet été au Théâtre du Châtelet, ont même proposé à leurs visiteurs un parcours « dans le noir », suscitant toutes les réactions que peut déclencher la perte, même provisoire, d'un sens.

Le spectateur est donc transformé en acteur le temps d'une expérience où il est impliqué tant au niveau physique qu'au niveau psychique. L'individu est en jeu. Certes, ce n'est pas nouveau, les précédents sont nombreux : le théâtre d'agrippé et les futuristes du début du siècle, les happenings des années 60 et, plus récemment le théâtre hors de tout cadre d'André Engel ou d'Arlène Mnouchkine. Mais jamais le principe n'avait été autant répandu : les expositions sont fréquemment scénographiées (Cité-ciné, Opéra bulle); de nombreuses compagnies de théâtre de rue ont connu un

succès important ces dernières années, comme Archéos, Royal de Luxe, Genetrix Vapeur, la Fura des Bous et bien d'autres.

On peut être tenté d'y voir la faillite du positionnement classique du spectateur. C'est surtout la tentative non plus d'expliquer par le verbe ou l'observation, mais par l'expérience jugée plus probante. Survival Research Laboratory n'a poussé l'idée à l'extrême. Mark Pauline veut terroriser le spectateur avec son show robotisé. Il a conçu un canon qui émet des vibrations qui sont ressenties par le spectateur.

Des cadavres d'animaux se promènent sur des machines... Il n'en explique : « La mort en mouvement est plus effrayante. » Dans une interview accordée à un fanzine américain au début des années 80, il déclarait : « Consciemment, les gens refusent mon spectacle mais, inconsciemment, ils ne peuvent pas. Ils sont trop impliqués dans l'action. »

C. M.

La mort du réalisateur Claude Barma

Un pionnier des très riches heures de la télévision publique

Le réalisateur Claude Barma est décédé dimanche 30 août dans un hôpital parisien, à l'âge de soixante-trois ans. Né le 3 novembre 1918 à Nice, il avait débuté pendant la guerre au cinéma. Mais, dès 1946, il va s'illustrer à la télévision avec de grandes adaptations et des séries qui vont rencontrer un large public, comme *Belphégor* (1965) ou les *Rois maudits* (1972).

Avec les autres « mousquetaires » de la télévision débutante, les Blum, Lorenzi et Loursaie, Claude Barma recherche une écriture spécifique pour le petit écran. Jeux de lumière dans les décors dépouillés des Bouttes-Chaumont, ou vastes fresques historiques avec *Figurant*, il s'attaque à tous les genres. Ce seront d'abord des classiques avec plusieurs pièces de Shakespeare (*Macbeth*, *Othello*, *la Nuit des rois*...) mais aussi Balzac (*la Grande*

Bretèche lui vaudra le prix Italia en 1960) ou Graham Greene (*la Puisseance et la Gloire*), sans oublier les *Trois Mousquetaires* et *Cyrano de Bergerac*, réalisés pour partie en direct.

Mais « la dimension première de la télévision, c'est le feuilleton », qui permet de s'installer dans la durée, affirmait-il. Avec lui prendront forme les *fantasmes de Belphegor*, les intrigues médiévales de Maurice Druon et ses *Rois maudits*, les aventures du *Chevalier de Maison-Rouge*, film de 1963 devenu série.

Des œuvres entrées dans le patrimoine du petit écran, et largement rediffusées depuis. Tout comme les *Enquêtes du commissaire Maigret*, rôle dans lequel il installe Jean Richard à partir de 1967, avant de céder les rênes de la série qu'il supervisera jusqu'en 1981, comme responsable des séries et des feuilletons d'Antenne 2. Intéressé par l'approche psychologique des personnages, Claude Barma est aussi à l'origine de la série *En votre âme et conscience*, qui reconstitue des procès et sert de banc d'essai à nombre de jeunes réalisateurs, entre 1954 et 1959, puis entre 1965 et 1970.

Metteur en scène de théâtre (*Monsieur Masure*, *Un garçon d'honneur*) et de cinéma (*Croque-mitaine*, en 1958), Claude Barma avait poursuivi jusqu'à la fin des années 80 sa prolifique production télévisuelle (*Hôtel de police* en 1987, *le Clan* en 1988, les *Habitudes de la victime* en 1989). Mais son nom restera surtout attaché aux très riches heures passées de la télévision publique.

M.C.I.

CINÉMA

L'œil letton

Quand le cinéma de fiction ne sait plus inventer, le documentaire sait encore regarder

Le 1^{er} juillet dernier, le corps de Juris Podnieks était retiré d'un lac proche du Riga. Avec la mort de l'auteur de *Est-il facile d'être jeune?*, c'est l'un des regards les plus aigus sur l'URSS et le devenir de ses anciennes composantes qui s'est éteint. Podnieks était l'animateur d'un groupe de documentaristes lettons, réunis au sein de la société qu'il avait fondée, JPS Baltics. Le Festival du film nordique de Rouen n'a récemment permis de constater la qualité du travail de ces enquêteurs de l'image, qui avaient payé un lourd tribut lors des combats pour l'indépendance, puisque deux d'entre eux, Andris Slapins et Gvido Zvaigzne, avaient été tués.

Un premier constat saute aux yeux au vu des films lettons : l'évidente supériorité des documentaristes sur les fictions. Décalage artistique et technique : la médiocratie des metteurs en scène de fiction contraste avec le professionnalisme et l'inspiration des documentaristes. Décalage thématique, encore plus tranché : la fiction tourne le dos au réel en se réfugiant dans les adaptations littéraires, souvent situées dans un passé lointain, tandis que le documentaire se charge d'ausculter les soubresauts de l'histoire et privilégie l'écoute attentive d'un peuple à un tournant majeur de son histoire.

Sans doute est-ce parce que les cinéastes de fiction ont toujours été soumis à un régime draconien de censure, aussi bien politique (interdiction pure et simple des films) qu'économique (pas moins de dix-neuf étapes successives et autant de tracasseries administratives pour

qu'un budget soit alloué par Moscou). Alors que la tradition du documentaire est fortement ancrée en Lettonie depuis les années 1910 et a permis l'éclosion d'une école prestigieuse à Riga dans les années 60, en bénéficiant d'une relative liberté de création.

Dans les années 80-90, Podnieks aura donc été la figure de proue de ce héritage. Après avoir connu la consécration internationale avec *Est-il facile d'être jeune?* (1985), portrait sans concessions d'une jeunesse désemparée, il n'a réalisé en 1991 (année de la reconnaissance officielle des pays baltes par l'ONU), deux films aux titres on ne peut plus explicites : *Homeland* et *Fin d'un Empire*. *Homeland* est le plus abouti, et le plus émouvant. Un cortège de témoins, égarés par le rouleau-compresseur de l'histoire, défient devant la caméra. Chacun fait sa déposition. Avec dignité et parfois ce sourire énigmatique qu'ont les gens ayant trop subi l'intolérance et la barbarie, et qui n'ont même plus la force ou l'envie de haïr leur peuples.

Ainsi cette vieille femme, déportée en Sibérie (parmi 800 000 autres Baltes entre 1940 et 1950), qui déclare : « Après tout, j'ai bénéficié d'un voyage gratuit, j'ai appris une langue nouvelle et je suis toujours vivante! » Puis, expliquant ce trait d'humour insolite : « J'ai au moins appris une chose (à-bas même désemparé, n'oubliez jamais de sourire. C'est ce qui désarme le plus vos bourreaux. » Juris Podnieks scande son film avec des images impressionnantes d'un concert de chorales : en juillet 1990, vingt-quatre mille chanteurs se produisaient à Riga devant un rassemblement gigantesque de spectateurs. A la vision de ces milliers de personnes se retrouvant avec ferveur dans le chant, on comprend pourquoi les observateurs qualifient le soulèvement des pays baltes de « révolutions chantantes ». Pour souligner la permanence du phénomène et montrer le rôle primordial du chant chorale dans l'identité lettonne, le cinéaste associe à ces images des documents d'archives sur un festival de chorales datant de 1923 : la similitude des deux manifestations est effectivement saisissante.

Dans la Rue de traverse (1988) et *Zolitude* (1990), Ivars Seleckis a une façon toute démocratique de donner à chaque personne qu'il filme l'occasion de faire entendre sa voix. Détaillant les discours officiels et les promesses vaines, il promène sa caméra dans les faubourgs désertés de Riga, écoutant les « petites gens », ceux qui prennent de plein fouet l'effondrement économique du pays et survivent comme ils peuvent. Face aux tentations du nationalisme virulent et du repli sur soi (principale tendance mortifère dans tous les États ex-communistes), Ivars Seleckis donne aussi la parole aux étrangers qui habitent le quartier Zolitude, si sont concentrés les immigrés, et qui s'expriment longuement sur la souffrance de l'exil.

Parmi les autres cinéastes qui concourent à la vitalité du documentaire letton, il faut aussi citer les noms d'Ansis Epners et Herz Franks. La reconstruction économique du cinéma letton, à l'instar des autres secteurs d'activité, aura du mal à se faire après cinquante années passées sous persécution soviétique. Et, si des accords de coproduction ont déjà été conclus, l'horizon n'est pas pour autant dégagé. Janis Streics, président de l'Union des cinéastes de Lettonie, est sceptique : « Nos documentaristes étaient à l'avant-garde de la lutte contre le bolchevisme en URSS. Maintenant que nous avons acquis notre indépendance, nous avons peur que l'intérêt envers notre région ne soit plus si grand de la part des pays occidentaux. »

PHILIPPE RIBETTE

□ Le Plan construction et architecture fête ses vingt ans. - Pour fêter son vingtième anniversaire, le Plan construction et architecture a choisi de regarder vers l'avenir. Le 24 septembre 1992, un colloque tentera à travers différents thèmes - « Quel habitat dans la ville » et « Construire : comment et avec qui » - de mettre en relief les défis auxquels devront répondre, le siècle prochain, les décideurs et les professionnels de la construction, de l'architecture et de l'habitat. Les débats seront ouverts au public. « Construire pour habiter : perspective pour demain », le 24 septembre 1992, CNIT-Paris La Défense. Tél. : 40-81-24-68.

LA TREIZIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE

Le public à l'honneur

L'Université d'été de la communication - la treizième du nom à lieu cette année du 31 août au 4 septembre à Carcassonne-Mauboussin (Gironde) - est devenue un véritable rite pour le petit monde des médias - professionnels et politiques - et elle sonne la rentrée du secteur. Organisée par la Ligue de l'enseignement et son antenne bordelaise, le Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle d'Aquitaine (CREPAC), elle a choisi cette année « Le temps des publics » pour thème générique, et le Japon comme invité d'honneur. Trois événements jalonnent ces journées : un colloque consacré à « Éthique et communication » qui devrait évoquer les exigences, parfois contradictoires mais bien réelles, du public en matière de déontologie de l'information, auquel s'est associé le Monde; la première Université de la communication juniors, qui montrera la palette des réalisations des 15/20 ans en radio, vidéo, cinéma et presse; enfin, les troisième Rencontres nationales de téléspectateurs, au cours desquelles des membres de l'association Média, télévision, téléspectateurs (MTT) présenteront les résultats de l'Observatoire critique national, notamment sur l'information télévisuelle.

Carcassonne-Mauboussin accueillera aussi plusieurs manifestations autour de « Médias et communication », « Le télétravail », « Les élus et la communication », sujets qui alimentent le débat national. Des ateliers émaillent aussi ces journées, qui vont de « Publicité et enfants » à « Médias, mensonges et journalisme », en passant par « Les médias sont-ils antiterroristes ? » ou « L'essor des chaînes d'information locales américaines », « Les jeux vidéo au Japon », etc. Ces multiples rencontres devraient rassembler des journalistes, personnalités politiques, directeurs de journaux, présidents de chaînes de télévision, animateurs de programmes, responsables d'associations de téléspectateurs ou d'usagers de la presse, professionnels des télécommunications ou de la communication d'entreprise, élus locaux, etc. L'Université d'été de la communication accueillera en outre M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, qui l'inaugurera; MM. Marcel Debarge, ministre de la coopération, Emile Zuccarelli, ministre des postes et des télécommunications, et Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé de la communication, qui présidera la séance de clôture.

« La loi libère, c'est l'absence de loi qui opprime »

nous déclare M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé de la communication

« Depuis que vous êtes secrétaire d'Etat chargé de la communication, quel bilan dressez-vous et quels objectifs vous assignez-vous ? »

Partons d'une question simple : à quel Etat, dans ce secteur, s'agit-il ? Au cours des années 60-80, l'opinion aspirait d'abord - contre lui - à une plus large pluralité, à une complète liberté de l'information audiovisuelle, sur laquelle l'emprise des gouvernements restait forte. Aujourd'hui, à l'issue de la dernière décennie, c'est chose acquise, complètement : juste fierté pour la gauche. Donc, une autre idée centrale doit désormais gouverner notre action. Il faut travailler partout - radio, télévision, presse écrite - à favoriser le pluralisme et la diversité de l'offre de tous les programmes, dans tout l'éventail des genres, et susciter la plus grande qualité dans chaque catégorie. Et pour cela l'Etat peut et doit jouer sur deux registres, en combinant un rôle de régulation et un rôle d'impulsion.

J'ai été spécialement frappé, ces dernières semaines, par les nombreuses attaques, venues de la droite, contre le principe et la pratique de la régulation : voyez sur ces bords-là les mises en cause répétées du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), la loi du marché réverte comme source unique de toutes les efficacités. Eh bien ! Pour nous, depuis deux siècles, c'est la loi qui libère et c'est son absence qui opprime. La régulation est essentielle, et la diversité de l'offre de programmes. Et je me réjouis de constater qu'en dépit des craintes (ou des espoirs) de certains le système français ait été agréé par la Communauté européenne.

Notre réglementation n'est pas gravée dans le marbre, et ses divers effets pervers devront être peu à peu corrigés à partir de l'expérience (nous avons déjà commencé de le faire). Après tout, s'il existe encore des libertés de régulation, c'est un clochard en France, c'est bien parce que des lois sages ont empêché qu'un marché débridé ne les écrase.

La différence, raison d'être du secteur public

Quant à notre rôle d'impulsion, la presse pour l'instant, par la défense et l'illustration d'un grand principe : la fécondité de l'existence de deux secteurs en radio et en télévision, public et privé, s'ajoutant mutuellement. Ce qui exige que nous achevions de compenser les effets du déséquilibre fonctionnel qu'avait créé le gouvernement de la cohabitation et de restaurer le secteur public dans sa fierté et dans son ambition de différence.

La télévision publique correspond-elle, selon vous, à cette différence ?

L'Etat doit sans relâche lui rappeler que, si elle y manque, elle perd jusqu'à sa raison d'être : la différence ! De mon expérience de président de Radio France en 1982-1986, je retiens qu'il est certes plus facile de jouer de celle-ci à France-Culture ou à France-Musique qu'à France-Inter, « radio généraliste » qui doit se battre en pleine concurrence. C'est plus facile pour FR3 ou ARTE que pour Antenne 2. Mais la clé, c'est de toujours songer à ce qui ne serait pas fourni par la seule loi du marché, ou qui le serait autrement.

Souvenez-vous du printemps dernier, quand l'installation d'ARTE sur le cinquième réseau hertzien a été choisie par le gouvernement sur la proposition de Jack Lang et la mienne. Certains prétendaient alors qu'ARTE justifierait une moindre ambition d'Antenne 2 et de FR3. Or c'est le contraire que nous constatons déjà. Selon l'index d'émulation que j'observais, avant même d'être accessible à un large public, ARTE a commencé de tirer vers le haut les programmes d'Antenne 2 et de FR3, et peut-être l'ensemble de la télévision. On en aperçoit les premiers signes dans les programmes des chaînes du secteur public, tels qu'ils viennent d'être présentés par Hervé Bourges. Il s'y traduit une réflexion renouvelée, une attention plus vraie aux différents publics et à leurs appétits variés - par la multiplication d'émissions à « contenu plus riche » (pas seulement les documentaires), avec des programmations qui respectent pour celles-ci des horaires raisonnables. Le regard est plus critique envers ce qui pourrait apparaître comme un surinvestissement par rapport au privé (suivisme qui condamnerait vite à sa caricature), le retrouve cette conviction, qui

m'avait paru naguère se dissoudre parfois à Antenne 2, que le secteur public, libre des préoccupations de profit immédiat, ne doit pas se contenter de photographier les goûts du public tels que les sondages les restituent, mais bien les devancer, les anticiper, les susciter.

Le rôle stimulant d'ARTE

Entendez-moi bien : le gouvernement ne doit jamais empiéter sur les prérogatives du chef d'entreprise. Il ne doit pas plus intervenir dans les programmes que dans l'information, et pour ma part je m'en garde scrupuleusement. Le gouvernement a mieux à faire en fixant la doctrine et en contrôlant la rigueur dans la gestion de l'argent des redevanciers. Un dernier mot sur ce point, à propos des vedettes qu'on se dispute. Il me semble naturel que le secteur public serve de vivier, comme il l'a servi dans le passé, pour les animateurs, les auteurs et les journalistes. Le privé lui en demande quelques-uns ? A lui d'en inventer d'autres.

Que répondez-vous aux critiques adressées à ARTE ?

La loi prévoit explicitement une priorité pour ARTE. Certains le contestent ? Les juges se prononceraient puisque des recours ont été déposés. Pour ma part, ayant lu les textes, je n'ai pas de doute sur la validité de la décision du CSA.

ARTE est au cœur de cette politique d'ensemble qui privilégie le pluralisme de l'offre. Cette chaîne aura la tâche de proposer des émissions neuves à des publics divers, en particulier ceux qui ne sont pas servis par les programmes privés. Ces publics s'élargissent progressivement. Ils nous aident à davantage résister à nos tentations fréquentes de gallo-centrisme et à nous ouvrir aux autres cultures européennes.

Durant les premières semaines d'ARTE sur le câble, qui ont servi de « brouillon », beaucoup de problèmes ont émergé : concernant la technique, la programmation et la qualité de certains programmes. Nous sommes en train de les résoudre. Mais quel est l'apport d'une entreprise qui n'avait jamais été tentée par personne : agir et créer, à la rencontre de deux nations, de deux cultures, de deux publics, aux goûts, aux héritages, aux habitudes de vie très différents. Etancez-vous qu'il y ait en des ultimes ! Le défi d'ARTE, c'est de transformer les contraintes en stimulants. A la fin juin, j'ai incité Jérôme Clément et la direction de la chaîne à réfléchir aux aménagements indispensables et à engager des discussions rigoureuses avec les partenaires allemands. On nous promet plus de souplesse dans les programmes, plus de chaleur dans l'habillage. Le nouveau directeur des programmes d'ARTE, Alain Maneval, et son homologue de la SEPT, Pierre-André Boutang, me paraissent avoir

des personnalités utilement complémentaires. Rendez-vous le 28 septembre.

Le but n'est pas de juxtaposer deux cultures sur une même chaîne mais d'inventer à partir d'elles un système qui soit vraiment européen. Pour leur fusion ont dans la grille, mais dans un mutuel enrichissement. Et puis, il faudra sortir très vite de ce que le dialogue franco-allemand peut avoir d'un peu étroit. Il faudra faire venir d'autres participants, les Belges qui arrivent, les Suisses et les pays latins, les Anglais et, je l'espère, les Italiens, d'autres encore. Paradoxalement, les cultures ont mieux circulé en Europe dans les périodes où la communication était beaucoup moins aisée. Souvenez-vous l'Europe d'Hitler, quand qu'on dix-neuvième siècle, ARTE doit être un instrument pour faire mieux.

Le gouvernement témoigne-t-il d'une même foi dans le câble et dans le satellite ?

Les mêmes soucis jumeaux de régulation et d'impulsion nous animent en effet. Pour le câble, M. Emile Zuccarelli et moi-même avons favorisé son essor en provoquant une baisse des tarifs, une diversification des programmes, un câblage plus aisé des immeubles collectifs. Il revient maintenant aux câblo-opérateurs de montrer une ardeur commerciale plus éblouissante et d'avancer. L'Etat, lui, a joué son rôle. Et je pense que 1992 aura été bénéfique pour le câble, qui a franchi la barre symbolique du million d'abonnés.

En ce qui concerne le satellite, le D2 Mac a agité la chronique. Par-delà les querelles byzantines et les passions des passionnés sous des aspects techniques, il faut revenir à cette idée simple : la nécessité de multiplier l'offre des programmes en 16/9, parce que cette dimension apporte aux téléspectateurs des satisfactions inédites et que c'est dans l'intérêt de l'industrie française. Les divergences d'appréciation entre les gouvernements publics et André Rousselet, PDG de Canal Plus, ont été otocures. Elle sont en passe, je l'espère, d'être surmontées grâce à une solution qui devrait permettre d'aboutir à la « montée » de plusieurs chaînes en 16/9 sur le satellite. Ce qui permettra à la France de profiter, à encore, de l'aide européenne.

Pour l'ancien président de Radio France que vous êtes, la radio demeure-t-elle un dossier « chaud » ?

Aujourd'hui, le péril touche plutôt un certain nombre de radios privées, commerciales ou associatives, qui risquent de succomber sous la concurrence des réseaux. Pour les aider, nous allons intensifier l'aide à l'expression radiophonique, favoriser la formation des animateurs (via notamment les contrats emploi-solidarité). J'espère pouvoir faire inscrire un projet de loi sur les radios dans le programme déjà chargé de la prochaine session parlementaire, un texte qui permettrait de renforcer les radios locales indépendantes, notamment en leur reser-

vant l'accès à la publicité locale. Faute de quoi, elles risquent de mourir. Ce qui serait un appauvrissement pour la vie démocratique, civique et culturelle en régions.

Déontologie : l'affaire de la presse elle-même

Quel regard portez-vous sur la crise de la presse écrite ?

Ici, c'est heureux, pas de secteur public. Mais l'Etat peut y tenir néanmoins un rôle de régulation et d'impulsion. Les ordonnances d'août 1994 restent le texte phare quant au pluralisme et à la transparence de la presse. D'autres



lois, depuis, ont connu des sorts incertains. Mais un de nos chantiers les plus actuels, c'est le projet de loi sur la moralisation de la vie économique que prépare Michel Sapin dans son chapitre consacré à la publicité. Nous y travaillons ensemble. Il y a là trop de pratiques obscures, d'accords occultes, d'attentes à la concurrence ! Il faut que, dans ce secteur, la loi républicaine vienne mettre de l'ordre en imposant la transparence. Les « supports » en profiteront, car leurs ressources publicitaires constitueront moins de « pertes en ligne ». Dans la conjoncture difficile que traversent les journaux, cela est spécialement souhaitable. La coopération est en cours.

Vous avez été l'une des rares personnalités politiques à intervenir dans le conflit entre M. Ayache et le Livre CGT. Qu'en pensez-vous ?

Les violences physiques, les bris de matériels, sont inadmissibles. Mais, au-delà de cet épisode, il faut prendre conscience que nous allons vers un effacement progressif de la spécificité de ce secteur, pour des raisons politiques et économiques. Là comme ailleurs, il faut que soit assurée la liberté de contracter. Nous n'oublions pas le rôle capital qu'ont joué les typographes dans l'histoire du monde ouvrier, et dans

la conquête de la liberté de la presse au dix-neuvième siècle. Mais il faut en finir avec toute position de quasi-monopole par l'Europe l'impose. Sinon, on risque de tuer l'imprimerie française.

Si on veut donner à notre presse sa place en Europe, il faut avancer tout en ménageant les transitions nécessaires et par des négociations raisonnables entre éditeurs et ouvriers du Livre. Les accords de juin dernier constituent un progrès : je me réjouis que ce secteur n'ait pas connu de licenciements massifs comme cela fut le cas dans d'autres pays européens.

Le CSA est soumis à de vives attaques. Comment les jugez-vous ?

Je suis un défenseur convaincu du principe d'une instance de régulation formée de personnalités indépendables qui ne dépendent ni de l'Etat ni des acteurs économiques. Il est vrai que la chose est nouvelle en France, qui n'avait pas les traditions qui assurent par exemple aux Etats-Unis l'autorité et la pérennité de la Federal Commission of Communication. En France, les médias sont encore réticents à accepter des contrôles et des contraintes qui n'émanent pas d'eux-mêmes. Quant aux gouvernements, j'ai rappelé combien ils ont été longtemps réticents à renoncer à une mainmise sur la télévision et la radio. Il a donc fallu un vrai courage politique, en 1982, pour créer la Haute Autorité.

Quand le gouvernement Chirac l'a tuée, la suite de l'histoire a montré combien la succession était difficile. Le CSA n'est vieux que de quelques années. Laissons-le s'affirmer. Pour ma part, je suis extrêmement soucieux de préserver ses prérogatives. Jamais je n'ai empiété ou empièterai sur elles. J'attime malheureusement le projet que lui intente l'opposition, ainsi que le manifeste certains hommes politiques de droite ont voté au secours de l'FTI, d'indiquant de la récente amendement que lui a infligé le CSA, non sans l'avoir précédée de plusieurs avertissements. J'ai discerné une aversion mal dissimulée contre le principe même d'une instance de régulation qui soit efficace et conquière pas à pas sa pleine autorité.

L'éthique de l'information vous inspire-t-elle des projets ?

Je réagis d'abord en historien de la presse. La presse et les journalistes sont critiqués depuis très longtemps. Mais il me semble que la rigueur a plutôt progressé, au rebours d'une opinion fréquemment exprimée, et en dépit de quelques fautes « bavures » récentes qu'expliquent souvent les péchés du traitement trop prompt de l'information, imposé par la nature même des médias audiovisuels. Contre ces déviations, le principal remède est une meilleure formation. Elle permet de distinguer l'essentiel de l'accessoire et de discerner la nouvelle forge ou invraisemblable dans le bombardement des informations.

Quand des fautes graves sont commises, je souhaite que la profession d'une part, le public de l'autre, en tire une leçon. La déontologie, c'est au premier chef l'affaire de la profession. Mais c'est aussi l'affaire du public, qui dispose de la meilleure sanction : refuser d'acheter ou « zapper ». Du côté de la télévision, aidons-le à améliorer sa capacité à critiquer les images, à mieux les mettre en perspective. Ce devrait être l'une des tâches d'une télévision éducative, dont j'espère qu'elle pourra bientôt voir le jour.

Nous ne voyons pas un gouvernement de se mêler directement de déontologie. En revanche, il lui revient de se préoccuper de l'amélioration des rapports entre la justice et la presse. Il faut d'une part protéger la presse contre ses propres tentations, l'aider à assurer le respect de la vie privée - en contraste avec certains comportements répréhensibles que nous observons à l'étranger - et à protéger les personnes et leur réputation. Il faut pour progresser, me semble-t-il, reconnaître enfin que le journaliste est à certains égards, parmi ses concitoyens, dans une situation particulière, avec des responsabilités propres qui entraînent des conséquences spécifiques quant à ses rapports avec la justice, tant qu'à ses droits de la personne. La question de présomption d'innocence, comme celle de la protection des sources, méritent d'être étudiées sous un jour neuf, pour de nouvelles avancées. Le gouvernement y réfléchit.

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ

Le recentrage des élus d'Aquitaine

Les collectivités territoriales modifient leur politique de communication. Les slogans « sensationnels » ne sont plus de mise

BORDEAUX

de notre correspondant

« A grand renfort de slogans stéréotypés et incantatoires, les départements et les régions se sont attribués des qualifications mirabolantes. Ils ont dépensé des sommes astronomiques... qui n'ont pas produit les résultats attendus. » Aux yeux de Stéphane Delau, directeur depuis avril dernier de la mission communication et promotion du conseil régional d'Aquitaine, « le conseil régional n'a pas gagné en notoriété à la mesure de son budget de communication 1991. Les sondages l'ont prouvé ».

Les temps de vaine prodigalité sont donc révolus. Désormais, l'exécutif dirigé par Jacques Valade (RPR) opère une véritable restructuration. Le nouveau directeur de la mission communication, pour le dire en peu de mots, a fait de la communication un travail de longue haleine. Les slogans « sensationnels » ne sont plus de mise. L'objectif est de faire passer le message que nous faisons et comment nous le faisons.

Le recentrage se fait sur des manifestations qui se déroulent dans le région : Faire de Bordeaux, départ de la course à la vaine du Figaro sur le bassin d'Arcachon, Université d'été de la communication... L'édition de brochures et de journaux est provisoirement interrompue, le temps de redéfinir un produit répondant au choix de l'exécutif : « Parler aux gens de ce qui les intéresse, c'est-à-dire non pas de l'actualité régionale elle-même mais de ce qu'elle fait, des hommes, des entreprises, des produits, des projets qu'elle soutient : la TGV Atlantique, l'avenir du bassin aéronautique par exemple ».

« Fee de sensationnel, du concret du quotidien. » Le message est clair : l'exécutif départemental de Gironde, « La loi est confiée au conseil général des missions d'ordre quotidien. Nous accomplissons un travail de soutien et un travail de gestion. Nous savons ce que nous faisons et comment nous le faisons », explique Alain Nallet, directeur de cabinet du président du conseil général de Gironde, Philippe Madrelle (PS). Le budget

de communication du département s'élève, en 1992, à 10 millions de francs, auxquels s'ajoutent 3 millions de francs consacrés à la promotion touristique. Il est essentiellement absorbé par la « communication interne au département ».

En 1991 et 1992, le conseil général s'efforce en zone rurale ou dans la communauté urbaine de Bordeaux avec un slogan : « Le quotidien c'est essentiel. » Conçu par l'agence Publicis Soleil, la campagne a mis successivement l'accent sur l'environnement, la solidarité, l'agriculture, le sport et le jeunesse. L'outil principal de la communication départementale reste cependant un magazine trimestriel intitulé Gironde. Tiré à 550 000 exemplaires, il est distribué gratuitement dans les foyers de la région. Les élus n'y apparaissent pas directement. « Délibérément, nous ne mettons pas les genres, précise Anne-Marie Discamps, directrice de la mission communication départementale. Nous devons aux Gironde : Vous payez des impôts, voilà à quoi ils servent. »

GINETTE DE MATHA

COMMUNICATION
La division

Quatrième pouvoir.
en information

BILLET

Le mythe de la F1

Non contents de s'affronter sur les routes, Peugeot et Renault vont-ils désormais rivaliser sur les circuits de Formule 1 ? Quelques mots lâchés par le directeur général de Peugeot, M. Frédéric Saint-Geours, qui assistait ce week-end à l'avant-dernière manche du championnat du monde de voitures de sport disputée au Japon, à Suzuka, peuvent le laisser entendre.

La firme au lion s'interroge sur sa politique sportive. Les succès remportés par son concurrent hexagonal dans la catégorie reine des sports mécaniques n'est pas sans lui causer quelque amertume.

Champion du monde des constructeurs avec l'écurie Williams, bénéficiant de la très large couverture télévisée de la F1, Renault vient de récolter, enfin, les dividendes de quinze ans d'engagement, de déceptions (le titre de champion du monde lui avait échappé à l'extrême en 1983), de révisions d'objectifs. Premier constructeur français généraliste à avoir conçu entièrement un modèle de F1, l'ex-Régia, au bord de l'asphyxie financière, avait décidé, en 1985, sous la houlette du PDG de l'époque M. Georges Besse, de dissocier son écurie. Peu de temps après, la firme au losange cessait également son activité de motoriste.

Le retour à la compétition s'est effectué en 1989, aidé, esquivé, une amorce de redressement financier. C'est dire l'importance, dans la stratégie du groupe automobile, d'une spécialité sportive extrêmement coûteuse, dont les retombées, en termes d'amélioration technologique sur la voiture de M. Tout-le-Monde, sont loin d'être évidentes, mais dont l'impact en termes d'image et de notoriété internationale est assuré.

Depuis son retrait du championnat du monde des rallyes, PSA a perdu cette part de rêve qui mobilise les réseaux commerciaux, permet de vendre un idéal de qualité et de performance, suggère au client potentiel que ses vis plastifiées ont peut-être équipé le bolide d'un Vatanen. Créé il y a deux ans à peine, le championnat du monde des voitures de sport — où la 905 a triomphé cette année — se dispute devant des spectateurs avides. Les épreuves sont retransmises au compte-gouttes. Le duel qui s'y livre Peugeot et Toyota reste ignoré de la majorité des amateurs de puissance mécanique.

Alors une entrée en Formule 1 ? A la condition que ce soit pour mettre au point une vraie écurie, et non pour être simplement fournisseur de pièces, répond-on chez Peugeot. La décision n'a pas été prise. Peu rationnelle du point de vue de la logique industrielle (chacun de son côté, les deux constructeurs français supporteront des budgets sportifs énormes), elle obéit à un impératif unique : celui du mythe et de l'image.

CAROLINE MONNOT
(Lire nos informations pages 12 et 13.)

COMMUNICATION

Un sondage CSA « la Vie » sur les Français et la télévision

Coups de cœur pour les journalistes

Bruno Masure (Antenne 2) soulève l'enthousiasme tandis que Dorothea (animatrice des émissions enfantines de TF1) « donne envie de changer de chaîne » : tels sont les résultats d'un sondage réalisé par l'Institut CSA et l'hebdomadaire la Vie du 27 août, auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 personnes de dix-huit ans et plus, du 7 au 9 juillet. Ce « portrait de famille de la télévision » est esquissé par les téléspectateurs invités à classer quarante-

Le nombre de touristes français aux Etats-Unis a doublé en onze ans

Le nombre de Français se rendant aux Etats-Unis a presque doublé en l'espace de dix ans. Les fluctuations du dollar accélèrent ou freinent le phénomène. A très court terme, leur effet est difficile à apprécier.

La baisse du dollar fait les beaux jours des touristes français aux Etats-Unis. Sur place, la vie est meilleur marché et l'on peut faire son « shopping » à bas prix. L'effondrement du billet vert survenu ces dernières semaines incite-t-il pour autant les Français à partir plus nombreux outre-Atlantique ?

En réalité, l'effet dollar est difficilement dissociable d'une attirance des Français de plus en plus forte pour le Nouveau Monde. Ils étaient 408 000 à se rendre aux Etats-Unis en 1981. Ils seront plus de 800 000 cette année, pronostique l'Office américain du tourisme. Ce bond de près de 100 % en onze ans a connu quelques coups de frein et d'accélérateur liés aux fluctuations du billet vert.

En passant la barre des 10 francs, en 1985, le dollar a découragé les touristes puisque leur progression par rapport à 1984 s'arrêtait que 2 %.

En revanche, l'année suivante, la chute du dollar d'environ 2 francs en moyenne annuelle s'accompagnait d'une progression de fréquentation de 31 %.

Reste qu'en dehors des effets du billet vert la seule année où le nombre de touristes a reculé en dix ans correspondait à l'instauration du cartet de change en 1983. Cette année-là, les touristes ne pouvaient pas acheter plus de 2000 francs de devises, et l'on a noté une baisse de

fréquentation de 3,5 % de la France vers les Etats-Unis.

« Historiquement, les fluctuations du dollar ont un impact sur la vente des produits touristiques, résume un cadre d'American Express. Depuis la guerre du Golfe, le tourisme d'affaires a subi une chute drastique. Mais l'effet dollar ces deux dernières années doit plutôt jouer sur le tourisme particulier. » Or les touristes français aux Etats-Unis ont le goût de la liberté. Très peu d'entre eux se déplacent en voyages accompagnés ou schématisés des séjours. « Par ailleurs, au lieu de réserver six mois à l'avance, un nombre grandissant de touristes se décide trois mois, voire un mois avant de partir », explique-t-on chez Amer.

C'est sur cette frange de touristes que peut influer l'effet dollar dans l'immédiat.

Une incidence sur les vols « secs »

« Les fluctuations du dollar ne jouent vraiment à court terme sur les vols « secs » sans prestations annexes, de dernière minute, estime M. Jean-Robert Reznik, directeur général de Sonair, la filiale touristique d'Air France. Autre plus belle semaine de ventes à eu lieu entre le 10 et le 16 août. Mais on ne peut pas dire qu'il y ait une règle spécifique liée au dollar. L'effet devrait plutôt se faire sentir sur l'hiver et la prochaine saison d'été. »

A Nouvelles Frontières, l'optimisme est au beau fixe et l'on annonce une progression de 30 % des ventes vers les Etats-Unis et le Canada au cours des quinze prochains jours comparés à la même époque en 1991. Là encore, pour beaucoup, des ventes de dernière minute. « Le dol-

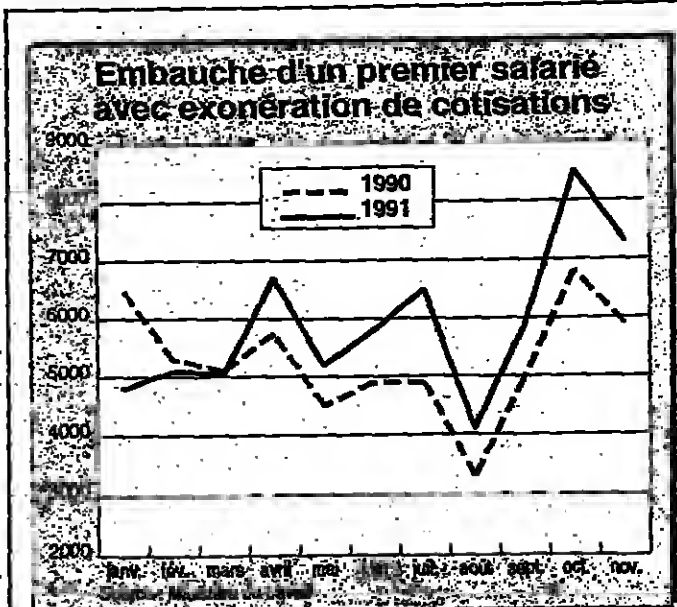
lar à bas prix est une opportunité supplémentaire », note M. Jacques Maillot, PDG de Nouvelles Frontières. Et si le billet vert reste faible, on s'attend à des ventes importantes en septembre et octobre pour l'essentiel des vols secs. La guerre tarifaire que se livrent, cet été, les compagnies aériennes sur les destinations de l'Atlantique nord ont eu, elles aussi, un effet incitatif.

Le président de Chorus Tours, M. Gail de La Porte du Theil, n'explique pas tant la progression de plus de 50 % des ventes de l'été vers les Etats-Unis par la baisse du dollar que par un attrait croissant pour le pays et de meilleurs produits. Il est vrai que les prix catalogues n'ont pas changé. Nombreux sont les voyageurs qui achètent leur dollar à terme, soit plus de six mois avant. « Le catalogue de cette année a été finalisé en novembre dernier, explique le président de Chorus Tours, et nous avons acheté nos prestations en août, septembre, octobre 1991. »

Résultat : l'année prochaine, les touristes devraient profiter, sur catalogue, du dollar bas de 1992 et pas seulement sur les Etats-Unis, mais sur les destinations où les tour-opérateurs achètent leurs produits en dollars. D'autre part, il faut relativiser, car cette année ne s'annonce pas favorable pour les professionnels du tourisme vers l'étranger. « Toutes destinations confondues, les tour-opérateurs devraient vendre 1 900 000 voyages aériens à forfait en 1992, soit 850 000 de moins qu'en 1989 », note M. Gail de La Porte du Theil, également vice-président du Syndicat national des agents de voyages. L'effet dollar devrait être plus sensible l'année prochaine.

MARTINE LARONCHE

En partie à cause de la baisse du dollar



En 1991, 71 000 employeurs ont recruté un premier salarié en bénéficiant de l'exonération totale de cotisations patronales de sécurité sociale, contre 62 000 l'année précédente. Cette progression de 14,5 %, particulièrement marquée à partir du second trimestre, tient « en grande partie » à l'extension du dispositif aux gérants minoritaires ou égaux de SARL et non plus uniquement aux entrepreneurs individuels, estime le ministère du travail qui publie ces chiffres. Parmi ces embauches, 80 % représentaient des emplois à temps plein (contre 77 % un an plus tôt). La part des hommes (86 %) s'élève, mais celle des moins de vingt-cinq ans (30 %) recule de cinq points. Alors que le niveau de formation des bénéficiaires s'élève (dans 6 % des cas, il s'agit de cadres), la moitié des salariés recrutés étaient demandeurs d'emploi.

« La proportion plus élevée de contrats à temps plein, combinée à la hausse du niveau des recrutements et une progression de près de 5 % du SMIC en moyenne, se traduit par une augmentation du salaire moyen d'embauche de 13 % environ », à 6 527 francs brut mensuel, indique le ministère. Celui-ci relève « une très forte dispersion » au détriment, notamment, des femmes, auxquelles s'adresse plus fréquemment le travail à temps partiel.

AFFAIRES

Victime de la récession en Grande-Bretagne

Le néerlandais DAF cherche un allié

AMSTERDAM

de notre correspondant

Chroniquement déficitaire et lourdement endetté, le constructeur de camions néerlandais DAF a annoncé, jeudi 27 août, qu'il négocierait une « alliance stratégique ». Mais la direction s'est refusée à identifier le partenaire pressenti.

Elle n'a pas voulu commenter la rumeur propagée par la presse qui affirme qu'il s'agit de l'allemand Mercedes-Benz, un allié dont les syndicats ne veulent pas. DAF se trouve en effet en concurrence directe avec le constructeur de Stuttgart, infiniment plus gros aussi bien en termes de chiffre d'affaires (90 milliards de francs contre 15) que de salariés (95 000 employés contre 13 045) et qui fait partie du puissant consortium Daimler-Benz. Un porte-parole de ce dernier a néanmoins démenti qu'une prise de participation dans DAF et, a fortiori, sa reprise pure et simple soient à l'ordre du jour.

« Air France coopérera avec Vietnam Airlines. — Le groupe Air France vient d'annoncer un projet de coopération avec Vietnam Airlines visant à assurer la modernisation de la compagnie aérienne vietnamienne « pour en faire une entreprise de transport aérien efficace et fiable, capable de participer au développement du trafic en Asie ». Air France apportera une assistance technique, aidera à former le personnel de l'entreprise vietnamienne et à adapter son réseau dans la région. Ce partenariat pourrait se concrétiser par l'entrée d'Air France dans le capital de Vietnam Airlines « sous la forme d'un apport de moyens matériels et humains », dans le cadre d'un montage financier et juridique. D'autres projets, comme l'implantation d'un hôtel Meridien à Hô Chi Minh-Ville, vont être étudiés. Air France a repris ses vols vers Hanoï depuis le 1^{er} mai.

« Adidas : M. Delors reçoit une délégation syndicale CFTD des Landes. — Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, « fera évoluer la zone euro » des Landes « pour voir si elle remplit les critères d'admissibilité de zone de reconversion industrielle ». A annoncé, dimanche 30 août, la délégation syndicale CFTD des Landes, repée la veille par M. Delors pour s'entretenir des risques de disparition de deux établissements de la firme Adidas dans les Landes (307 emplois menacés à Tonne et Saint-Vincent-de-Tyrosse). La CFTD des Landes souhaiterait voir appliquer pour la zone sud des Landes le « même type » de démarche que celle, réussie, de la reconversion du bassin de Lacq. Une démarche qui lui permettrait de bénéficier de financements européens.

Retour de la chaîne à Paris

Sheraton rachète l'hôtel Prince-de-Galles à Marriott

La chaîne d'hôtels Sheraton, filiale du géant américain ITT, a annoncé vendredi 28 août le rachat à la Marriott Corporation de l'hôtel parisien Prince-de-Galles et de six hôtels aux Etats-Unis pour un montant de 160 millions de dollars (800 millions de francs).

Ce rachat marque le retour de la chaîne Sheraton à Paris, où elle avait cédé le Sheraton Montparnasse (devenu depuis Meridien Montparnasse) en 1982, et s'inscrit dans une politique de redéploiement de son activité dans l'ensemble des capitales européennes. « Nous avons désormais soixante-cinq établissements en Europe et plusieurs projets sont à l'étude », a indiqué M. Roland Ayne, vice-président d'ITT Sheraton.

De son côté, Marriott a annoncé que le montant des ventes de ses hôtels servirait à éponger une partie des dettes de la société. (AFP).

« Les pays du Golfe auront un tarif extérieur commun en 1993. — Les six monarchies arabes du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman) se doteront d'un tarif extérieur douanier commun en mai 1993, a annoncé le sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques du Conseil de coopération du Golfe (CCG), M. Abdul Al Qawaiz, cité samedi 29 août par l'agence qatarote de presse QNA. Elles rempliront ainsi une des conditions posées par la Communauté européenne pour la conclusion d'un accord commercial. Les tarifs douaniers varient actuellement de 1 % à 20 % entre Etats du CCG.

LOTTO 1992	
13	17
24	28
44	21
1 342 505 F	
2 085 F	
17 936 F	
20235	
6	11
12	27
35	45
10	
10 557 050 F	
70 185 F	
3 185 F	
17 936 F	

CONJONCTURE

Selon une enquête trimestrielle de l'INSEE

La demande continue de baisser en France et stagne en Europe

La demande globale (demande de tous les agents économiques) continue de décroître en France au troisième trimestre 1992, de même qu'en Italie, et stagne partout ailleurs dans la CEE, indique l'enquête trimestrielle de conjoncture européenne publiée jeudi 27 août par l'INSEE. Seul le Royaume-Uni enregistre une hausse de sa demande globale. Pour l'ensemble des partenaires européens de la France, la demande de tous les agents économiques augmente dans le secteur des biens d'équipement, demeure stable dans celui des biens de consommation et est plutôt orientée à la baisse pour les biens intermédiaires.

Toujours selon l'INSEE, la demande française devrait elle aussi diminuer de juillet à septembre 1992, sauf en France et en Allemagne. En France, cette demande étrangère se redresse vivement dans le secteur des biens intermédiaires, ce qui n'est pas le cas pour les biens d'équipement et les biens de consommation. Les chefs d'entreprise européens sont ainsi de plus en plus nombreux à juger leur capacité de production suffisante par rapport à la demande, après trois trimestres de baisse ou de stabilité de cette opinion. Enfin, le taux d'utilisation des capacités de production est en légère baisse partout en Europe, Royaume-Uni excepté.

« Le Japon espère une croissance de 3,5 %. — D'après le vice-ministre du MITI (ministère nippon du commerce international et de l'industrie), M. Yuji Tanahashi, le plan de relance de 400 milliards de francs adopté la semaine passée par le gouvernement de Tokyo (le Monde du 29 août) devrait permettre au Japon d'enregistrer une croissance de 3,5 % pendant l'exercice 1992-1993.

LOTOS 1992	
13	17
24	28
44	21
1 342 505 F	
2 085 F	
17 936 F	
20235	
6	11
12	27
35	45
10	
10 557 050 F	
70 185 F	
3 185 F	
17 936 F	

CONCOURS SEPTEMBRE

8/09 - BAC + 1
Admission en 1^{ère} Année

9/09 - BAC + 2
Admission en 2^{ème} Année

47 73 63 41

EDC

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Un conflit-test aux États-Unis

La grève déclenchée par le syndicat UAW menace plusieurs usines de General Motors

General Motors va émettre vingt-cinq millions d'actions nouvelles dont le produit (environ 700 millions de dollars, soit 3,4 milliards de francs) servira à financer le rachat des activités missiles de General Dynamics. Parallèlement, le groupe est confronté à un important conflit social.

NEW-YORK

de notre correspondant

Depuis le 27 août, l'usine de Lordstown (Ohio) de General Motors (GM) est en proie à une grève déclenchée par le puissant syndicat américain de l'automobile, United Automobile Workers (UAW), lequel accuse la direction d'avoir violé l'accord salarial de 1990 en décidant de supprimer 280 emplois sur les 2 600 que compte cette installation spécialisée dans la fabrication de pièces de métal. Ce conflit a rapidement gagné l'usine de Spring Hill (Tennessee) où GM produit ses fameuses voitures Saturn, qui doivent permettre au numéro un mondial de l'automobile de redorer son image.

Privée de pièces détachées, Spring-Hill, qui fonctionne sur la base du système « zero stock », a dû fermer ses portes et quatorze autres usines du groupe, elles aussi

approvisionnées par les pièces en provenance de Lordstown, pourraient faire de même. D'après les spécialistes du secteur automobile, General Motors peut supporter sans trop de dommage pendant quelques jours les 12 millions de dollars quotidiens que lui coûtent le conflit pour la seule usine produisant les Saturn. Mais au-delà, c'est toute une partie du programme de redressement financier entrepris par le PDG de General Motors, M. Robert Stempel, qui risque d'être compromis.

La carte

des reclassements

Pour l'UAW comme pour la direction de General Motors, la grève de Lordstown a valeur de test. Après avoir subi plusieurs échecs tentant de négocier la résistance de ses adhérents dans un secteur qu'il maîtrise — l'automobile — et dans un groupe — GM — où l'annonce, en février dernier, de la fermeture de 21 usines et la suppression de 71 000 emplois en Amérique du Nord d'ici à 1995, a provoqué un véritable traumatisme.

A Detroit, où l'on faisait état, le 29 août, de « certains progrès » dans les négociations, la direction de GM va aussi jurer la combativité de son personnel en prévision de la négociation de la nouvelle

convention collective (celle qui est actuellement en vigueur s'achève le 15 septembre 1993) qui concerne les 250 000 ouvriers employés aux États-Unis.

Dans les prochaines semaines, le syndicat UAW va surtout jouer la carte des reclassements. Avec, en prime, les griefs supplémentaires formulés par les salariés de GM qui voient leurs emplois se réduire sur le sol américain tandis qu'ils se développent au sud du Rio Grande, une tendance qui va s'accroître après la signature officielle, à la mi-août, de l'accord de libre-échange liant les États-Unis au Mexique et au Canada.

Le voisin du nord a déjà séduit G.M. Le 27 août dernier, le jour où les ouvriers de Lordstown se mettaient en grève, la dernière Chevrolet Camaro Z-28 sortait des chaînes de l'usine de Van Nuys, située près de Los Angeles. Ces modèles Camaro, ainsi que les Pontiac Firebird, seront désormais produits au Canada, près de Montréal. En attendant, la Californie du Sud, une des régions les plus touchées par la crise qui perdure, fait à nouveau une croix sur 2 600 emplois. Ceux qu'assurait jusque-là GM dans cette usine depuis quarante-cinq ans.

SERGE MARTI

Malgré la mise en cause du président Collor

Le Brésil poursuit les négociations avec ses créanciers bancaires

OBERNAI

de notre envoyé spécial

Alors que la crise politique s'aggrave autour du président Collor, les négociations sur la dette commerciale à moyen et long terme du Brésil (44 milliards de dollars) se poursuivent activement entre le gouvernement de Brasilia et ses banques créancières. D'Obernai (Bas-Rhin) — où il participait, du jeudi 27 au dimanche 30 août, à un séminaire de l'Institut Aspen sur l'économie mondiale — M. William R. Rhodes, vice-président de la City Bank et président du comité des banques commerciales créancières du pays,

nous a indiqué qu'un nouvel accord partiel devrait être signé le 10 septembre à Toronto (Canada) entre le ministre brésilien de l'économie et les banques, portant sur les intérêts dus et non payés par le Brésil en 1989 et 1990.

En avril 1991, les deux parties avaient décidé que, sur les 7 milliards de dollars d'intérêts accumulés et non payés, le Brésil en rembourserait 25 % (1,75 milliard) et le reste (env. 5 milliards) serait l'objet d'émissions d'obligations. Les banques ont d'ores et déjà récupéré les 2 milliards de dollars. L'accord du 10 septembre portera sur les émissions d'obliga-

tions. Les premiers titres devraient être émis en novembre.

En outre, M. Rhodes poursuit, nous a-t-il indiqué, pour le compte des cinq cents banques créancières, les discussions sur l'ensemble de la dette à moyen et long terme du pays. Il compte parvenir à un accord de principe avec le ministre des finances brésilien « avant la mi-septembre », accord qui devra ensuite être soumis au Sénat brésilien. Actuellement, les banques ne perçoivent qu'environ 30 % des intérêts que leur doivent les Brésiliens. Ces retards de paiement devraient être pris en compte dans l'accord global.

ERIK IZRALEWICZ

L'indemnisation des victimes de la collectivisation communiste

Une partie des terres des coopératives hongroises sont vendues aux enchères

Le gouvernement hongrois a donné le coup d'envoi, lundi 24 août, à un vaste programme de vente aux enchères d'une partie des terres des coopératives agricoles. L'objectif est de céder près de 20 % de la surface cultivable du pays à 50 000 nouveaux propriétaires.

LOVASZPATONA

de notre envoyé spécial

La coopérative « Nouvelle vie » de Lovaszpatona, à 140 kilomètres à l'ouest de Budapest, n'a jamais si bien porté son nom. En moins de deux heures, ce lundi 24 août au matin, sur les 3 000 hectares qu'elle occupe, 36 ont été vendus à dix-huit nouveaux propriétaires de la commune. C'est dans cette petite municipalité dirigée par le Parti socialiste (ex-communiste) que s'est déroulée l'une des premières ventes aux enchères des terres des coopératives agricoles du pays.

A Lovaszpatona comme ailleurs, cette vente est exclusivement réservée aux détenteurs de bons d'indemnisation distribués depuis le printemps par l'État à ceux dont les biens avaient été abusivement nationalisés par les communistes. Depuis le début de l'année, les 1 200 coopératives du pays, qui exploitent les deux tiers des 10 millions d'hectares de surfaces cultivables, ont reçu des instructions pour réserver de 30 % à 35 % de leurs terres pour ces ventes aux enchères.

Parmi la foule rassemblée dans la salle des fêtes du village, ils étaient dix-huit à détenir ces fameux coupons violets qui leur permettront de récupérer « leurs »

terres (ou des parcelles de valeur équivalente) confisquées pendant près de quarante ans. Cette première redistribution est symbolique, mais les ventes vont se poursuivre pendant environ un an. A terme, ce sont environ 20 % des terres des coopératives qui vont ainsi être remises aux mains de 50 000 petits propriétaires.

Parallèlement à ce processus, le gouvernement conservateur de Budapest a engagé la plus importante réforme agraire depuis l'après-guerre. Une loi, adoptée par le Parlement au mois de janvier, prévoit la privatisation totale d'ici à la fin de l'année de toutes les coopératives agricoles qui ont jusqu'au 31 décembre pour se transformer en groupements fondés sur la libre association des membres, et non plus sur la contrainte.

Il s'agit là d'une solution ambiguë, car ceux qui décident d'entrer dans cette nouvelle structure coopérative hériteront des actifs (terres et machines-outils), mais aussi des dettes des coopératives, alors que la moitié d'entre elles sont déficitaires à cause de la grave crise de surproduction que traverse l'agriculture. Résultat : les « victimes » de l'ancien régime se retrouvent aujourd'hui une terre à faible valeur symbolique mais à forte valeur foncière. Istvan Kiss, l'un des dix-huit « pionniers » de Lovaszpatona, se félicite d'avoir « rendu justice à la mémoire de [son] père » en reprenant les 3 hectares familiaux intégrés de force à la coopérative en 1959. Toutefois, prudence oblige, il ne compte pas les exploiter lui-même, mais va les louer pour la modique somme de 9 000 forints (60 francs) par an.

JEAN-MICHEL RIOLS

Pour accompagner la croissance

Neuf nouvelles banques étrangères autorisées à s'implanter en Chine

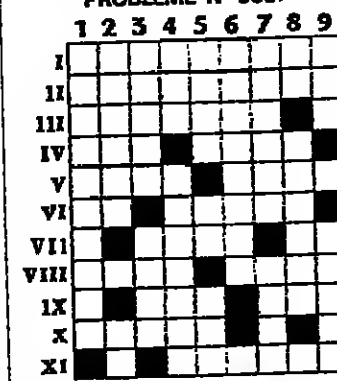
La Chine vient de décider de faire plus largement appel aux banques étrangères pour financer ses projets de développement économique. Le rythme élevé de la croissance (officiellement 10 % au premier semestre de 1992) ne permet plus aux banques chinoises de faire face aux besoins de capitaux. Le gouvernement chinois a donc donné l'autorisation de s'implanter à neuf établissements étrangers, dont la BNP et la Société générale, dans sept villes.

La Banque nationale de Paris s'installera à Tianjin, près de Pékin, et la Société générale à Canton. Elles seront notamment accompagnées de la Standard Chartered, de la Hongkong and Shanghai Banking Corporation et Sumitomo. Auparavant, les banques étrangères ne pouvaient ouvrir des succursales que dans les cinq zones économiques spéciales et à Shanghai. En tout, près de cinquante établissements bancaires étrangers seront présents en Chine.

□ Taiwan assouplit ses modalités d'investissement en Chine. — Taiwan a décidé d'assouplir sa réglementation concernant les investissements en Chine. Les entreprises de Taiwan pourront désormais s'installer en Chine sans avoir à créer de filiales dans un pays tiers, a annoncé vendredi 28 août le ministre de l'économie. Les investisseurs taiwanais en Chine devraient se situer aux alentours de 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs) en 1992. (Reuters)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5857



HORIZONTALEMENT

1. Les bons morceaux. — 2. Mets en morceaux. — 3. Une grande clarté. — 4. Vivait avec le premier venu. Sont parfois de vrais gâchis. — 5. Pas en Italie. Forme une communauté avec la Castille. — 6. En France. Se fait parfois avec hésitation. — 7. Ancienne capitale. — 8. Ville. — 9. Soudés. Sa période fut l'âge d'or de la civilisation japonaise. — 10. Fit prouver d'attachement. Service ancien. — 11. Trou de « balle ». — 12. Comme les mains de celui qui n'a rien pris.

VERTICALEMENT

1. Pourrait avoir beaucoup de trous. — 2. Une grosse envie, parfois. Participe. 3. Se font en une minute quand ils sont authentiques. Dans les affaires étrangères. — 4. Une belle ruse. Nécessite généralement un bon tuyau d'échappement. — 5. Un endroit agréable. Période. Un homme sans connaissance. — 6. Vieux Japon. — 7. Mal emballé. Le cœur de l'été. — 8. Préposition. Sont dans l'ordre quand elles sont bonnes. — 9. Éléments de conservation. Pas atteints.

Solution du problème n° 5856

Horizontalement
1. Champignons. PMU. — 2. Ou. Noël. Toron. — 3. Tipule. Gélure. — 4. Éclat. Carnement. — 5. Dresse. Suse. — 6. Abre. La. An. — 7. Epimaques. — 8. Uclères. Menu. Ca. — 9. Round. Conte. Ri. — 10. Ultraviv. Norm. — 11. Mètre cube. Paps. — 12. Euro. Hel. Aba. SN. — 13. Grippe. Équarrir. — 14. Couve. Rouée. — 15. Tsé-té. Vibrissa.

Verticalement

1. Côte d'Azur. Mégot. — 2. Huf. Loueur. — 3. Pubécultrice. — 4. Moulis. Entrepôt. — 5. Ordre. Pus. — 6. Inégal. Achève. — 7. Go. Agées. Vue. — 8. Nègre. Cible. — 9. Olen. Timoré. Cul. — 10. Les. Menu. Au. — 11. Sérénité. Barr. — 12. Ours. Que. Parol. — 13. Prunier. Ne. Rus. — 14. Mort. Néopais. — 15. Une. Désamintée.

GVY BROUTY

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

REPRODUCTION INTERDITE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DELEGATION DE GESTION DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT PACIFIQUE

Epargne Collective, société de gestion des Fonds Communs de Placement du Crédit Lyonnais, avait décidé récemment de délocaliser la gestion de certains actifs étrangers sur les places financières d'origine, ceci dans le but d'accéder à une meilleure connaissance de ces marchés.

C'est ainsi que dès septembre 1991 elle a confié la fraction des portefeuilles des Fonds Communs de Placement INVESTITION PACIFIQUE I et INVESTITION GESTION PACIFIQUE investie dans la zone du sud-est asiatique à la société CREDIT LYONNAIS INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT (C.L.I.A.M.) HONG KONG.

Poursuivant dans cette voie, EPARGNE COLLECTIVE va déléguer à partir du 3 septembre 1992 la gestion financière de la partie des actifs de ces mêmes fonds investie sur le Japon, à la Société CREDIT LYONNAIS INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT (C.L.I.A.M.) JAPAN, qui a reçu en date du 31 mars 1992 la licence de Société de gestion de portefeuille discrétionnaire (Discretionary Asset Management CY) des autorités japonaises (Ministry of Finance à Tokyo).

CREDIT LYONNAIS

(Publicité)

UNIVERSITÉ DE PARIS-NORD INSTITUT UNIVERSITAIRE PROFESSIONNALISÉ

« Industrie et Finance Internationales »

Une nouvelle formation économique professionnalisée de haut niveau ciblée sur les métiers de la finance dans l'entreprise.

Admission au niveau Bac + 1

Diplôme d'Etat d'ingénieur-maître à Bac + 4

Date limite d'inscription le 17 septembre 1992

Université de Paris-Nord av. J.-B. Clément

Bureau K 201 93430 VILLETANEUSE

Tél. : 49-40-30-00 poste : 70-07

SESSION DE SEPTEMBRE

Crée il y a plus de 30 ans, l'ISTEC est un institut de formation supérieure de cadres commerciaux de haut niveau et de managers d'entreprises.

ENTREE DIRECTE EN DEUXIÈME ANNÉE POUR LES TITULAIRES DE BTS OU DUT

Epreuves orales le 3 septembre 1992

DIPLOME RECONNU PAR L'ETAT

Renseignements et inscription : Tél. (1) 46.21.11.23 Minut. 3614 CHEP * ISTEC 102, rue du Point du Jour - 92100 BOULOGNE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

2^e arrdt

METRO BOURSE

BEAU STUDIO sur rue.

Pourrais, charmant, Cuis. et ch.

480 000 F. 48-04-94-42

M^{re} BOURSE STUDIO

IMPECCABLE et de suite.

Pourrais. Charmant. Entrée.

Cuis. et ch. Centre. Téléphone.

485 000 F. 48-04-94-48

3^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER

MARAI. Immeuble classé.

COQUET 2 pièces

Cuisine. Tous confort

410 000 F. 48-04-35-35

15^e arrdt

DU JAMAIS VU !

4 PCES 100 M²

1 750 000 F

CASSE. 45-65-43-43

Province

DEAUVILLE

Banc immobilier résidentiel.

part. bel. studio, proche

hôtel Royal. 150 m plage.

27 m² hab. 18 m² priv.

Park. cave. t. ch. État impeccable.

43-68-74, main.

SAINT-TROPEZ. Part vend

appt. IMMEUBLE RESIDENTIEL.

48 m². Vue sur tout le GOLFE.

1 500 000 F. (1) 33-67-28-97

Tél. hors rep. 94-73-42-36

locations non meublées

demandes

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTS

DE GRANDE CLASSE

VIDES ou MEUBLES

(1) 45-62-30-00

pavillons

CLICHY. Limite Paris.

Urg. PAVILLON 2 NIVEAUX

2 F., cuis., bns. wc. Garage.

Cour plein sud.

585 000 F. 48-04-94-48

MAROLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE.

Ville 7 pièces sur 800 m²

terrain. Ras-de-ch. séjour

dalle cathédrale, cheminée.

2 chambres, salle de bains.

1^{er} ét. : 2 chbres. s. de bns.

cuis. équipée, wc. buanderie.

drainage. Garage 2 voitures, ver-

rasse 200 m². Quartier résiden-

ciel, proche commerces, écoles.

Trains. Equipement sportif.

golf, tennis, centre équestre.

Prix : 1 000 000 F.

Après 19 h : 45-68-12-78

MAISON RENOVÉE

40 m² d'arb. 40 km de Pontois.

50 km de Villers, bord de Tam.

600 m². Prix : 1 450 000 F.

Prix de notaire réduit.

Tél. 34-72-32-94, apr. 20 h.

GROUPE-LE-CHATEAU

pièce de pays, tout en lauzes.

2 logs. tout conf., cheminée.

2 salles. 2 caves, jard. bord

riv., entièrement meublé.

Prix 600 000 F. à débattre

Téléphone région parisienne :

48-68-77-45

Tél. sur place juillet-août

(1) 68-99-46-37

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-65-17-50

locaux commerciaux

Ventes

MARAI. RABATEAU

Rue Croix-Rouge. Duplex.

110 m². R. de ch. et 1^{er} étage.

A aménager.

1 450 000 F. 48-04-95-85

fonds de commerce

Ventes

BRASSERIE-RESTAURANT

Proximité Métro

Belle affaire d'angle.

Jardin d'hiver. Salle sonorisée

pour cinéma.

150 places assises.

Gros chiffre d'affaires.

Prix justifié.

Tél. : 43-28-25-76.

Après 20 heures.

divers

deux-roues

1000 X 100 LT. oct. 88. bleu.

GPZ. Année 82, tatouée.

garantie 8 mois, révision

effectuée. 5 000 km.

28 000 F. Tél. 12 h 30 à 13 h.

après 19 h. et w.-a.

BOUSSAC 80-79-41-02.

Vds moto Kawasaki 500

GPZ. Année 82, tatouée.

garantie 8 mois, révision

effectuée. 5 000 km.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 31 AOUT

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]

COMPTANT (sélection)

(selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rechat net
Etrangères											
A.E.S.	530		Act. C.I.E.	181 58	176 72s	France Obligations	485 96	481 35s	Pdty. Extern.	100 12s	100 12s
Alco Hm Soc.	425 80	420	Act. C.I.E.	673 23	640 00s	France	424 31	422 24s	Prdty. Extern.	20 01s	20 01s
Alcan Alumin.	81		Amplia	22 240 46s	22 240 46s	France	90 02s	90 02s	Prdty. Extern.	51 56s	51 56s
Alcan Brack.	235		Amplia	597 98	580 56s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Arval	570		Arval	737 20	737 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Aviation	56 06		Aspic	1101 94	1101 94s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Banco Portugal	468		Aspic	389 84	389 84s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
B. Hesperien Ind.	22 650	22 000	Aspic	1056 63	1025 85s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Can. Pacific	64		Aspic	1656 68	1624 37s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Cayman Corp.	65 80		Aspic	108 38	164 45s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
C.I.T.	1		Aspic	8121 21	8121 21s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Commerzbank	265		Aspic	843 53	818 96s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Dow Chemical	259	288 90	Aspic	144 05	722 38s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Flt.	13 40		Aspic	723 42	116 83s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Flt. Blue Lamb.	430	406	Aspic	36 28	30 28s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Gen.	940		Aspic	139 53	101 26s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Gen. Holdings Ltd.	78	75 10	Aspic	114 80	122 73s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Goodwin Text.	31		Aspic	139 42	126 36s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Guano Ind Co (W.)	375		Aspic	118 04	112 01s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Hugoboss Ind. Int.	151		Aspic	1025 08	1008 86s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Johnson	69 10		Aspic	1018 94	988 57s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Koniglich Pabst	132 30		Aspic	1023 36	1009 18s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Midland Bank	18 20		Aspic	6428 74	6422 32s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Midland West	37 10		Aspic	6313 46	6189 82s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Min. Ind.	77 78		Aspic	1307 25	1261 53s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Plat. Inc.	385	374	Aspic	1225 30	1226 30s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Reich.	22 75	22 85	Aspic	319 14	3583 76s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson	265 30	266 10	Aspic	308 19	312 83s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	418 81	404 67s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1285 97	1260 56s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	683 48	683 48s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	89 07	89 07s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	7105 60	7056 00s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	109 50	170 02s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	7524 00	7524 00s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1084 48	1085 20s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	128	128	Aspic	1277 75	1241 71s	France Fiers	115 02s	112 01s	Prdty. Extern.	126 78s	122 08s
Robson Ind.	12										

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

FINANCIERE

Renseignements :

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS note	COURS 31/8	COURS a
-----------------	---------------	---------------	------------

	par sec
Esas Unis (1 usci)	4 801
Ecu	6 983
Allemagne (100 dm)	341 380
Belgique (100 F)	16 150
Pays-Bas (100 fl)	302 570
Italie (1000 lire)	1 600
Danemark (100 kr)	88 200
Gde-Bretagne (1 £)	9 519
Grèce (100 drachmes)	2 743
Suisse (100 francs)	381 980
Sécher (100 lire)	93 280
Norvège (100 kr)	86 130
Autriche (100 sch)	48 500
Espagne (100 pes)	5 252
Portugal (100 esc)	2 906
Canada (1 \$ can)	4 011
	3 891

Marché libre de l'or		
DATES	COURS	COURS

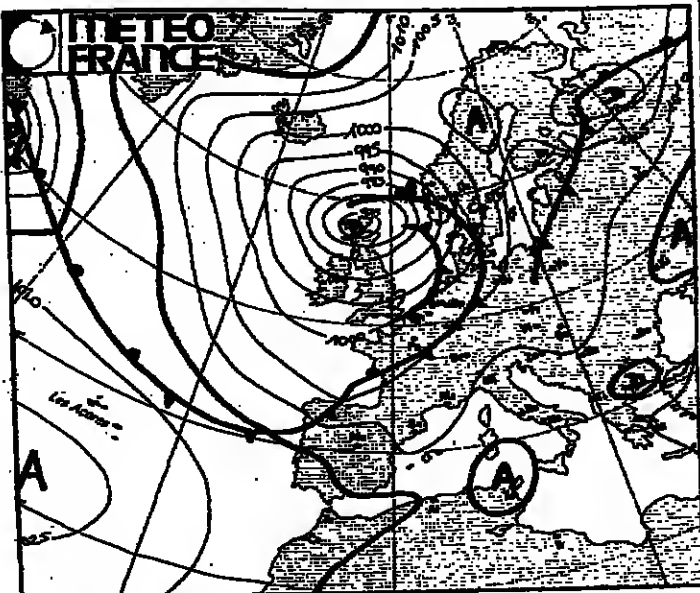
MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/8
------------------------	----------------	---------------

fin (à la en barre)...	53000	53100
fin (en lingot)...	53900	53950
spoon (207)...	326	325
des Fr (10 f)...	369	
des Suisses (20 f)...	310	320
des Lamine (20 f)...	315	315
universin...	418	418
des 20 dollars...	1855	1820
des 10 dollars...	1000	1090
des 5 dollars...	551 25	
des 50 pesos...	1995	2000
des 10 florins...	317	325

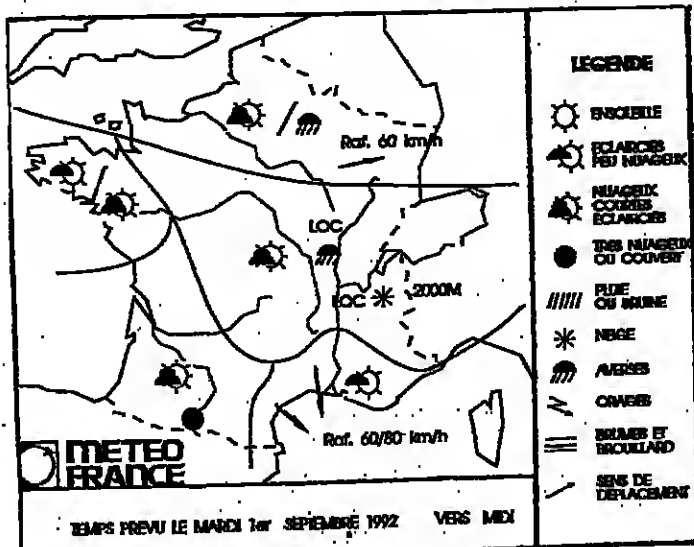
c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} SEPTEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



Lundi : sur l'ensemble des régions, excepté les régions méditerranéennes, les nuages seront nombreux le matin. Des averse se déclencheront sur la moitié nord, elles seront parfois fortes au nord de la Seine avec des rafales de vent et ne se limiteront plus en soirée qu'aux régions du nord-est. L'insolation gagnera par l'ouest, et le soleil fera d'assez belles apparitions.

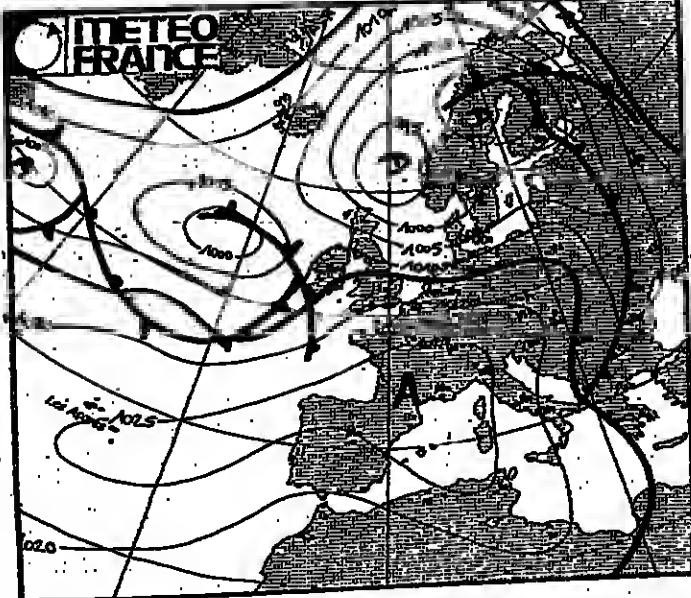
Seules les régions méditerranéennes devraient être éparpillées, et connaîtront une journée bien ensoleillée. Toutefois, tramontane et mistral souffleront, avec des rafales à 50-60 km/h.

Le vent de sud-ouest soufflera encore avec des pointes à 50 km/h le long des côtes de la Manche.

La thermomètre va chuter sensiblement, avec des températures au lever du jour qui s'égareront entre 5 à 10 degrés sur la moitié nord, 10 à 12 degrés sur la moitié sud, et 14 à 16 degrés le long du littoral méditerranéen.

Quant aux températures maximales, elles seront faibles pour la saison et ne dépasseront pas 15 à 18 degrés sur la moitié nord, et 20 à 23 degrés sur la moitié sud, localement 26 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 31-8-92

FRANCE				ÉTRANGER				LUXEMBOURG				MADRID				MARRAKECH				MEXICO				MILAN				MONTREAL				MOSCOW				NAGERS				NEW-YORK				OSLO				PALMA-DE-MAJ				PARIS				RIO-DE-JANEIRO				ROME				SEVILLE				SINGAPORE				STOCKHOLM				STROM				TOKYO				YAROSLAV				YENISE				ZURICH																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D	AM	B	C	D

Le Monde

3615 code ruine



Location, achat, vente ou estimation d'appartement, les services Minitel spécialisés dans l'immobilier se sont multipliés. Mais l'exercice peut se révéler onéreux pour des résultats souvent peu probants.

page 26

Les chauffeurs de car sont fatigués



Les horaires à rallonge et l'enchassement social ne sont pas l'apanage des seuls routiers. Les chauffeurs de car subissent aussi des conditions de travail impossibles. Ils se rebiffent parfois. Sans grand succès.

page 27

Maastricht : déblayons le terrain



Certains adversaires du traité proposent de remplacer le projet de monnaie « unique » par une monnaie « commune ». Ils créent ainsi une confusion dommageable à leur cause, explique Paul Fabra dans sa chronique.

page 30

MODE D'EMPLOI 26
Humeur par Josée Doyère : Retour au chagrin. La cote des mots : Holding. Lois et décrets. Bloc-notes.
ACTUALITÉ 27
PERSPECTIVES 28 et 29
Les réformes économiques à l'Est. Agriculteurs introuvables.
OPINIONS 30 et 31
Livres. Notes de lecture. A bas la vertu, vive la croissance ! La France a besoin de capitalistes. Maître de la prévision.
CONJONCTURE 32
La production industrielle : nouvelles baisses. L'Europe occidentale : à quand la sortie du tunnel ? L'Espagne : après les fastes... Les poids lourds : chute libre.

L'ÉCONOMIE

Airbus et les curieux

Le public est désormais prêt à payer pour visiter des usines. Une société toulousaine s'est spécialisée dans ce nouveau tourisme

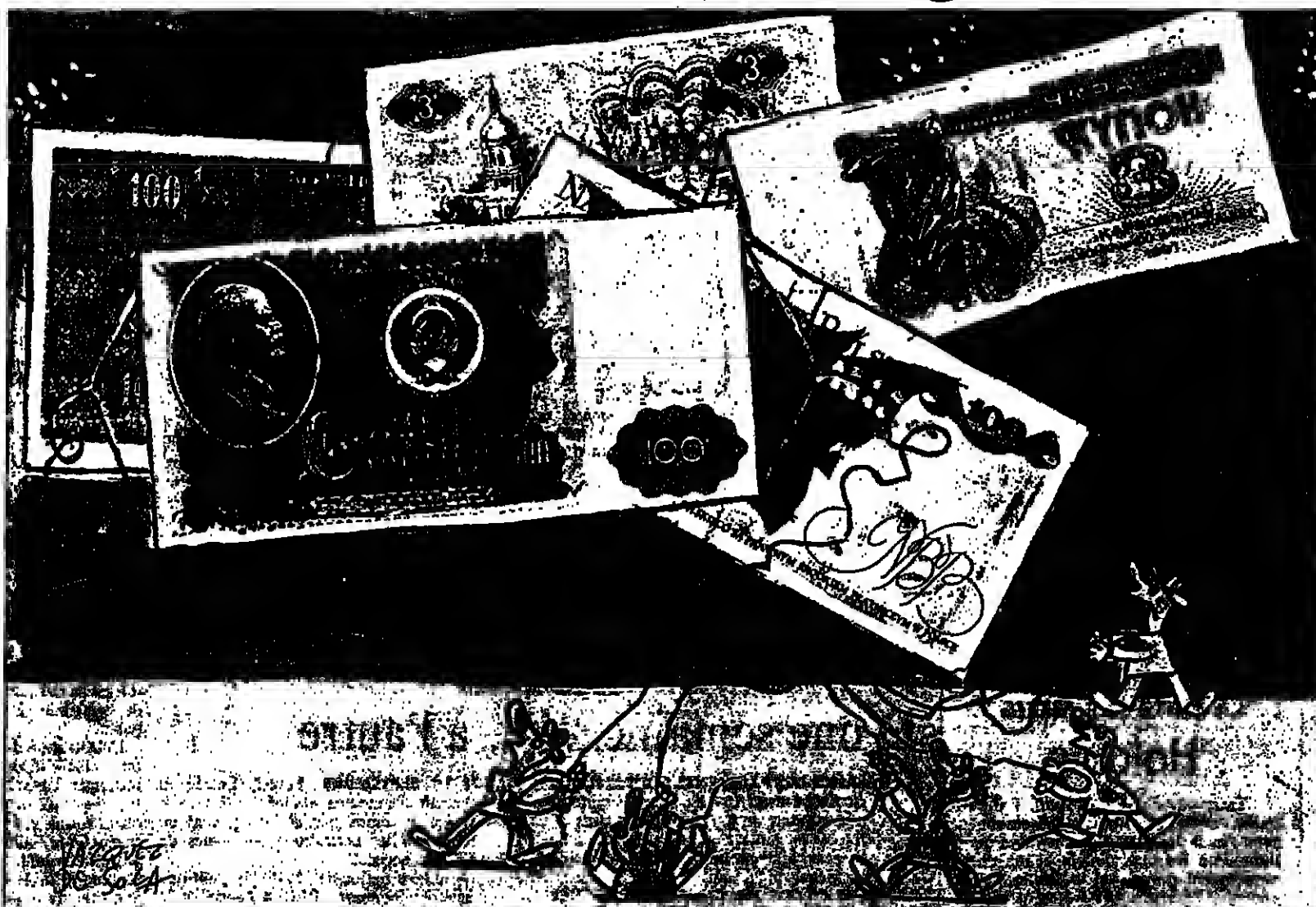
Un avion, cela ne se vend pas à la fin de la visite comme du champagne ou des savonnets. L'Aéropatiale, convaincue qu'elle n'avait aucun intérêt économique à ouvrir les portes de son usine, est donc restée longtemps à l'écart de la vogue grandissante du tourisme industriel. Alors qu'en 1985 trois mille entreprises organisent déjà des visites pour le grand public, l'Aéropatiale de Toulouse construit des Airbus, toujours plus d'Airbus, et n'a pas de temps à perdre avec le tourisme.

Mais, à partir de 1989, cette position semble de plus en plus difficile à tenir. Le service de relations publiques croule sous les lettres de particuliers désireux de voir de près comment sont fabriqués ces Airbus dont les médias célèbrent le succès commercial ; les collectivités locales, de leur côté, exercent une forte pression pour que cette industrie de pointe accueille davantage de visiteurs. « Le problème était que la visite de notre usine ne pouvait rien nous rapporter, il fallait donc qu'elle ne nous coûte rien non plus », résume Bernard Keller, directeur de la communication de l'Aéropatiale à Toulouse.

Bernard Keller et ses collaborateurs ont alors l'idée salvatrice : confier la visite de l'usine à un sous-traitant, qui s'autofinancerait. Une première en France ? « Qu'à cela ne tienne, poursuit le directeur de la communication, nous avons adopté une démarche prudente, lancé un appel d'offres, étudié les candidatures avec précaution, fixé un cahier des charges rigoureux : le sous-traitant devait s'engager à ne gêner en rien la production, et à respecter toutes les règles de sécurité. »

Pascale Krämer
Lire la suite page 28

Monnaies en pagaille



Toler, grivna, malat, litas, etc. : dans les pays de l'Est, il n'est pratiquement pas de mois sans que se crée une nouvelle monnaie. Nationalisme oblige, chaque Etat indépendant marque ainsi sa différence. Mais les apparences sont trompeuses. Les « vraies fausses » monnaies sont légion : parmi les jeunes peys issus de

l'éclatement du bloc de l'Est, seules jusqu'ici la Slovaquie et l'Estonie sont parvenues à créer des devises dignes de ce nom. La Hongrie ou la Pologne, elles, ont profondément transformé la nature du forint ou du zloty sans éprouver la bascule des débaptiser.

Lire page 28 l'article de Françoise Lazzaro

Maastricht, la Bourse et les joueurs

*Depuis trois mois, rien ne va plus à la Bourse de Paris
L'incertitude du référendum aggrave les effets
de la crise économique. Les spéculateurs s'en donnent à cœur joie*

L'ANNÉE avait pourtant bien commencé pour les boursiers : cinq mois de hausse, 15 % de gains. Edith Cresson, leur bête noire, remplacée à Matignon par le « Pinay » de la gauche, un retour aux privatisations... Or depuis le 3 juin, rien ne va plus. Ce jour-là, en début d'après-midi la nouvelle tombait sur les écrans : l'approbation du traité de Maastricht serait soumise en France à un référendum. Quelques heures auparavant, le refus danois avait douché les « traders », déjà troublés par l'absence de reprise économique mondiale. Cette fois les boursiers en avaient les bras cassés : « Nous n'avions pas besoin de ça en plus ! »

Se trouver replongés dans les affres de l'incertitude politique, c'est ce que détestent par-dessus tout les marchés. La sanction fut immédiate. Le 3 juin, en quelques heures, la Bourse perdait 1,57 %. Depuis lors, la baisse n'a pas cessé. Elle atteint en cette fin d'août 17 %. La dégradation de la conjoncture internationale et la faiblesse accrue du dollar sont les causes profondes de la défiance, mais l'incertitude

Maastricht amplifie le mouvement. Cette chute des cours s'est déroulée en deux temps. La première période, longue de deux mois (juin, juillet), fut propice à la réflexion sans que jamais ne soit mis en doute le succès du « oui ». La deuxième période, qui a occupé toutes les journées d'août, fut celle de la spéculation sur une montée en puissance du « non ».

DOUBTES « Dans un premier temps, la perspective du référendum, ne fit que « plomber » un peu plus un marché en proie au doute. L'attention fut détournée un moment par la grève des camionneurs ou par la crise immobilière. Mais les préoccupations européennes reprirent rapidement le dessus avec les tensions monétaires et la hausse des taux allemands. Lorsqu'à la mi-juillet la date du référendum fut connue, chacun y alla de son hypothèse, somme toute tranquille. Une victoire du « oui » semblait ne faire aucun doute dans les esprits et les gestionnaires s'intéressaient plus au niveau de participation populaire. La plupart envisageaient un

niveau de mobilisation très faible, tout de même plus élevé que lors du référendum de novembre 1988 sur la Nouvelle-Calédonie. Et si le « non » l'emportait ? Saignerie à la mi-juillet, l'idée gagna ensuite rapidement les salles de trading. Débuta alors le deuxième temps, celui de la spéculation. Chacun esquissait des scénarios catastrophes signalant l'arrêt de mort de la monnaie unique, la fin du système monétaire européen, une chute du franc et pour clore le tout un effondrement de la Bourse... Cette idée ne demandait alors plus qu'à être traduite dans les cotations. Mais encore fallait-il pour cela qu'elle soit partagée par le public. Car rien ne sert d'anticiper un événement si l'hypothèse de départ n'est pas crédible. D'où ce phénomène, unique dans les annales de la Bourse de Paris, de chasse aux sondages.

Dominique Gallots

Lire la suite page 27

ETUDIANTS DE NIVEAU BAC + 2

ENTREZ DANS
LES AFFAIRES INTERNATIONALES

L'ISEG

DERNIÈRES ÉPREUVES DE SÉLECTION
JEUDI 10 SEPTEMBRE 1992.

Admission parallèle en 2^e année de l'ISEG, l'École du Management des Affaires Internationales, pour les titulaires de BTS, DUT, Licence.

L'ISEG : PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG, TOULOUSE.

CENTRALES DES ÉPREUVES DE SÉLECTION 10 SEPTEMBRE 1992
GROUPE ISEG : 42 46 41 40 • 15 rue de Valenciennes • 75013 PARIS

مكتبة الأمل

LOGEMENT

3615 code ruine

La dépression du marché immobilier aidant, les serveurs Minitel spécialisés dans les petites annonces de logement se sont multipliés. Des services somme toute assez décevants et coûteux...

« VOUS cherchez à louer ou à acheter l'appartement de vos rêves, tapez 3615 code XXXX » : Les murs de la capitale, les wagons du métro et les pages de journaux se sont couverts, ces derniers mois, de petites affiches pour encourager le chaland à consulter tel ou tel serveur Minitel dans ses recherches immobilières.

Mais l'exercice peut, si l'on n'y prend garde, s'avérer onéreux et peu probant. Et il est recommandé de faire la manœuvre prudemment : l'affichage du montant de la consommation (appuyez sur la touche « sommaire » dès la page de garde affichée, avant de taper le code du serveur) pour éviter de se retrouver avec une note de téléphone particulièrement salée.

« Des milliers d'offres », promet sur le 3615, Hestia l'un d'entre eux. Mais, qui cherche un trois pièces à louer dans le 14^e arrondissement parisien (exemple choisi pour l'ensemble de cet article, sans limitation de loyer) fait chou blanc. Bien sûr, on ne peut tirer de conclusion définitive d'une recherche faite au hasard un jour de juillet, mais le résultat est là : rien dans l'arrondissement souhaité, et seulement seize dans l'ensemble de Paris.

DÉSORDRE • Mais pour parvenir à les consulter, le consommateur devra auparavant faire défiler sur son écran les soixante-deux propositions de la région parisienne, dans le désordre. La première offre sur Paris intra-muros arrive en toute dernière position ! Coût de l'opération (sans consultation détaillée des seize annonces parisiennes, 5,84 francs). Addition qui s'ajoute vite dès que l'on revient en arrière ou que l'on fait une erreur de manipulation, que l'on détaille les annonces ou que l'on prend des notes...

Le serveur proposé de particulier à particulier (3615 code PAP) offre une prestation de meilleure qualité, même si sur les 10376 annonces promises (toutes rubriques confondues, y compris un jeu), quatre-vingt-neuf annonces concernent des locations de trois pièces à Paris-région parisienne et trois seulement dans le quatorzième arrondissement de la capitale.

Au moins, les annonces dans la capitale arrivent-elles en tête de liste, classées par arrondissement. Coût de la consultation, toujours sans

détailler l'annonce, 3,65 francs (pour un utilisateur everté). La centrale, pour sa part, est plus décevante : 14189 annonces promises (y compris les offres matrimoniales) mais aucune en ce beau jour du mois de juillet pour un trois pièces à louer dans le quatorzième ni même dans les 13^e, 15^e, 12^e, 11^e, 10^e... avant de s'en rendre compte - et de renoncer - l'utilisateur aura dépensé 5,84 francs !

Stupéfaction : entre le 3615 code local, le

met de consulter rapidement (et donc pour un prix bas de 2,92 francs) les six offres de location de trois pièces, dans le quatorzième arrondissement parisien (toujours sans détailler).

Evidemment, le consommateur sait qu'il s'adresse à des professionnels (il le fait aussi parfois, sans le savoir, avec quelques-uns des serveurs cités plus haut) et donc qu'il devra acquiescer des frais d'agence dont le montant est précisé sur l'annonce. Les offres sont toutes présentées sur le même modèle : étage, taille du séjour, type de chauffage, surface habitable, ascenseur ou non, nombre de chambres et de salles de bains ou d'eau. Le tout assorti d'un commentaire sur chaque cas.

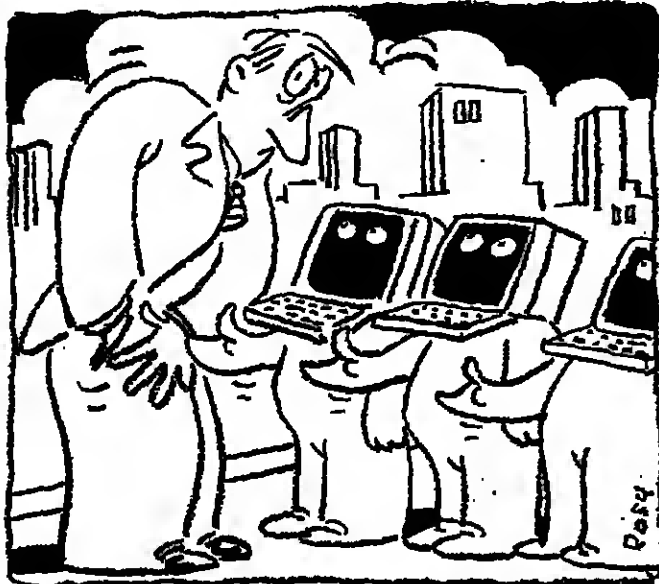
Un dernier serveur propose ses talents pour expertiser votre bien : c'est le 3617 code expertimmo. Pour ce faire, le consommateur devra répondre à trente-quatre questions. Pendant ce temps, le compteur tourne. Pour notre part, habitués du Minitel, nous sommes arrivés à une facture de 11,68 francs mais la moindre erreur coûte cher !

MARCHANDS DE LISTES • Finalement, si l'utilisateur s'appuie sur tous ces serveurs pour faire sa recherche, il risque d'être déçu de voir des fichiers proposés sous deux ou trois étiquettes différentes et sans doute mécontent d'avoir consulté sur le 3617 une liste jumelle de celle dont il pouvait disposer sur le 3615, moins cher. Il est vraisemblable qu'il le comprendra assez vite... mais mis

bout à bout, en recourant au maximum de serveurs, il aura dépensé plusieurs dizaines de francs avec son Minitel assez rapidement.

Ce qui enrichira à la fois France-Télécom (qui touche 0,39 franc par minute sur le 3615 et 0,48 franc sur le 3617), mais surtout les marchands de listes qui proposent leurs services (0,88 franc la minute sur le 3615 et 1,71 franc sur le 3617). Et sauf s'il est équipé d'une imprimante, il ne lui restera pas de trace écrite en dehors des notes qu'il pourrait éventuellement prendre au cours de sa recherche. Un écueil évité par les annonces passées dans les journaux, quotidiens, hebdomadaires ou gratuits. Mais si tous les Français ne sont pas équipés d'un Minitel, tous ne vivent pas non plus près d'un marchand de journaux.

Françoise Vaysse



BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS EN GRANDE-BRETAGNE est déficitaire de 924 millions de livres (8,39 milliards de francs) en juillet contre 747 millions de livres en juin, chiffres annoncés le 24 août (*le Monde* du 26 août).

LA BALANCE COMMERCIALE DE LA FRANCE a enregistré en juillet un excédent de 6,2 milliards de francs, contre un déficit de 951 millions de francs au mois de juin, portant l'excédent à 22,6 milliards de francs depuis le début de l'année (*le Monde* du 27 août et du 28 août).

LE GROUPE JAPONAIS TOYOTA a publié le 26 août les résultats de l'exercice 1991-1992 et annoncé une baisse de 39,7 % de son bénéfice imposable (*le Monde* du 28 août).

CHUTE DU DOLLAR par rapport au deutschemark depuis le 21 août, tombant à son plus bas cours historique (1 dollar = 1,3990 mark) (*le Monde* du 26 août et du 28 août).

LES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE ont augmenté de 0,3 % en juillet, hausse identique à celle du mois précédent (*le Monde* du 29 août).

LA CROISSANCE EST PRESQUE ARRÊTÉE. Selon les comptes nationaux pour le deuxième trimestre publiés par l'INSEE le 28 août, la croissance économique n'a été que de 0,1 % par rapport au trimestre précédent (*le Monde* du 29 août).

RENAULT A ANNONCÉ 5,44 MILLIARDS DE FRANCS DE PROFITS au premier semestre 1992, un résultat record pour le constructeur automobile (*le Monde* du 29 août).

PLAN DE RELANCE MASSIF AU JAPON. Le gouvernement japonais injectera plus de 10000 milliards de yens, soit 400 milliards de francs, dans l'économie pour stimuler l'activité, a confirmé vendredi 28 août le premier ministre Kiichi Miyazawa. La Bourse de Tokyo y a salué la bonne nouvelle en gagnant 2,5 % (*le Monde* du 29 août).

LÉGÈRE BAISSE DU CHÔMAGE EN FRANCE. Le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de 0,5 % au mois de juillet pour s'établir à 2911400 en données corrigées, selon les chiffres publiés vendredi 28 août (*le Monde* daté 30-31 août).

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE. France. Entrée en vigueur des mesures destinées à faciliter le travail à temps partiel (abaissant de 30 % sur les cotisations patronales de Sécurité sociale).

— Actions nationales contre la politique agricole commune (PAC) à l'appel de la Coordination rurale.

MERcredi 2 SEPTEMBRE. Paris. Conférence de presse de rentrée de François Péragot, président du CNPF (Conseil national du patronat français).

Brasilia. Une demande officielle de destitution à l'encontre du président Fernando Collor doit être déposée auprès de la Chambre des députés par l'ordre des avocats du Brésil.

JEUDI 3 SEPTEMBRE. Paris. Intervention télévisée du président François Mitterrand dans une émission spéciale de TF1 sur le Traité de Maastricht.

VENDREDI 4 SEPTEMBRE. Bath (Angleterre). Rencontre informelle des ministres de l'Économie et des Finances de la CEE.

SAMEDI 5 SEPTEMBRE. France. Journée d'action des infirmiers.

— Réunion d'information de la Coordination des routiers, à Avallon.

LUNDI 7 SEPTEMBRE. Marseille. Installation du CEREC (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), premier organisme « délocalisé » en province.

Monte-Carlo. « Rendez-vous de septembre », réunion annuelle des assureurs et réassureurs du monde entier qui passent en revue les problèmes de leur profession (jusqu'au 11 septembre).

Blackpool (Angleterre). Congrès des syndicats britanniques (jusqu'au 11 septembre).

Afrique du Sud. Sommet organisé par le président de Klerk pour trouver une solution à la crise politique sud-africaine. L'ANC de Nelson Mandela a décliné l'invitation.

MARDI 8 SEPTEMBRE. Paris. Troisième Forum international Travail-Santé (FITS), sous la présidence du ministre du travail, M^{me} Martine Aubry.

— « Grande initiative nationale » à l'appel de la Fédération CGT de la métallurgie.

HUMEUR • par Josée Doyère

Retour au chagrin

C'EST la rentrée. Et pas seulement pour les gosses, qui retournent à l'école, mais pour vous tous, les « ados », qui regardez d'un oeil d'envie les amoureux « septuagénaires », plus rares que les autres, qui ont su (ou pu) prendre leur mal en patience, tout d'été, et vous narguent aujourd'hui, avec délectation, tandis que vous reprenez le collier. Aller au « chagrin », au « turbin », au « miné », au « charbon », au « taf », l'argot du boulot et les anecdotes qui l'accompagnent ne sont pas du genre réjouissant.

Et pourtant, Parisiens, Franciliens, mes frères et sœurs d'infortune, vous n'avez pas l'impression que c'est plus dur pour nous qu'en province ? Attention, nous avons de la chance : nous avons du travail, et si nous le perdons, nous avons plus de chance d'en retrouver. L'île-de-France n'étant pas encore un bassin d'emploi déprimé, c'est d'ailleurs pourquoi nous sommes si nombreux à y venir : c'est bien connu, la « Parisienne » est un provincial transplanté, bon gré ou mal gré.

Quand on a la chance d'avoir du travail, il faut bien reconnaître - à part quelques cas extrêmes - qu'il n'y a pas que du mauvais dans l'activité salariée. Le retour de vacances, ce n'est pas seulement l'occasion de les raconter (photo du si mignon petit dernier hurlant avec conviction, ou de la dernière conquête du don Juan de service, qui avait une si tentante chute de reins, à l'appui), c'est aussi le plaisir de retrouver les copeines, et copines, et de piapler à tout

va pour se raconter les dernières potins. Et, contrairement à une idée reçue qui a la vie dure, les hommes sont tout aussi friands que les femmes de cet enrobage.

Et puis, toute référence à l'importance du salaire étant exclue, nous sommes un certain nombre, à tous les niveaux de responsabilité, à avoir la chance de faire un travail intéressant, où l'inévitable proportion d'ennui, au singulier ou au pluriel, est réduite.

Non, la grande différence avec le reste du pays (à part quelques grandes métropoles régionales), ce qui nous fait le cafard, dès la veille du retour, c'est... le temps de transport. L'idée d'acheter cette bon sang de carte orange (oui d'accord elle est pratique, et peu chère par rapport à la voiture) pour pouvoir s'entasser, debout, dans le bus, la métro ou le RER, l'idée de sauter tous les matins dans sa bagnole pour rouler au pas pendant des kilomètres, en respirant l'odeur des pots d'échappement, en se méfiant des éternés qui risquent de vous faire une alle... Y'a da quoi flipper.

Une heure et demie - au moyenne ! - perdue chaque jour, et parfois quatre heures. Si on court, à Paris et dans sa région, ce n'est pas en raison du stress de la capitale tentaculaire, c'est pour tenter de raccourcir ou du moins de ne pas rallonger ces insupportables, inutiles et frustrantes heures de transport. Et, malgré tous les discours officiels, les transports en commun ne sont pas plus rapides que l'énorme voiture. A cause d'elle ? Voire.

LOIS ET DÉCRETS

Propriété intellectuelle

La loi du 3 juillet 1992 institue le code de la propriété intellectuelle, issu des travaux de la Commission supérieure de codification créée par décret du 12 septembre 1989, dont le rôle est de clarifier notre législation et de contribuer à l'information du public.

L'élaboration du code de la propriété intellectuelle répond à la nécessité de regrouper l'ensemble des dispositions relatives aux droits d'auteur, aux droits voisins et à la propriété industrielle. Cette codification est réalisée à droit constant, c'est-à-dire qu'elle reprend le droit en vigueur sans y apporter de modification de fond importante.

Le code de la propriété intellectuelle comporte trois grandes parties. La première, relative à la propriété littéraire et artistique, est divisée en trois livres portant respectivement sur les droits d'auteur, les droits voisins (les droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle) et les dispositions générales.

Le second volet du code porte sur la législation de la propriété industrielle avec son organisation administrative et professionnelle : l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) ; le comité de protection des obtentions végétales ; les conditions d'exercice de la profession de conseil en propriété industrielle ; les dispositions touchant aux brevets et modèles, à la protection des inventions et des connaissances techniques ainsi qu'aux marques de fabrique. La dernière partie est consacrée à l'application des dispositions du code de la propriété intellectuelle aux territoires d'outre-mer et à la collectivité de Mayotte.

Ces modifications de forme ont notamment permis de regrouper des dispositions éparpillées concernant la propriété intellectuelle : tous les textes sur les droits d'auteur ont été réunis, les droits voisins regroupés dans un même chapitre ainsi que les dispositions relatives aux brevets et modèles. Les textes sur les procédures et les sanctions réunissent des articles qui se trouvaient dans le code pénal. Le titre III du code de la propriété intellectuelle consacré à l'exploitation des droits assemble les dispositions propres à certains

contrats : contrat d'édition, de représentation, de production audiovisuelle et de commande pour la publicité.

Les quelques modifications de fond apportées aux textes ne sont qu'une mise en conformité avec la législation actuelle.

La protection des logiciels, régie par la loi du 3 juillet 1985, est intégrée dans le chapitre consacré à la propriété littéraire et artistique.

En annexe à la loi, le *Journal officiel* donne une table de références des articles du nouveau code et des textes d'origine.

Ce travail de codification facilitera la recherche tant des juristes que du grand public.

Loi n° 92-597 du 1^{er} juillet 1992, *Journal officiel* du 3 juillet 1992, pp. 8801 à 8840.

Bibliographie : la *Codification de la propriété intellectuelle*, de Marie-Gabrielle Merlin, IRPI (Institut de recherche en propriété intellectuelle), 2, place de la Bourse, Paris.

Dessins et modèles

Les dessins et modèles viennent de faire l'objet d'un décret d'application concernant leur dépôt et leur enregistrement à l'INPI. Ce texte précise le rôle du Registre national des dessins et modèles. Deux arrêtés complètent ce décret, le premier précise les formalités de déclaration, le second modifie l'arrêté du 30 janvier 1992 concernant le montant des redevances perçues par l'INPI pour chaque dépôt de dessin et demandes d'inscription aux registres nationaux des brevets et modèles.

Décret n° 92-591 et arrêtés du 13 août 1992, *Journal officiel* du 15 août 1992, pp. 1143 à 1146.

Bruit

En application de l'article 84 de la loi de finances 1992, un arrêté fixe la liste des matériels destinés à réduire le bruit, acquis ou fabriqués entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1994 qui peuvent faire l'objet d'un amortissement exceptionnel sur un an. Cette liste distingue les matériels et dispositifs de protection contre le bruit, les matériels pour améliorer l'acoustique et ceux destinés à contrôler ou à limiter les niveaux sonores.

Arrêté du 31 juillet 1992, *Journal officiel* du 11 août 1992, p. 10891.

LA COTE DES MOTS

Holding

Tout comme après-midi, l'anglais *holding* est employé fréquemment - avec l'aval des lexicographes des dictionnaires les plus usuels et les plus récemment parus, tel le *Dictionnaire assenti* Hachette 1993 - au masculin ou bien au féminin. (Mais dans un livre, dans une revue, dans un journal, on s'en tiendra à un seul genre, par souci - louable - d'uniformité...)

Abréviation pour *holding company* (to hold : « tenir »), *holding* désigne une société anonyme qui gère, qui contrôle, grâce à ses participations financières, des entreprises aux activités s'inscrivant dans un même secteur d'intérêt commun. Au fil des décennies, l'acception a été élargie, et le terme s'applique plus généralement à une société de portefeuille (ce dernier mot restant « figé » au singulier dans toutes les expressions : effets en portefeuille, investissement (s) de portefeuille, gestionnaire (s) de portefeuille, clientèle (s) de portefeuille, etc.) qui gère un avoir constitué de valeurs mobilières, d'actions...

Cet anglicisme a pour lui sa brièveté, qui a permis sa rapide propagation à travers les médias. Aucun substitut n'a été officiellement proposé à ce jour, semble-t-il, hormis, dans quelques dictionnaires, un... *trust* tout aussi anglo-saxon ! Cela parce que *holding trust* désigne (de même qu'*investment trust*) une société de placement qui gère un portefeuille de valeurs mobilières.

Mais, outre le péché de venir d'outre-Atlantique et d'outre-Manche, *trust* est surtout compris de tous et sans d'entreprise, ou groupe d'entreprises, qui domine sans partage un secteur de l'économie - ce qui ne correspond pas vraiment à l'acception, même multiforme, de *holding*.

Il paraît difficile d'avancer un équivalent français qui ne serait fort que d'un terme ou de deux termes...

Jean-Pierre Colignon

Les châtiments

Vestrichi



Monnaies en pagaille

Airbus et les curieux

Pascale Krömer

PERSPECTIVES

TÉMOIGNAGES

L'heure des privatisations de masse

Des milliers d'entreprises « vendues » — pour presque rien — à des millions de citoyens. Le capitalisme à l'Est démarre comme une grande braderie égalitariste. Mais le moyen de faire autrement ?

Experts chacun dans son domaine, deux témoins nous ont fait parvenir des textes décrivant les réformes économiques en œuvre dans les pays de l'Est telles qu'elles ont vues. Bozidar Djelic, économiste, est conseiller auprès des ministères de la privatisation en Russie et en Pologne. Associé à l'élaboration des réformes, il n'exprime ici que ses opinions personnelles. Grégoire Deroo, jeune agronome français, a passé deux mois en stage en plein cœur de la Russie centrale. Dépeché par la région Champagne-Ardenne pour faire naître une agriculture efficace sur les décombres du collectivisme, il en revient désenchanté et tire ici les leçons de son expérience.

Le président russe Boris Eltsine a annoncé le 19 août, date du premier anniversaire du putsch manqué, le plus ambitieux programme de privatisation de masse jamais tenté. Tous les citoyens, soit 150 millions de personnes, recevront dès le 1^{er} octobre un coupon d'une valeur de 10 000 roubles, l'équivalent de quatre salaires mensuels moyens. Ces coupons pourront être échangés contre des actions de plus de 7 000 entreprises à privatiser. Ils pourront aussi être librement vendus et achetés entre citoyens, ou encore échangés contre des actions

d'intermédiaires financiers semblables aux fonds communs de placement français. « Nous avons besoin de millions de propriétaires, et pas seulement d'une poignée de millionnaires », a dit Boris Eltsine. Ces coupons sont notre billet vers l'économie de marché.

Au même moment, en Pologne, le gouvernement décidait de donner le coup d'envoi de la privatisation de masse, dont l'adoption avait été repoussée plusieurs fois durant l'année dernière. Les programmes tchécoslovaque et roumain coïncident, quant à eux, sur une bonne lancée.

Pourtant, « privatiser, en Europe de l'Est, revient à vendre quelque chose dont on ne connaît pas plus le propriétaire que le prix à des gens qui n'ont pas d'argent ». Cette boutade d'un conseiller du gouvernement polonais résume le casse-tête auquel sont confrontés les dirigeants de la région.

La privatisation a été immédiatement et partout reconnue comme la réforme structurelle clé. Sans elle, les acquis de la première vague de réformes, celle de la stabilisation macroéconomique, seraient rapidement perdus. Des lois de privatisation ont été votées dès 1990 en Europe de l'Est, dès 1991 pour certains pays de l'ex-URSS. Mais leurs objectifs sont restés, pour l'essentiel, lettre morte jusqu'à une date récente.

Certes, de nombreux petits commerces étaient vendus aux enchères, certaines PME étaient reprises par leurs salariés, quelques entreprises étaient vendues aux investisseurs étrangers, et quelques-unes cotées en Bourse, mais l'essentiel de l'industrie fut

avant tout les « dinosaures socialistes » demeurait aux mains de l'Etat. Même en Hongrie, où les réformes ont commencé bien avant 1989, la part de l'Etat dans l'industrie dépasse toujours 80 %. Paradoxe : si l'on définit le socialisme comme la propriété collective des biens de production, et

droit en Tchécoslovaquie, soit 8,5 millions d'actionnaires).

Il s'agit d'une distribution quasi gratuite de la propriété nationale, ce qui a certains inconvénients. D'abord, peu de recettes pour des budgets d'Etat qui en ont bien besoin, d'autant que ces opérations lourdes de privatisation coûtent cher à organiser. On a craint aussi l'effet inflationniste de l'émission de coupons que certains percevaient comme une quasi-monnaie. Enfin, on court le risque d'un épandage de l'actionnariat des entreprises, au moment même où celles-ci ont besoin de changements importants, donc d'actionnaires actifs.

Mais si tant de pays ont sauté le pas, c'est que les programmes de privatisation de masse ont des atouts indéniables. Parce que les citoyens ne paient pas ou presque, on peut éviter l'odieux et l'évaluation des actifs, exercices longs, coûteux, et aux résultats incertains. Pour la même raison, on peut privatiser des entreprises aux résultats médiocres, qui seraient eu du mal à trouver preneur : ceux qui feraient un mauvais choix d'investissement avec leurs coupons seront moins déçus que s'ils avaient payé le « prix fort ». Cela permet aussi des économies d'échelle, car l'exercice de privatisation n'a pas à être répété pour chaque firme : plusieurs centaines d'entreprises sont privatisées d'un coup. Vu la situation de l'industrie à l'Est et la faible épargne de la population, on ne pouvait de toute façon guère attendre des recettes importantes de la privatisation.

Enfin, les programmes de privatisation de masse ont un aspect politique essentiel. En ouvrant le processus à une large couche de la population, on cherche à éviter l'écueil de la privatisation par et pour la nomenklatura. On donne aussi une preuve tangible que les réformes sont enclenchées, et qu'elles sont irréversibles. Dusan Triska, maître d'œuvre du schéma tchécoslovaque, n'a pas hésité à dire : « La privatisation doit être conçue et vue comme une fin en soi. S'il y a un objectif à la privatisation, il est de nature politique ».

PIONNIERS • On peut distinguer schématiquement deux types de privatisation de masse. Il y a tout d'abord ce qu'on pourrait appeler les programmes « spontanés », où l'Etat se contente de distribuer les coupons et laisse les citoyens libres de les investir où bon leur semble.

Les programmes russe, ukrainien et mongol s'inscrivent dans cette ligne. Mais c'est en Tchécoslovaquie que le premier programme de ce type a été lancé, dès novembre 1991, et c'est pour le moment le seul ayant permis l'attribution d'actions aux porteurs de coupons (1 539 entreprises privatisées, d'un capital total estimé de 45 milliards de francs). Contre un paiement de 1 000 couronnes (environ 150 francs, soit une semaine de salaire moyen), chaque citoyen dispose de 1 000 points qu'il peut utiliser pour placer des ordres pour les actions lors de l'une des cinq sessions de ventes aux enchères. Il peut aussi confier ses points à un intermédiaire financier qui décidera pour lui. Le « prix » (en points) des actions des entreprises très demandées est relevé, et celui des entreprises peu demandées est baissé pour la session suivante.

Le schéma démarrait lentement, avec moins d'un demi-million de participants jusqu'à la Noël 1991 quand, de manière tout à fait imprévue, plus de 450 fonds d'investissement se sont mis à promettre des gains mirifiques à ceux qui leur confiaient leurs coupons. Plus de 7,5 millions de personnes décidèrent de profiter de ces offres pour le seul mois de janvier 1992 et 72 % des points se retrouvèrent entre les mains de ces intermédiaires. Ceux-ci, peu contrôlés jusqu'à récemment, risquent d'avoir des problèmes à tenir leurs promesses, car, même si la « valeur » des entreprises est certainement très supérieure au prix payé par les citoyens, rien ne

garantit qu'un marché secondaire liquide permettra aux intermédiaires de vendre suffisamment vite pour honorer leurs engagements. Mais les fonds les plus importants sont gérés par les grandes banques, aux reins solides, et il est à parier que de nombreux investisseurs étrangers, exilés du programme jusque-là, proposeront d'acheter des actions.

Au total, l'opération peut être considérée comme un succès et se poursuit malgré le processus de séparation de la Bohême-Moravie et de la Slovaquie.

INTERVENTIONNISTE • L'autre type de programme de privatisation de masse est d'un genre plus « interventionniste », où l'Etat décide de créer un certain nombre de fonds d'investissement qui serviront d'entités d'intermédiaire entre les citoyens et les entreprises. La Pologne, mais aussi la Roumanie et la Slovaquie ont adopté des programmes de ce type.

En Pologne, 60 % du capital de 400 entreprises seront répartis entre une vingtaine de fonds d'investissement nationaux créés par le ministère de la privatisation. Chaque fonds aura un portefeuille composé d'une vingtaine de participations significatives (33 % du capital de l'entreprise, où il devra jouer un rôle actif dans la gestion), et d'une série de petites participations dans les 380 autres entreprises. On s'attend que les banques occidentales occupent une bonne part des postes de gestionnaires de fonds. Les citoyens, eux, n'obtiendront pas directement les actions des entreprises, mais recevront en 1993 une action dans chacune des vingt fonds créés.

Créer rapidement un environnement nouveau où les relations Etat-entreprises deviennent plus proches de celles d'une économie de marché.

selon certains, est le grand rôle joué par l'Etat dans le processus, avec les risques de politisation afférents. Cependant, l'avantage est que les entreprises obtiennent un actionariat sélectionné parmi de nombreux candidats, stable et actif, et qui, de par son expérience, devrait aider à la reconstruction. De plus, comme chaque citoyen recevra une action dans chaque fonds, ils auront tous un investissement diversifié et de qualité égale.

Il est difficile de se prononcer dans l'abstrait sur la supériorité d'un type de programme sur l'autre. Des considérations pratiques sont peut-être le meilleur guide dans ce débat : alors que la Pologne pourra à coup sûr mobiliser une vingtaine d'institutions de qualité pour son programme, il n'est pas sûr que la Russie aurait pu trouver les centaines de gestionnaires nécessaires pour sa privatisation de masse si elle s'était décidée pour le même modèle.

Les programmes de privatisation de masse ne sont pas la panacée pour les difficultés de la « transition ». Ils n'apportent pas le plus important : capital frais et gestionnaires chevronnés, aux entreprises qui en ont bien besoin.

Mais cet argent et ces gestionnaires ne sont tout simplement pas disponibles dans tous ces pays à l'échelle requise. Le grand avantage de ces programmes, c'est de créer rapidement un environnement nouveau où les relations Etat-entreprises ainsi que les relations à l'intérieur des entreprises peuvent devenir plus proches de celles d'une économie de marché.

Bozidar Djelic

Dans les programmes spontanés, mis en place en Russie, Ukraine et Mongolie, l'Etat se contente de distribuer les coupons et laisse les citoyens libres de les investir où bon leur semble.

nonobstant tout le bruit fait autour des réformes, tous les pays de la région sont bel et bien encore socialistes. Pour se rapprocher de l'économie de marché, il fallait un changement radical. D'où la floraison récente des programmes de privatisation de masse.

Dans la plupart des cas, la participation est gratuite, on ne paie rien (en Roumanie, 100 lei, ou 1 % du salaire mensuel moyen), d'où des taux de participation élevés (80 % des ayants

Tout doit partir !

Des pays aussi différents que la Russie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, l'Estonie, la Lituanie, l'Ukraine, la Slovaquie ou la Mongolie ont adopté en 1991 ou en 1992 des programmes de privatisation de masse. Les schémas sont loin d'être identiques, et en sont à des stades divers de mise en œuvre, mais tous méritent d'entrer dans la catégorie des programmes de masse caractérisés par :

— La « masse » d'actifs privatisés. Le programme polonais, le moins « massif », comprend tout de même pour sa première vague environ 11 % des actifs industriels, et devrait en inclure plus de 35 % une fois achevés. En Russie, toutes les entreprises

moyennes et grandes pouvant être privatisées doivent réserver 35 % de leur capital pour les porteurs de coupons. Aux actifs industriels s'ajoutent parfois d'autres actifs (logement, terre), comme en Lituanie.

— La « masse » de citoyens prenant part au programme. Tous les citoyens majeurs (comme en Pologne), voire tous les citoyens (nouveaux-nés compris, comme en Russie), ont le droit de participer, et tous reçoivent le même part du gâteau. Certains n'ont pas manqué d'observer que ces programmes égalitaristes avaient un air de déjà-vu : « Les plus socialistes des programmes de privatisation », ironisent-ils.

Agriculteurs introuvables

Comment transformer des techniciens de kolkhoze en fermiers, surtout quand les autorités locales russes veillent à ce que rien ne change ?

« VOUS avez une très mauvaise organisation du travail, il faut planifier ! » Ainsi nous paraît le responsable des relations internationales de la direction régionale de l'agriculture et de l'approvisionnement (DRAA) de la région d'Orel (Orlovskaja oblast). Nous, c'est-à-dire deux agronomes, Philippe Laurent, plus de vingt ans d'expérience du développement agricole en Afrique et en Russie, et moi, surnommé « le gamin » par la partie russe, stagiaire de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier (ENSA M). Tous les deux envoyés par la région Champagne-Ardenne dans le cadre d'une coopération régionale avec Orel débutée en 1990.

Des grandes plaines à céréales d'Orel, terre natale de Tourgueniev et de la comtesse de Ségur, ce pays déjà vu, depuis 1991, une éloquente dizaine de stagiaires russes, reçus dans des exploitations agricoles françaises pour trois à huit mois. Notre mission s'inscrivait comme relais à ces stages. Elle était destinée aux « fermiers indépendants » qui exploitent actuellement 2 % des terres agricoles de la région. Ces terres, si les meilleures, ni les plus faciles d'accès, ont été prélevées sur les fonds de terre de Gorbatchev, dès 1988, pour la création d'exploitations fermières.

Notre objectif était de transmettre l'expérience et la méthode associatif du Centre d'études des techniques agricoles. Malheureusement, le mot d'ordre « Agriculteurs indépendants, associez-vous ! » ne fut pas du goût de la direction régionale de l'agriculture, ex-Agronomie, dont les dirigeants ont survécu à l'ancienne appellation. Et si leur savoir-faire dans le domaine de la production est modeste, s'il est déplorable dans ceux de la conservation et de la distribution des produits, il est en revanche sans faille dans la

réception de l'information, la limitation, les moyens de communication, l'ouverture du courrier, l'hébergement précoce, et l'entretien de relations avec l'ex-KGB qui a, chinchote-t-on, mené son enquête sur nos activités.

QUELS FERMIERES ? • Quelles étaient les chances de réussite de notre mission, quels résultats pouvait-on en attendre ? Autant de faux problèmes, les véritables questions sont ailleurs. Existe-t-il une remise en cause des principes d'organisation du travail ? Quel sera l'accueil réservé à de nou-

Des clans familiaux se constituent, des groupes s'organisent sur la base de l'entraide.

velles méthodes ? Les réponses n'appartiennent pas uniquement à la DRAA. Il faut d'abord savoir qui sont les fermiers indépendants et quelles sont leurs motivations, sont-ils d'ailleurs des fermiers, et sont-ils indépendants ? A une exception près, nous n'avons pas rencontré d'agriculteurs au sens champenois du terme, mais des individus confrontés à la fonte des crédits, à la réticence des autorités à vendre du matériel qu'elles déclarent destiné exclusivement aux kolkhozes et aux sovkhozes. Coincés entre l'amont et l'aval de la production comme dans une tenaille, ils sont de plus souvent en butte à l'hostilité de leur voisinage humain et professionnel.

Même s'il vient d'un kolkhoze, le fermier reste handicapé par sa formation. On a créé des spécialistes pointus alors qu'il faut des généralistes pour coordonner une exploitation agricole. D'ailleurs, plus que des agronomes, ce sont surtout des mécaniciens qui décident de

s'installer, car avant même de savoir cultiver, il faut pouvoir réparer et entretenir le matériel.

Nous ne sommes des fermiers disposant de peu de moyens, mais nous sommes souvent restés seuls quant à leur vocation d'agriculteur. Quand on les interroge sur les raisons de leur installation, le premier motif invoqué est la coquetterie de l'indépendance, de la « liberté ». Vient ensuite la satisfaction de produire, pour soi et pour ses proches, ou pour des « faibles ». En troisième lieu, il y a l'effort de voir des familles « éclore » dans les bouleversements économiques et sociaux de la Russie. « Nous devons créer un lieu sur lequel la famille peut se réunir et vivre saine », expliquait M^{me} Orlova, ex-secrétaire du parti d'un kolkhoze du district de Mtsensk ayant fondé son exploitation en 1991.

La terre exerce une sorte d'attrait hypnotique. Sans être typique, le cas d'Anatoli Sapozhnikov, quarante-quatre ans, permet d'étayer cette hypothèse. Comme la plupart des fermiers, Anatoli a fait des études supérieures. Il était professeur d'histoire et directeur d'une école à Bolshoy (ville du nord de la région d'Orel). Il cultive, avec l'aide de trois employés permanents, 100 hectares de terres obtenues en avril 1992 « en propriété sans transmission héréditaire sans droit de vente ». Nos suggestions étaient les bienvenues : « o effet, l'agriculture n'est pas son métier ; elle n'est même pas son gagne-pain puisqu'il possède par ailleurs un commerce de vêtements ; ce revanche elle est une justification car elle est productive au sens socialiste du terme.

FORMULE MAGIQUE • La terre, productrice de blé, matérialise toutes ses aspirations. Mais pour réaliser le prodige de la production, il faut connaître la formule magique. Dès lors, l'inégalité se creuse entre les privilégiés. Certains, tels les anciens présidents de kolkhoze, ont un réseau

de relations qui leur est un « réseau ». Les adeptes du la première heure qui se sont lancés avant 1992 ont pu bénéficier de crédits et des bas-prix de l'époque pour s'équiper. Aujourd'hui, les ex-appareichniks, les devins et les autres se retrouvent dans l'incertitude : que vendre, à qui, où, comment, à quel prix ?

Alors, pour conjurer le mauvais sort, on s'associe. Des familles se constituent, des groupes s'organisent sur la base de l'entraide. Mais, à quelques exceptions près, les associations que nous avons rencontrées reposent sur des ententes à l'amiable sans définition précise des mesures à prendre en cas de litige. Quel recours juridique dans un Etat qui n'est pas un Etat de droit ? Là encore, nous aurions pu être utiles, à condition de pouvoir nous déplacer dans cette région grande comme la Champagne-Ardenne. La DRAA l'a bien compris, qui, sur deux mois de présence, nous a cotoyé un véhicule dix après-midi...

La DRAA n'est pourtant pas insensible au destin des fermiers puisqu'elle encadre dans le district de Mtsensk, d'où est originaire l'actuel gouverneur de la région, une association de cent quarante fermiers. Financée par la DRAA et les cotisations de ses membres (1500 roubles par personne pour 1992, le salaire moyen se situant près des 3 000 roubles début juin 1992), cette association souhaite sélectionner vingt-quatre éleveurs pour stimuler la production de viande. En effet, certains kolkhozes et sovkhozes refusent désormais de livrer leur production aux prix définis par l'Etat ou par la région. Attitude d'indépendance s'il en est qu'une association correctement orientée pourrait briser. Voilà comment en jouant les « fermiers indépendants » contre les kolkhozes et les sovkhozes, et réciproquement, on perpétue les techniques éprouvées de la réquisition.

Grégoire Deroo

aille

eux

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

Maastricht : déblayons le terrain !

PASSERAIT aujourd'hui pour « archéo » celui qui oserait soutenir : la monnaie de l'avenir pour la France, c'est le franc. Mais un franc rénové car géré par une Banque de France pourvue d'un statut d'autonomie (le mot « indépendance » sonne bien, ce n'est pas, en l'occurrence, celui qui convient le mieux). Un franc dont on renforcerait aussi, substantiellement, les liens qui l'unissent déjà, selon les modalités éprouvées du SME, à toutes les monnaies des pays participants au grand marché sans frontières (à l'exception, du reste partielle, de la drachme). En passant sous silence cette évolution, on accredit l'idée qu'elle est déjà dépassée, grâce précisément à Maastricht. Mais qu'on y prenne garde : ne pas l'examiner, c'est courir un risque énorme.

Les héritiers de la campagne pour le « oui » tiennent un autre langage. Le paradoxe est que certains partisans du « non » viennent leur prêter main-forte lorsqu'ils ne trouvent rien de mieux à proposer qu'une « monnaie commune » pour bien montrer que leur opposition à la monnaie unique est « constructive ». Cette facilité vient au secours d'Elizabeth Guigou.

Monnaie unique contre monnaie commune (encore dénommée « parallèle »), on est là en plein érotisme communautaire ! Et comme la seconde notion n'est qu'un mauvais succédané mis en avant au cours de la négociation par les Britanniques pour contraindre la première, le ministre délégué pour les affaires européennes et ses pairs ont beau jeu de critiquer ce projet mort-né. Cela les dispense de parler du leur.

La version la plus élaborée de la monnaie commune a été présentée, sous le nom d'écu lourd (*hard ECU*) par le chancelier de l'Échiquier, Norman Lamont en juin 1990. L'idée consistait à imaginer qu'on pourrait faire circuler parallèlement aux monnaies nationales des pays membres, une treizième monnaie, qui serait, en quelque sorte, la concurrente des « douze » autres. L'écu lourd aurait pour caractéristique de ne jamais être dévalué par rapport à la plus forte des monnaies du SME. Son prestige serait dans sa définition.

Un fonds monétaire européen se chargerait de l'émission de l'écu nouvelle manière. Mais cette nouvelle institution n'aurait, nous dit-on, qu'à la manière d'un « compte de substitution ».

Selon les promoteurs de l'écu lourd, celui-ci serait destiné à être utilisé en lieu et place des monnaies nationales auxquelles il se serait substitué à la demande des usagers. C'est « donc » du libre choix de ces derniers que dépendrait uniquement leur création. A peine a-t-on commencé à s'interroger sur la portée pratique d'un tel projet qu'on bute sur de graves difficultés d'interprétation.

La monnaie parallèle aurait-elle ou non « cours légal » ? Mais surtout quel sens donner au « cours légal » dont jouissent les monnaies nationales existantes, une fois introduit l'écu lourd ? Le cours légal signifie qu'une monnaie doit être acceptée en paiement pour sa valeur nominale. La propre de l'écu lourd étant de ne pouvoir être dévalué, à chaque moment on supprime la valeur « réelle » de la monnaie nationale vis-à-vis de la monnaie commune posée comme invulnérable. On peut supposer, en tout cas, que telle serait la situation dans tous les pays à monnaie faible. Dans ces pays, l'absence ou la présence de cours légal pour l'écu ne changerait sans doute pas fondamentalement les choses. Dans le pire des cas, n'y verrait-on pas l'écu lourd jouer le rôle que joue le dollar dans les pays de l'ex-Union soviétique ? Avec cette circonstance aggravante : la monnaie parallèle aurait été ici officiellement mise en circulation ! Dans les pays à plus forte tradition monétaire (Allemagne, Pays-Bas, France, etc.), conférer à l'écu le cours légal reviendrait à pourvoir chacun d'eux de deux monnaies à part entière : curieuse méthode pour promouvoir l'unification monétaire de l'Europe ! Quant à la gestion du FME, elle serait, dans les deux hypothèses, en contradiction avec l'objectif proposé :

• Première hypothèse (la plus conforme, semble-t-il, à l'esprit du projet britannique) : l'écu lourd n'a pas cours légal. Dans ce cas, le FME, dont il est dit qu'il aura la responsabilité du niveau des taux applicables aux créances libellées en écus lourds, aurait-il les moyens d'exercer son influence ? Une banque d'émission est en mesure d'influer sur le marché parce que les banques commerciales n'ont pas d'autre moyen de se procurer le « monnaie légale » que de s'adresser à elle...

• Deuxième hypothèse : l'écu lourd reçoit le cours légal. Dans ce cas, les opérations du FME sur le marché seraient facilitées. Mais, du même coup, la monnaie commune risquerait de perdre encore un peu plus son caractère supposé de simple monnaie de substitution. Pourquoi ? Il est spécifié dans le projet britannique que le FME pourrait recevoir des dépôts « porteurs d'intérêts et libellés en écus lourds ». Norman Lamont, toutefois, ne nous dit pas quels seraient les déposants. S'agirait-il des banques centrales nationales ? Dans ce cas, le FME serait presque certainement amené à jouer auprès d'elles le rôle de prêteur de dernier ressort et, donc, de créateur de la monnaie.

Cours légal ou pas, le FME devrait bien se procurer des ressources pour verser des intérêts aux déposants. Il ne pourrait le faire qu'en acquérant lui-même des actifs productifs d'intérêt. Le FME, en étant acheteur net de créances sur les marchés, leur fournirait par là-même des liquidités. A supposer qu'il soit réalisable, le projet de doter l'Europe d'une monnaie superforte serait potentiellement inflationniste.

Avant même de voir le jour, le projet d'écu lourd était anachronique. Il se référait implicitement au modèle de monnaie forte qu'avait été, naguère, le deutschemark : une monnaie solide accompagnée de taux d'intérêt relativement bas. Trois fois hélas, les monnaies « fortes » de l'Europe ressortissent aujourd'hui, plutôt, de la peseta ou de l'escudo.

Qu'aurait fait le FME en 1991, année où cours de laquelle la devise espagnole s'est presque toujours imposée en tête du SME ? Cela l'aurait conduit à acheter de préférence des titres de la dette publique espagnole particulièrement rémunérateurs, alors que la peseta est manifestement surévaluée ? Supposons qu'il ait choisi, par prudence, de continuer à acheter des titres allemands (qui rapportent moins). Une telle préférence n'aurait pas manqué d'être interprétée comme un signe de défiance à l'égard de la « monnaie la plus forte » du jour. La gestion de la monnaie commune se serait révélée un facteur de spéculation !

Autre question épineuse : en cas de dévalorisation ultérieure de la peseta, qui dédommagerait le FME des pertes essuyées pour avoir acheté au taux fort les titres espagnols ? La valeur d'une monnaie dépend entièrement de la valeur des actifs en contrepartie desquels elle est émise. Si le dédommagement n'avait pas lieu, c'est l'écu lourd qui en subirait les conséquences : il deviendrait un peu moins lourd. Mais qui supporterait, ici, le risque de change, le Trésor espagnol ou bien le FME, c'est-à-dire l'ensemble des pays de la CEE ?

Quant aux origines doctrinales de la monnaie parallèle et commune, elles ne sont pas nettes à éclaircir cette notion. Au point de départ de la réflexion, un court ouvrage de Friedrich Hayek publié en 1978 à Londres sous le titre *Denationalization of Money*. Y faisant allusion, Pascal Salin écrit quelques années plus tard : « La solution la plus extrême et probablement la meilleure consisterait à permettre à tout agent économique de devenir producteur de monnaie et de vendre de la monnaie sur tout le territoire de l'Europe, ainsi qu'à l'extérieur (dans la mesure où les gouvernements le permettraient) » (1). Traditionnellement, un des points forts de la réflexion monétaire française était d'éviter la confusion entre monnaie et crédit. Qu'il soit permis, à la lumière de cette distinction, de faire remarquer que la solution en principe préférée par le stimulant théoricien de Dauphine n'a rien d'« extrême ». Depuis l'invention au Moyen Âge de la lettre de change endossable, tout « agent économique » a le possibilité d'économiser l'emploi de la monnaie en tirant une traite sur son débiteur au profit d'un tiers bénéficiaire (le porteur de ladite lettre de change...).

C'est vrai qu'en cours de ce siècle, les États ont presque toujours fait preuve d'une désastreuse irresponsabilité monétaire. Le moyen d'y remédier n'est certainement pas de les décharger de toutes responsabilités — ce qui est d'ailleurs impossible — dans ce domaine ! Voilà pourquoi, dans son essence, l'idée d'une monnaie parallèle est mauvaise. Malgré des apparences contraires enseignement ména-gées, la même objection pèse sur Maastricht. (A suivre)

(1) Pascal Salin, *L'Unité monétaire européenne : au profit de qui ?* 1981, Economica.



NICOLAS GUIGOU

LIVRES

Le « tout-marché » miroir aux alouettes

Contre les économistes qui se transforment en « abstrauteurs de quintessence », Alain Biais préfère regarder les organisations de plus près que les équations

LE CAPITALISME ADULTE
d'Alain Biais
PUF, 360 pages, 178 F.

Marx avait prédit le fin du capitalisme, victime de ses échecs face à la lutte sociale. Schumpeter le condamnerait, lui, à cause de ses succès, réduisant par la concentration des firmes le nombre de ses défenseurs. Le capitalisme est toujours là. Sa recette ? Au commencement était le marché, et son prophète, Adam Smith, n'a cessé de susciter des disciples, jusqu'à nos néolibéraux répandant le bon mot dans des ouvrages où les axiomes, les lois, les constructions d'un formalisme de plus en plus échevelé feraient dresser les cheveux sur la tête de l'inspirateur.

Alain Biais aime s'élever, dans son dernier livre de cette dérive. Il le fait sans cultiver les verbes du langage professionnel, bravo ! Sa thèse est simple : le « tout-marché » est un miroir aux alouettes, séduisant pour les « abstrauteurs de quintessence », pour ceux qui veulent toujours chercher une explication du monde à travers leur discipline, dangereux parce qu'il éloigne du réel ou pire conduit au « culte totalitaire de la concurrence » (1). Ceux qui n'ont pas eu de commerce avec certains livres classiques d'économie trouveront peut-être qu'il enfonce des portes ouvertes. Mais l'éco-académie fait plus de ravages qu'on ne le croit.

Si le capitalisme a pu arriver à l'âge adulte, estime notre auteur, c'est parce qu'il a tourné le dos à la plupart de ses théoriciens, qu'il a assuré « la coexistence entre le marché et les organisations », postulat de l'économie réelle, d'où qu'on appelle ici, « l'économie organisée de marché ».

Braudel avait déjà reproché à Ricardo de n'avoir vu que « le fleuve étroit mais vif de l'économie de marché » et d'avoir insuffisamment mis en lumière la façon dont le capital organisé s'insère « dans

le processus renouvelé de la production ». Mais la ferveur de la dérégulation a fait remonter en force l'idée d'une toute-puissance du marché. Surtout, il manquait une sorte de traité d'économie mixte. Ce que veut, au fond, écrire ici Alain Biais.

Voici d'abord, selon notre auteur, trois caractéristiques essentielles de « l'économie organisée de marché » : 1) elle redonne à la valeur d'usage un lustre qu'elle avait perdu en économie intégrale de marché au bénéfice de la valeur d'échange ; 2) l'organisation crée une division des tâches qui lui interdit de se conformer à la rationalité économique individuelle ; 3) le « capitalisme adulte » se trouve devant une marge de choix sensiblement plus vaste que le « tout ou rien » proposé par les tenants du modèle de concurrence pure et parfaite.

ÉTAT • Comme il se doit, en tête des organisations vient l'entreprise, qui ne se confond pas, ainsi que le suggère Walras, avec un office quelconque. Alain Biais étudie ses spécificités, son comportement, son utilisation du progrès technique en économie et non comme la plupart des auteurs en gestionnaire. La relativisation du rôle des marchés par l'existence des organisations influence aussi les modes de régulation macroéconomique. « La société (a) une existence propre, distincte des seuls liens tissés par l'échange. » Cela conduit à formuler avec plus de justesse le problème central de concilier l'efficacité économique et le resserrement des solidarités : « N'importe quelle liberté de marché n'est pas bonne à prendre, si elle développe les enrichissements sans cause, l'apparition d'une société de casino... »

Alain Biais aime sortir rarement, comme ici, sur les sentiers normatifs. Plus loin, il soulignera le fait qu'« en l'absence d'une règle claire et logiquement

convaincante pour la détermination de salaires justes et efficaces... il appartient à l'État, ultime défenseur de la monnaie, de son pouvoir d'achat, d'éclairer les données conjoncturelles du débat ».

Comme on l'imagine, un chapitre complet est réservé au rôle de l'État. Pour Alain Biais, il n'est pas « impérial », mais immanable à la société capitaliste et sa présence apporte plusieurs degrés de liberté dans la régulation macro-économique de la nation, car il use de son pouvoir de contrainte pour arbitrer, dans l'affectation des ressources, entre l'optimum économique collectivement déduit des choix individuels et d'autres finalités auxquelles les êtres humains peuvent aspirer. Autre facteur de liberté : l'État reçoit et communique des impulsions indépendantes de la logique des choix marchands. Mais l'imperfection du marché ne justifie pas pour autant une confiance inconditionnelle dans les vertus de l'État : plus ses pouvoirs s'étendent, plus ils s'affaiblissent.

Il pourrait en être de même pour l'Europe estime notre auteur. Elle ne progressera qu'avec pragmatisme. « Conformément » aux leçons que donnent les organisations privées. Car, ni le marché, ni les modèles économétriques ne peuvent répondre à des questions qui relèvent du « choc des comportements, des ruses de l'histoire et du mouvement des idées » (2).

Sachons gré à Alain Biais d'avoir rappelé aux théoriciens que l'indéterminisme s'impose en économie plus encore qu'en physique, et qu'« il y a plus de choses sous le soleil » que dans le « tout-marché ».

Pierre Drouin

(1) Philippe Saint-Marc, *La Croix* du 20 juin 1992.

(2) Trois traits caractéristiques de la révolution française, selon Edgar Faure.

NOTES DE LECTURE

L'ANNÉE INTERNATIONALE
1992
Seuil,
384 pages, 99 F.

Les publications d'annuaire se multiplient, répondant à l'attente d'un public étourdi par le flot d'informations et qui désire engranger régulièrement les événements qui comptent pour éviter de perdre pied. Ils diffèrent surtout par le classement adopté. Celui de la revue *Politique internationale* privilégie la variété. La grille choisie permet de passer des « espaces géopolitiques » aux « pays » (86 États qui dominent l'actualité), des « enjeux stratégiques » à « l'économie ». Un « pays de l'année » a été choisi : l'Espagne, puis un « dossier de l'année » : l'effacement du système communiste. Toute la fin de l'ouvrage sert de « boîte à outils » : des dates, des chiffres et des cartes. Ce livre à portée de la main, on se sent plus rassuré.

P. D.

ECONOMIE ET POLITIQUE
DE L'ÉNERGIE
par Jean-Marie Martin
Armand Colin
(Collection « Cursus », 194 pages.

Dans quelle mesure la croissance économique est-elle liée à l'approvisionnement énergétique ? Jusqu'à quel point les gouvernements doivent-ils s'en remettre aux « forces du marché » pour assurer l'approvisionnement de leurs économies ? Et à long terme (d'ici 30, 50 voire 100 ans) les ressources limitées de la planète permettront-elles de faire face aux besoins, compte tenu de l'importance des investissements nécessaires et du coût de la protection de l'environnement ? Jean-Marie Martin, qui répond à ces questions, est l'un des

meilleurs spécialistes français de l'économie de l'énergie.

Rapporteur du groupe « Long terme énergie » du IX^e plan, et auteur d'un remarquable petit ouvrage de vulgarisation sur le sujet (*L'économie mondiale de l'énergie*, Editions La découverte, collection « Repères », 1990) il invite, dans ce manuel, à une réflexion nuancée sur un secteur où les idées trop simples sont souvent dangereuses.

Vingt années de bouleversements énergétiques enseignent la prudence : les chocs pétroliers des années 70 ont montré que les ressources n'étaient pas inépuisables (comme on l'avait longtemps cru), mais aussi, *in contrario*, que les économies modernes étaient capables de s'adapter à une énergie chère. « Les ressources énergétiques sont loin d'être épuisées mais on admet qu'elles ne peuvent pas être exploitées à n'importe quel rythme », conclut Jean-Marie Martin « Une croissance très modérée de la production mondiale d'énergie entraînerait-elle un arrêt de la croissance économique ? Sans aucun doute si les techniques étaient immuables. Mais tel n'est pas le cas. »

BÉNÉVOLAT ET SOLIDARITÉ
de Dan Ferrand-Bechman,
Syros-Alternatives,
192 pages, 120 F.

Sans doute, nous sommes tous des bénévoles : dans l'accompagnement des mourants, les associations antiracistes (et racistes), la défense des oiseaux ou des chateaux... Mais la thèse de ce livre est que le bénévolat est aujourd'hui plus une attitude de dissidence sociale que de charité, attitude qui s'exprime contre le travail, facteur moderne et quasi exclusif d'intégration et d'identité sociale.

S'interroger sur le bénévolat

revient aussi à s'interroger sur le sens de la fraternité. C'est pourquoi cet ouvrage recouvre indistinctement un thème et un travail originaux. Qui sont les bénévoles ? Quelles sont leurs motivations ? Existe-t-il une solidarité à la française par opposition aux grandes traditions étrangères, notamment anglo-saxonnes ? On peut également lire ce livre *in contrario* : comme une réflexion sur l'utilité et le travail.

B. M.

MONTAIGNE CONSULTANT
Un humaniste
dans l'entreprise
de Suzanne Kadur,
InterEditions, 145 pages, 95 F.

La curieuse idée que voilà : tirer des *Essais* de Montaigne des recettes — commentées — d'aide au management.

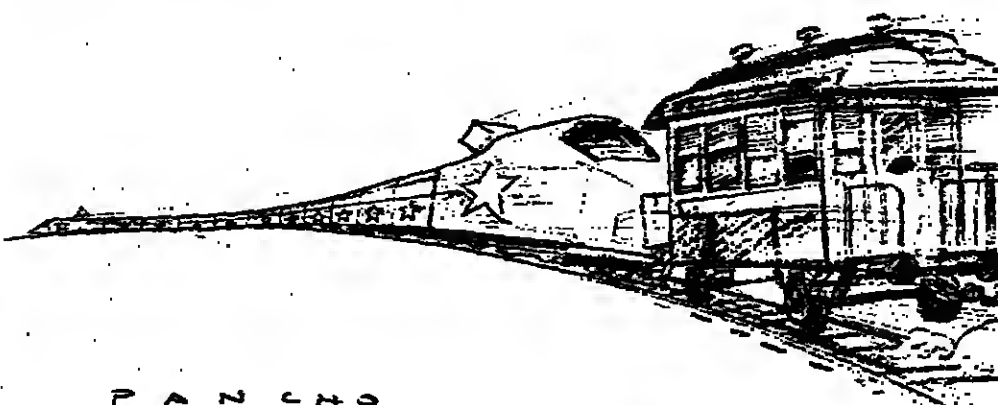
Une idée courageuse, mais du genre de courage qui incite à participer au concours du plus gros mangeur de spaghetti. Voici ce que ça donne, par exemple à propos du temps. (Lui, Montaigne) : « Je veux arrêter la promptitude de la fuite par la promptitude de ma sagesse et, par la rigueur de l'usage, compenser la hâtivité de son écoulement. » (Elle, l'auteur) : « Chacun doit mieux s'organiser, mieux maîtriser ses habitudes afin de compenser la rapidité écoulement du temps disponible. Seule la « rigueur de l'usage » en permet un meilleur usage. Mais, je le répète, avant toutes choses, nous devons être au clair concernant nos priorités, car c'est en fonction de ces dernières qu'il convient d'agir. »

Un cinquième de textes de Montaigne pour quatre cinquièmes d'exégèse de ce tonneau. Mieux vaut s'acheter les *Essais* en poche.

S. Gh.

Reprise et développement

A bas la vertu, vive la croissance !



P. ANCHO

Non, la reprise économique n'est pas « au coin de la rue ». Dans ces conditions, le salut pour l'Europe — toute l'Europe — n'est pas de s'obstiner dans un modèle de vertu financière mais de proposer un projet de croissance aux pays les plus pauvres, financé par les plus riches, au bénéfice de tous.

par EMMAUEL DEVAUD (*)

L'ÉCONOMIE européenne ne va pas bien : chaos à l'Est, langueur à l'Ouest, digestion lourde en Allemagne réunifiée. Dans cette passe difficile, deux boudes de sauvetage possibles ou espérées : la reprise internationale, qui rôde « au coin de la rue » depuis bientôt deux ans, une plus grande intégration de la petite Europe.

De tels espoirs, à terme proche, sont largement déraisonnables. Les trois ans d'ambellie que nous avons connus jusqu'à la veille de la guerre du Golfe étaient une parenthèse qui devait presque tout aux circonstances : contre-choc pétrolier, mise en place du grand marché communautaire, déréglementation financière, absorption de la RDA par la RFA. De ces événements, les deux premiers ont à peu près épuisé leurs effets. Les deux autres ont développé des conséquences perverses (inflation des écarts, endettement, dérèglements budgétaires), dont la correction est loin d'être acquise, parfois à peine amorcée. Sur quelle reprise, dès lors, peut-on compter, quand les trois piliers de l'économie mondiale, États-Unis, Japon, Allemagne, sont en phase de purge, ou de nécessité de purge ? Un mot à cet égard du cas allemand.

Les critères de convergence vers la monnaie unique obligent les États les moins bien gérés de la CEE à des politiques restrictives, qui pèsent sur la croissance de la Communauté. Mais ces évolutions sont finalement de second ordre au regard des difficultés allemandes, qui exigent, beaucoup plus longtemps qu'on ne le supposait, une extrême

rigueur monétaire et/ou budgétaire, selon la répartition opérée entre les nationaux et l'étranger du coût de la réunification. Facteur de dépression qui, ajouté à l'austérité dans les pays à gestion publique relâchée et au coût des subventions aux régions pauvres, est gros d'un risque d'explosions, sociales et politiques.

De façon plus générale, trois problèmes majeurs obscurciront un bon moment encore l'horizon européen.

— Le durcissement des règles prudentielles et de la gestion du crédit et des finances publiques en période de stagnation, voire de récession, entrave, s'il ne l'étouffe, toute velléité de reprise, à supposer qu'il ne débouche pas sur une déflation pure et simple.

— Le niveau des taux d'intérêt réels au regard du rythme de croissance favorise les rentiers, pénalise le risque et l'innovation et mine en profondeur tout l'édifice financier.

— Plus fondamentalement, la demande dans les pays nantis du Centre et du Nord arrive à saturation, alors que les besoins, donc les possibilités d'expansion, sont considérables et insatiables à la périphérie de l'Est et du Sud.

Proposer un projet

On peut, dans ces conditions, se demander si la bonne et quasi unique recette consiste à copier partout en Europe le modèle de gestion publique à l'allemande qui, au demeurant, apparaît à la fois comme très spécifique et peut-être contesté dans son propre périmètre. Et le précédent de l'unité allemande fait douter précisément que l'unification monétaire constitue la meilleure formule pour venir à bout d'écarts considérables dans les niveaux de développement.

La question centrale en Europe, en effet, n'est pas d'exhorter les États riches ou semi-riches à plus

de vertu financière et monétaire pour éblouir ou éduquer les pauvres, mais de proposer un projet de croissance des plus pauvres, financé par les plus riches au plus grand profit de tous. Là sans doute se trouve le seul vrai levier d'une relance des économies. Ce qui suppose qu'un vrai débat d'instance et se concilie sur le partage des coûts, les conditions et les moyens de la mise à niveau des zones retardées et que, dans ce rattrapage, on renonce à toute préséance historique ou politique entre nations relativement déshéritées (l'Espagne plutôt que la Hongrie, le Portugal plutôt que la Pologne...).

Parallèlement à ce projet de croissance, il y a lieu de proposer des opinions publiques et plus favorable au succès de l'idée européenne que les obscures controverses actuelles autour du traité de Maastricht. Car l'Europe a besoin d'espoir plus que de discipline et d'imagination plus que de règlements.

La proposition vaut également sur le plan politique. En dépit ou à cause de ses vertus supposées d'intégration, l'Union européenne n'apporte pas une réponse suffisante aux défis que suscite la fin de la guerre froide. Il y faudrait aussi — et probablement davantage ou d'abord — une incitation à l'échange libre sur tout le continent, dont l'ALENA offre un exemple outre-Atlantique. Il y faudrait surtout un véritable schéma de coopération politique, proposé en même temps aux pays d'Europe centrale et orientale. Et pourquoi, par exemple, puisque Sarajevo se situe au cœur de la problématique européenne d'hier et d'aujourd'hui, ne pas revendiquer pour la CEE mandat provisoire de prendre en charge et gérer la Bosnie multiculturelle et meurtrie, avec l'ambition, sous réserve qu'y consentent ses citoyens de toutes ethnies ou religions, d'en faire à terme un district européen à valeur de référence exemplaire ?

(*) Directeur des études à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Finances

La France manque de capitalistes

Si les entreprises françaises manquent de fonds propres, c'est que l'épargne manque d'investisseurs en capital, du moins à long terme. Cette carence tient notamment à l'absence des fonds de pension qui, au Japon ou dans les pays anglo-saxons, financent le marché financier.

par DOMINIQUE NOUVELLET (*)

UN ÉCONOMIE moderne, si elle ne veut pas devenir une économie d'endettement, a besoin, pour nourrir les fonds propres de ses entreprises, de « capitalistes », c'est-à-dire d'investisseurs en capital. Ceux-ci sont en effet nombreux dans notre pays : compagnies d'assurances, caisses de retraite, elcav, fonds communs de placement, sans oublier les investisseurs étrangers. Quant aux sociétés non cotées, il est communément admis que, avec la multiplication des fonds de capital-risque, il y aurait excès de l'offre de capitaux sur la demande.

Cette analyse, pour répandue qu'elle soit, demeure superficielle : car ces investisseurs en capital sont avant tout dans notre pays des investisseurs à court terme, alors que le risque d'entreprise implique le moyen et le long terme.

Trois preuves à cette assertion : d'abord, l'importante décote des sociétés de portefeuille, beaucoup plus forte en France qu'à l'étranger ; leur rentabilité est trop lointaine pour les investisseurs de notre pays ; même si les perspectives de profit sont, à moyen terme, élevées. Ensuite, le désintérêt récent des grands investisseurs à l'égard des sociétés non cotées : après l'euphorie de ces dernières années, le reflux est général car la constitution de provisions liée à la récession repousse à plus long terme les chances de profit.

Enfin, la difficulté de faire comprendre au marché que, au-delà du dividende par action de l'année en cours, les entreprises sérieusement gérées peuvent avoir d'autres atouts, à condition de se placer à plus long terme.

Cette préférence des investisseurs français pour le court terme a de redoutables conséquences :

— elle conduit au gonflement des sicav monétaires et autres instruments de collecte de l'épargne à forte rémunération et sans risque : ceux-ci à leur tour ne se placent guère sur le marché des actions, compte tenu de leurs contraintes de rémunération ;

— elle rend le marché français des actions fortement spéculatif, le meilleur moyen de gagner vite étant la recherche de la plus-value à court terme ; l'actionnerie stable dont nos sociétés cotées ont besoin est un vœu pieux ; on l'a vu récemment dans les dévaluations, lorsqu'il a fallu laborieusement constituer des « noyaux durs » ; on le voit à contrario quand on constate l'intérêt des investisseurs pour les sociétés opéables et leur désintérêt pour celles qui ne le sont pas ;

— elle rend difficile, spécialement pour les sociétés non cotées, le financement de leurs projets à long terme... à moins d'admettre un haut niveau d'endettement. Or les entreprises françaises sont déjà en moyenne plus endettées que leurs concurrents étrangers et l'inflation n'est plus là pour rendre les taux d'intérêt indolores. Le gouvernement a beau jeu d'inviter les chefs d'entreprise à investir et à recruter ; il leur ferait bien de commencer par interdire la rémunération de fait des comptes à vue pour favoriser l'épargne stable et durable.

Frilosité des ressources

Quelles sont les causes de ce phénomène ? La première tient à l'attraction de la rémunération des outils de collecte de l'épargne à court terme (et de la monnaie) ; certes, le bouleversement de la hiérarchie des taux y est pour beaucoup. Mais peut-on se contenter de ce constat ? Converties à l'idéologie libérale, les autorités et les banques se refusent à réglementer la rémunération des placements à terme.

La deuxième cause tient à la fragilité des ressources des investisseurs en capital : ce n'est pas seulement l'industrie qui manque de fonds propres mais également les investisseurs... ou, à tout le moins, manquent-ils eux aussi de ressources stables.

Toutes les entreprises françaises, qu'elles soient financières ou industrielles (mais aussi les particuliers sans lesquels la Bourse est condamnée) subissent les effets désastreux des politiques mises en œuvre depuis des décennies. En « socialisant » l'épargne que les écarts devraient conserver pour leurs retraites, comme en bloquant les prix, ou en procédant à des prélèvements excessifs, on a privilégié le court terme sur le long terme, la consommation sur l'épargne, l'épargne publique sur l'épargne privée.

Ce phénomène, longtemps occulté par l'inflation et le laxisme des politiques monétaires et budgétaires, devient évaugant avec le retour à l'orthodoxie financière que nous imposent nos engagements internationaux et la mondialisation des marchés. Garant une épargne capitalisée souvent à très long terme, les énormes fonds de pension, notamment anglo-saxons et japonais, constituent la masse de manœuvre financière qui permet aux entreprises de la plupart des pays développés, en particulier les sociétés non cotées, de se doter de capitaux propres importants.

Bravo au gouvernement d'avoir eu le courage d'ouvrir le débat sur les fonds de pension et de s'être enfin attaqué au redoutable problème de la rémunération de l'épargne monétaire. En attendant que ces fonds de pension deviennent réalistes et qu'ils aient accumulé une épargne suffisante, il faudra bien se résoudre à aller chercher les capitaux de leurs collègues étrangers, pour financer à long terme les investissements industriels indispensables.

(*) Gérant de Siporex.

Incertitude et psychologie

Misère de la prévision

L'économie d'aujourd'hui est mondiale, mouvante et complexe. Nous le disons, mais n'en tirons pas les conséquences. Résultat : les prévisions, malgré la surabondance de données, tombent de plus en plus souvent à côté de la plaque.

par FRANÇOIS RACHINE (*)

L fut un temps où, appuyé sur ses exactitudes, la prévision économique pouvait afficher ses résultats fièrement. Tout se passait alors comme si les grands indicateurs (produit intérieur brut, chômage, inflation, taux de change, etc.) obéissaient avec une relative sagesse à des évolutions non pas tracées à l'avance, mais comme toute essex bien discernables. Aujourd'hui, l'humilité s'impose à mesure que les erreurs se multiplient. Chacun se souvient des chiffres imprudemment publiés fin 1987 par l'Allemagne concernant son taux de croissance prévu pour 1988.

L'erreur ne fut « que » de 100 %. Cette « imprécision », dans un pays peu réputé pour sa fantaisie en matière prévisionnelle, s'est depuis renouvelée dans d'autres pays comme les États-Unis (déficits du commerce extérieur et indices des prix notamment) ou la France (prévisions fréquentes par l'INSEE ou d'autres instituts de prévision du taux de croissance, par exemple).

Ces décalages sont sans doute moins les fruits avariés d'une science déficiente que ceux de notre prétention. La réalité d'aujourd'hui appelle plus de modestie. Beaucoup considèrent que la quantité d'informations dont nous disposons excède désormais nos capacités de traitement, de nombreuses et permanentes interactions ramènent en cause régulièrement les estimations trop précises.

Pourtant, même quand les modèles économétriques intègrent ces différents effets et suraccumulent les données, ils ne parviennent plus à dessiner clairement les réalités à venir. C'est que la réalité économique d'aujourd'hui est tout bonnement d'une autre nature que celle que nous avons encore en tête. Nous affirmions bien que l'économie est mondiale, mouvante et complexe, mais nous n'en avons pas encore tiré les conséquences.

La globalisation généralisée (des marchés comme des entreprises), par exemple, entraîne l'incertitude, qu'on définira comme une situation que chacun contribue à créer, sans qu'aucun ne parvienne à la contrôler. Quand les volumes en jeu grossissent démesurément (cas des marchés de capitaux), l'incertitude s'accroît et donne naissance à des mouvements de grande ampleur, ce que traduit chaque jour davantage la volatilité. Or les économistes continuent de rendre compte de cette réalité doublement : d'un côté, il y a les « fondamentaux » ; de l'autre, la psychologie des agents.

D'abord le réel, le noyau dur en somme, et ensuite, mais ensuite seulement, l'influence des comportements sur ce noyau dur.

Pourtant, si l'on veut bien se souvenir que les « fondamentaux » ne sont que des comportements cristallisés, on admettra que tout relève de la psychologie, in fine. La PIB n'est-elle pas le résultat d'un très grand nombre de décisions qui, agrégées les unes aux autres, provoquent un effet d'inertie nous incitant à croire en son « objectivité » ? Bel exemple d'une réalité que nous avons construite, et que nous redécouvrons, parfois candide, sans nous souvenir de tout ce que nous avons fait pour la trouver ainsi. En bref, la réalité économique consiste en un enchevêtrement inextricable de comportements. Il serait donc futile de dire que les comportements, au premier rang desquels les anticipations, sont aussi importants que la réalité : ils sont la réalité. Du, plus exactement, comportement et « réalité » ne sont que les deux masques d'une même vérité.

Que devient alors la prévision ? Peut-elle demeurer la mise à plat des tendances lourdes repérées à un moment donné ? Il est difficile de le croire, sinon, nous ne connaîtrions pas les déceptions récentes. Elaborer des scénarios traduisant incontestablement un progrès, mais il arrive de plus en plus souvent qu'aucun de ceux envisagés ne se concrétise. Souvent d'ailleurs parce que le simple fait d'imaginer un scénario modifie la réalité que celui-ci est censé anticiper. « Qui craint de souffrir, il souffre déjà ce qu'il craint », écrivait Montaigne. Comme on va le voir, il y a là une direction de travail fructueuse, car les scénarios n'anticipent plus la réalité conçue comme objectivement distincte du discours qu'on tient sur elle, mais comme de véritables anticipations des anticipations.

La seule mise en rapport de deux individus crée une situation qu'on ne peut plus décrire en se référant à chacun d'eux, pris séparément. Pourquoi ? Parce que l'un intègre les données que sa présence pousse l'autre à lui communiquer, et réciproquement.

Jeu de miroirs infini, spirale sans fin : B... apprécie la position de A..., en fonction de plusieurs critères, ce qui modifie son système d'appréciation, ce qui a pour effet de modifier à son tour le système de A..., et ainsi de suite. La réalité issue de ces comportements interdépendants est par essence instable, d'autant plus que le nombre de protagonistes est élevé. Elle peut néanmoins se stabiliser, durablement ou non, quand chacun des acteurs envisage une situation qui se matérialise par effet d'anticipations non concertées mais convergentes.

(*) Economiste.

HOTEL DU RHONE
GENÈVE

Parce que l'on me reconnaît.

The Leading Hotels of the World
TEL. (41 22) 731 98 31
FAX (41 22) 732 45 58

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉCONOMIE DE TOULOUSE
(IUP D'INGÉNIEURIE ÉCONOMIQUE)
Ouverture en octobre 1992
Nombre de places limitées
Admission sur dossier (Bac +1)
Renseignements : 61-63-36-21
Université Toulouse-1, place Anatole-France
31042 Toulouse Cedex

CONJONCTURE

APRÈS un premier trimestre plutôt encourageant, c'est une nouvelle fois à la baisse que se sont orientés les indicateurs au printemps. Au deuxième trimestre, la croissance des sept principaux pays industrialisés pourrait bien n'avoir marqué aucune progression, ramenant à de bien modestes performances les résultats des principaux pays industrialisés au cours de la première moitié de l'année.

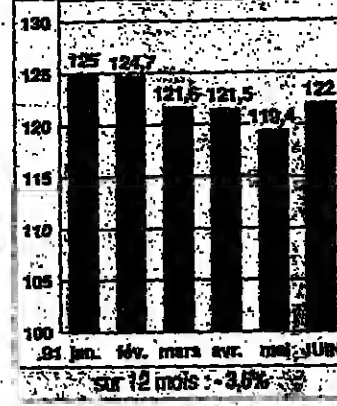
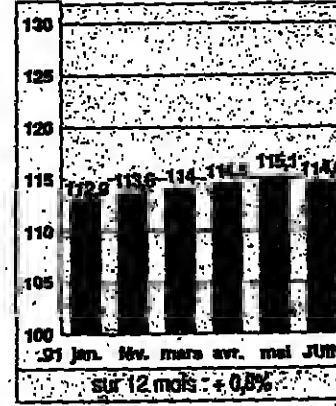
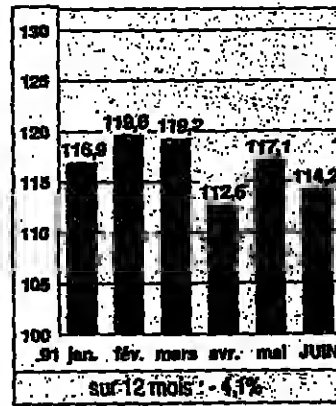
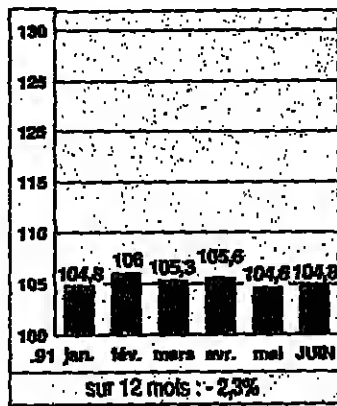
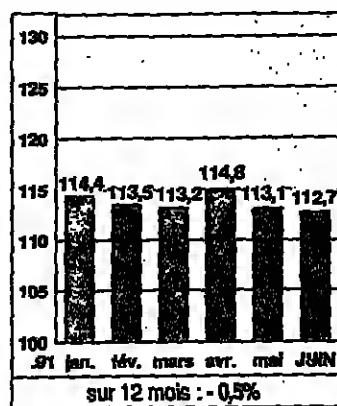
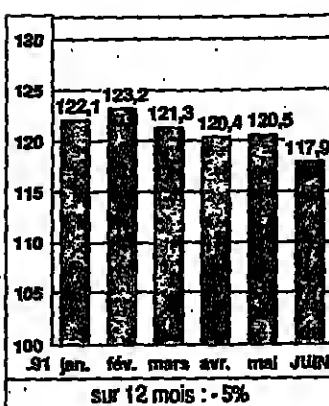
Ainsi qu'aux États-Unis, la reprise en dents de scie paraît traduire un état de profonde léthargie, les économies jusqu'à présent les mieux portantes n'ont pas véritablement décollé. Au Japon, après s'être contractée de 2,7 % au premier trimestre, la production industrielle a de nouveau chuté de 2,3 % au deuxième : elle est ainsi inférieure de près de 6 % à son niveau de la même

INDICATEUR • La production industrielle

Nouvelles baisses

période de l'an passé. En Allemagne, la baisse de la production a atteint 2,1 % au cours du trimestre écoulé et s'inscrit de même en repli par rapport à l'année dernière (- 2 %). En Italie, les soubresauts s'ajoutent à dissimuler la tendance de fond : la production a chuté de 3,3 % en moyenne au

deuxième trimestre. Ailleurs, les évolutions moins heurtées n'en sont pas moins préoccupantes. La production britannique, embourbée dans une récession dont personne ne se hasarde plus à prévoir la sortie, stagne à un niveau inférieur de plus de 5 % à celui d'avant l'entrée en récession, deux ans auparavant. En France, après douze mois de quasi-stagnation, la production résiste mal à la nouvelle déprime de ses partenaires. Dans un tel contexte, la confiance des chefs d'entreprise comme celle des ménages vacille. Les premiers liquident leurs stocks et révisent une nouvelle fois leurs plans d'investissement, les seconds, avertis des risques croissants sur le marché du travail, surveillent leurs dépenses. Les ressorts de la croissance pourraient ainsi faire durablement défaut.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Europe occidentale

A quand la sortie du tunnel ?

EN Europe, les maux d'été ont encore renforcé le pessimisme ambiant. A trop longtemps picniquer dans l'attente d'une reprise sans cesse différée, l'activité a fini par basculer. La production baisse, le chômage se propage, les échanges commerciaux entre les partenaires de la Communauté déclinent. Alors que l'activité semblait en début d'année sur le point de renouer avec des tendances plus favorables, les statistiques récentes témoignent au contraire d'une nouvelle dégradation de l'environnement conjoncturel. Les déconvenues s'ajoutent. Dans un contexte de hauts niveaux de taux d'intérêt et d'appréciation des monnaies européennes vis-à-vis du dollar et du yen, les resserrements des politiques budgétaires annoncés cet été assombrissent davantage encore les perspectives économiques pour les mois à venir. Résultat :

- Les Bourses s'effritent : proches de 20 %, les pertes enregistrées sur les principales places européennes entre le début du mois de juin et la fin août ont gonflé dix-huit mois de progression intervenus depuis la fin de la guerre du Golfe ;

- Le système monétaire européen (SME) est en proie à des turbulences croissantes à l'origine de hausses des taux d'intérêt contraires à l'impératif de croissance ;

Tandis qu'il devient chaque mois plus clair que la reprise de l'économie américaine ne pourra constituer le ballon d'oxygène escompté pour relancer l'activité des Douze, les pays de la Communauté ne peuvent compter sur leur propre ressources, qui semblent bien maigres.

Outre-Rhin, alors que les bénéfices immédiats de l'unification ont été consommés avant l'automne dernier, le durcissement de la politique économique conduit peu à peu l'Allemagne occidentale dans une situation de quasi-récession : la production et l'emploi manufacturiers diminuent aujourd'hui à un rythme proche de 2 % l'an tandis qu'au printemps la consommation des ménages s'inscrivait en baisse par rapport à l'an dernier. En conséquence, après avoir atteint de 3,1 % en 1991 (au lieu de 1 % en moyenne dans les pays du G7), la croissance en Allemagne occidentale pourrait être inférieure à 1 % cette année. Mauvaise nouvelle pour les autres pays européens.

C'est la fin du suris pour les mieux lotis - essentiellement les économies géographiquement les plus proches de l'Allemagne - qui ont pu, grâce à un surcroît de leurs exportations, préserver une activité positive, bien que très ralentie. Le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie et la France font partie de ce groupe. C'est aussi le cas de l'Espagne, qui a connu du fait de la conjonction d'éléments exceptionnels (cf. encadré) un rebond marqué de son activité intérieure depuis la mi-1991.

Mais dans tous ces pays, les performances s'effritent au cours

des mois récents sous les effets combinés de minidécroissances à l'exportation, de l'insuffisance de la demande intérieure et de la dégradation des conditions monétaires. Ailleurs, la situation est plus grave encore. Confrontées à de profondes récessions, les économies du Royaume-Uni et de la Finlande pourraient ressentir d'autant plus durement les repercussions d'une nouvelle dégradation de leur environnement extérieur.

A ce rythme, les prévisions de fin de l'OCDE, faisant état d'une croissance en moyenne de 1,4 % du produit intérieur brut des pays d'Europe en 1992, apparaissent comme un plafond. Cela d'autant que les changements des politiques économiques intervenus dans le courant de l'été sont en mesure d'alourdir encore un peu plus le climat conjoncturel.

Dix-huit mois de croissance ralentie ont pourtant fait resurgir des difficultés budgétaires et ont donné lieu, après les résultats inquiétants du premier semestre de cette année, à un resserrement des politiques budgétaires (limitation des dépenses et/ou augmentation de la pression fiscale). L'Italie, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni ont amorcé le mouvement ces dernières semaines. Ailleurs, des orientations semblables devraient rapidement prendre forme, les programmes de privatisations fréquemment mis en place afin de se éviter risquant fort d'être différés pour cause de profonde déprime des marchés boursiers.

Du côté des politiques monétaires, là encore un nouveau tour de vis s'est imposé aux économies européennes à la suite de la remontée du taux d'escompte allemand de la mi-juillet. Véritable coup bas infligé à ses partenaires du SME, ce dernier durcissement de la politique de la Bundesbank a provoqué des détériorations en chaîne sur les marchés européens tout au long de l'été, conduisant à une hausse généralisée des taux d'intérêt, à un mini krach boursier et à une exacerbation des tensions au sein du SME.

Il paraît difficile d'envisager que l'environnement se fige en l'état actuel sans entraîner d'inquiétants craquements dans la sphère financière européenne ou une redéfinition des parités de change des devises du SME. Une augmentation généralisée des taux d'intérêt chez les partenaires des Allemands, pour recentrer les parités autour de leurs cours pivots contre le mark, accroîtrait les risques de dépression, qui constituent dans le contexte présent une véritable menace. Sauf à envisager qu'une appréciation du dollar vienne momentanément soulager les tensions actuelles au sein du SME, seule une réduction des taux d'intérêt en Allemagne serait en mesure de rétablir la confiance des agents, préalable indispensable au retour au calme et à une éclaircie des perspectives conjoncturelles.

Véronique Riches
Économiste



PAYS • L'Espagne

Après les fastes...

L'HEURE n'est plus à la fête en Espagne. Venu s'ajouter aux bénéfices extérieurs issus de l'entrée de la peseta dans le système monétaire européen (SME), les préparatifs aux événements de Barcelone et de Séville ont, en définitive, permis à l'économie de se sortir plusieurs mois durant du mauvais pas conjoncturel dans lequel elle s'était engagée en même temps que ses partenaires européens courant 1989.

Ainsi, bien que ralentie, de 3,7 % en 1990 à 2,4 % en 1991, la croissance du produit intérieur brut a été l'an passé deux fois supérieure à celle de la moyenne des quatre grands pays européens (1,2 %). Malgré tout, le diagnostic apparaît plutôt morose depuis le début de l'année.

Régissant à des allègements de la fiscalité (une baisse de 56 à 53 % du taux maximum de l'impôt sur les revenus et l'abaissement du taux de la TVA sur les voitures), le rebond de la consommation au premier trimestre dissimule mal la dégradation des conditions générales. L'investissement s'est régulièrement contracté l'année passée et, bien que dopé au premier trimestre 1992 par la réalisation de vastes chantiers publics, il n'y a guère dans ce mouvement de quoi escompter un redressement prolongé. De même, sur le marché de l'immobilier, la déprime s'étend depuis l'hiver passé : en hausse de 5,5 % en moyenne au cours de chacun des trois pre-

miers trimestres 1991, les investissements destinés au logement se contractent depuis et la construction fléchit.

Par ailleurs, la période de grâce dont ont bénéficié les exportateurs espagnols à la suite de l'entrée de la peseta dans le SME tourne court. Après avoir progressé de 12 % en moyenne en 1990 et 1991, le volume des exportations de produits manufacturés s'inscrit en sensible décélération ces derniers mois, sous l'effet de la faiblesse de la demande internationale, d'une part, et d'une dégradation importante de la compétitivité, de l'autre : la persistance de hausses de salaires à 7 % l'an et les moindres gains de productivité sont à l'origine d'un accroissement rapide des différentiels de coûts unitaires entre l'Espagne et ses principaux concurrents commerciaux.

En conséquence, l'activité risque de subir un choc d'autant plus brutal que la politique anti-inflationniste du gouvernement se durcit. Dans un contexte de pertes d'emplois importantes, la diminution des dépenses publiques et l'alourdissement de la pression fiscale, directe et indirecte, annoncés cet été sont de nature à précipiter la chute de la demande intérieure. Complétées par une hausse des taux d'intérêt, ces mesures pourraient conduire à une croissance négative d'ici à la fin de l'année.

V. R.

SECTEUR • Les poids lourds

Chute libre

LES ventes de poids lourds ont continué leur baisse en chute libre durant l'année 1991 en raison de la mauvaise conjoncture économique. Car celle-ci a, d'une part, provoqué une réduction des investissements industriels (et des achats de camions en particulier) et, d'autre part, diminué les volumes transportés, entraînant la faillite de nombre de transporteurs routiers. Les blocages routiers du début de l'été ont amplement médiatisé ce phénomène.

En difficulté, les transporteurs routiers n'ont guère modernisé, encore moins augmenté, leur flotte de véhicules. En 1991, les immatriculations de poids lourds (véhicules industriels de plus de 5 tonnes) ont baissé de 11,4 % en France, pour atteindre 44 200 unités. Et encore ce taux est-il moins mauvais qu'il n'aurait pu l'être sans l'obligation faite aux véhicules de plus de 16 tonnes d'être équipés de freins ABS avant le 1^{er} janvier 1992, ce qui a gonflé les ventes en fin d'année 1991. Le constructeur national Renault Véhicules Industriels (RVI) a accusé sa part de marché à 43,4 % (contre 41 % en 1990), mais son chiffre d'affaires est en baisse (27,4 milliards de francs, - 7,6 %). Il doit donc à l'amélioration de sa productivité de terminer l'exercice avec un léger bénéfice. Ses effectifs ont diminué de 7 %.

La baisse du marché français est inférieure à celle du marché européen hors Allemagne (- 18,6 %). Mais, comme pour l'automobile, la croissance du marché allemand (+ 15,6 % pour l'ex-Allemagne de l'Ouest, mais + 55 % si l'on change le périmètre géographique en incluant les Länder de l'Est) atténue le déclin du marché européen (- 9,7 % sans les Länder de l'Est, stabilité en les incluant). De ce fait, les constructeurs allemands (Mercedes et Man occupent à eux deux près des trois quarts du marché allemand) sont les seuls constructeurs européens à afficher de bons résultats, avec le suédois Scania, porté par son image de qualité et sa stratégie industrielle basée en particulier sur un positionnement en haut de gamme.

Annie Kahn

